PARTI SOCIALISTE – SFIO
Conseil national des 13 et 14 novembre 1948
Pantin

Sommaire

Le président (Faisas) 2
Guy Mollet 2
Gaston Defferre 5
Francis Leenhardt 6
Daniel Mayer 7
Christian Pineau 10
Jean Minjoz 11
Délégué des Alpes maritimes 13
Montanet (Haute-Garonne) 16
Ophe (Calvados) 18
Parent (Orne) 22
Andrée Viennot 25
Delarbre (Pas-de-Calais) 28
Fédération du Calvados 30
Marceau Pivert 32
André Philip 39
Paul Ramadier 47
Jacques Piette (Seine-et-Marne) 54
Édouard Depreux 58
Alexandre Bracke 64
Max Lejeune 67
Le président (André Ferrat) 73
Gozard 73
Guy Mollet 79
Léon Boutbien 80
Gauthe (Nièvre) 85
Francis Leenhardt 89
Joseph Begarra (Oran) 92
Gaston Defferre 95
Jules Moch 96
Gaston Defferre 97
Li-Vinh-Khuon 98
Larroque 101
Jules Moch 102
Victor Provo 104
Théodore Staub 106
Faviel 107
Daniel Metayer 108
Victor Provo 109

Fondation Jean-Jaurès

Un délégué 111
Le président (Gaston Defferre) 112
Léon Boutbien 113
Guy Mollet 116
Un camarade 123
Guy Mollet 125
Salomon Grumbach 127
Marceau Pivert 128

Le président (Faisas)

Il est inutile de vous dire, je crois, combien le maire de Pantin est heureux de recevoir aujourd'hui les délégués du Parti.

J'ai accepté d'assurer la présidence de cette séance d'ouverture d'autant plus volontiers que je suis persuadé que vous voudrez écouter avec attention tous les orateurs et les différents présidents qui se succéderont au bureau. Nous sommes tous très préoccupés des difficultés de l'heure, et désireux de leur trouver une solution conforme aux intérêts du Parti et de la nation, avec conscience de la gravité, de l'importance des décisions à prendre. Nous avons la volonté de faire de ces débats, une manifestation de travail ordonnée.

À l'heure où le Parti Socialiste s'affirme comme la seule réelle formation politique de la classe ouvrière française, à l'heure où se trouvent falsifiées toutes les notions de droit, de légalité, de liberté de grève, il ne peut être concevable qu'une délibération de notre Parti n'apparaisse pas comme un acte réalisateur. Il faut à nos délibérations un écran de fond ; alors que nous assumons la plus lourde tâche du pouvoir, notre devoir est, pour quand viendra l'heure de la succession, de nous demander qui la recueillera et comment elle sera appliquée.

Guy Mollet

Camarades, au début de cette discussion sur la politique générale, il est de règle que le secrétaire général fasse un rapport sur la situation. Je ne vais cependant parler que quelques brèves minutes, car je pense que les rapports ont été faits au cours de la discussion d'information des 9 et 10 octobre dernier. Je voudrais donc me borner à ne parler que de quelques faits postérieurs au 10 octobre.

Sur le plan international, élection Truman : une surprise pour beaucoup, une surprise heureuse, alors même que nous savons que vraisemblablement, sur le plan politique international, peu de chose est susceptible de changer. Sur le plan de la politique intérieure américaine, c'est une grande victoire de la démocratie ; c'est au moins un échec de ce qu'on appelle les républicains, là-bas.

Un événement devrait retenir aussi l'attention de nos camarades : c'est la situation d'Orient, la situation en Chine. Trop souvent les français en général, ne pensent aux problèmes internationaux que dans la mesure où cela touche notre petite sphère. Nous, force internationale, nous avons réussi à élargir la sphère et à leur faire prendre conscience d'une réalité européenne. Il est certain que ces événements d'Extrême-Orient sont de ceux qui, à l'heure actuelle, sont de nature

à avoir sur la paix du monde, des répercussions lourdes.
Un troisième événement, plus récent, qui nous est particulièrement douloureux, c'est la politique adoptée en ce qui concerne les mines de la Ruhr par nos alliés américains, et anglais ; plus douloureux du fait que nous vivons dans cette position prise.
Vous savez comment, depuis la libération, nous avons pu à maintes reprises obtenir des engagements de nos camarades du Labour. Cela devrait, au moins dans la propagande quotidienne et dans la politique avec nos voisins Communistes, pouvoir opposer notre conception internationaliste et la leur. Il y a 15 jours, Maurice Thorez nous attaquait sur toutes les raisons possibles. En ce qui concerne la politique internationale, il employait contre nous l'argument suivant ; il disait : "Comment reprocherez-vous à un Communiste le droit de dire que nous sommes d'accord avec la politique extérieure, la politique générale de l'Union des soviets, alors qu'a la tribune de la chambre, le porte parole officiel de la SFIO peut se prévaloir qu'il est angliciste et anglophile".
On peut être angliciste sans être anglophile. (Celui qui apprend l'anglais est angliciste) Pas mal de Socialistes sont anglicistes. Seulement, il y a entre l'attitude que nous prenons et celle qu'ils prennent, eux, une différence fondamentale qu'il faudra mettre en évidence.
Si nous avons partout clamé notre affection pour le Labour, combien nous sommes sensibles de voir en 1948 le parti travailliste au pouvoir, faire tranquillement, sagement, la transformation totale de l'économie britannique, faire la nationalisation de l'acier, la faire et la réussir, c'est à dire ne pas la laisser saboter en même temps qu'il la fait. Nous disons que nous, indépendants d'eux, lorsqu'ils commettent des erreurs, automatiquement nous copierions leur position ! Et aujourd'hui, nous ne voyons aucun inconvénient, au contraire, que le gouvernement vienne faire du problème de la Ruhr, une affaire politique grave, non pas seulement pour nous, mais pour la constitution même de l'Europe.
Sur le plan national, peu de chose à relever depuis le 10 octobre. Cependant, il faut dire un mot des élections au Conseil de la République. Qu'il me soit permis, au nom du Parti, de saluer les nouveaux élus au Conseil de la République ; les anciens, et aussi les 12 ou 13 camarades nouveaux qui sont venus grossir notre groupe. Sans vouloir accorder à ces élections une importance plus grande que celle qu'elles avaient, nous avons tout de mime le droit, en tant que Parti Socialiste, de nous féliciter de ce qu'elles ont valu, comme suffrages pour nous.
Je voudrais citer des chiffres que vous connaissez tous, l'augmentation des suffrages :
Au 17 octobre, le nombre des délégués officiels recencés en France pour le Parti Socialiste était de 17 590. Le 7 novembre, le nombre des suffrages recueillis au premier tour par les candidats Socialistes, passe a 23 464, c'est à dire augmentation d'environ 30%. Eh bien ! Pour un Parti que tout le monde se plaît à enterrer, et que même certains camarades du Parti, veulent voir très malade, cet apport de 30% c'est la preuve, pour nous, qu'on place encore la confiance envers le Parti.

Un événement n'a pas été mis en évidence. La centrale Communiste a donné l'ordre formel qu'en aucun cas, il ne fallait voter pour les Socialistes. Vous constaterez que 10 à 15% de suffrages Communistes, malgré l'interdiction, au second tour ont parfois essayé d'assurer le succès des nôtres, et ont porté sur nous leurs suffrages. C'est encourageant, quand on sait dans quelle condition sociale se trouvait le pays au moment des élections.
Autre événement important dans la vie politique depuis le 10 octobre : ce sont les quelques modifications à la politique économique, certaines hausses nouvelles, et enfin l'agitation sociale, c'est l'évolution des grèves, l'expérience de durcissement, les méthodes auxquelles ont été astreints nos camarades.
Me départissant du ton objectif que j'emploie régulièrement dans mes rapports, je voudrais donner mon opinion et demander, au début de cette session, des décisions aux camarades qui interviendront dans l'après-midi, de prendre une position très nette en ce qui concerne les mouvements sociaux, de le faire avec le plus de fraternité et d'amitié possible à l'égard de ceux qui sont appelés à prendre des responsabilités, de le faire avec franchise.
Je souhaite, en ce qui me concerne, que le Conseil national soit unanime pour dire sa solidarité avec ceux des camarades que vous avez envoyés au conseil avec des hommes qui porteront les lourdes charges du gouvernement.
(Applaudissements)
Les agences de presse ont fait état de ce qu'un certain nombre de nos camarades avaient dû faire savoir qu'ils se désolidarisaient de la politique de force pratiquée par le gouvernement. Je dis qu'on n'a pas le droit de le faire. On ne peut pas le faire. Si les camarades qui prennent des positions comme celle-là, voulaient bien s'imposer de venir faire un tour dans les bassins miniers... (applaudissements)... je dis qu'alors ils n'accueilleraient pas les mêmes phrases et ne tiendraient pas le même langage. Dépositions théoriques que l'on peut prendre devant un bureau ne correspondent à rien si on ne s'est pas imposé de les voir dans la réalité.
Dans le Pas-de-Calais, si nous avions, à l'heure actuelle, besoin de réagir contre une tendance, ce serait bien contre l'autre tendance
Nos camarades de la région minière, ce qu'ils demandaient, c'était une aggravation ? Au contraire ! S'ils avaient un reproche à faire à leurs responsables, s'ils faisaient parfois un reproche, c'est qu'on n'allait pas assez fort.
Je crois qu'au contraire nos camarades ministres et responsables ont gagné une bonne partie. Il y avait trois solutions :
- ou céder sur le plan financier, économique, politique même pour assurer la victoire. C'était une position que personne ne pouvait demander à nos camarades, honnêtement, de poursuivre ;
- il y avait l'autre, celle qui aurait consisté à donner satisfaction à certains appels tendant à l'arrestation des militante les plus connus, ce qui correspondait - j'en suis convaincu - au vœu le plus profond des dirigeants Communistes. Car le Communisme a fait autour de lui une sorte de religion contre lui. S'il y a une heure où les ministres Socialistes doivent être lu, c'est bien celle-là.

(Applaudissements)
Il ne faut pas céder à la règle Communiste, de prendre ce qu'il voulait prendre. Même s'il y avait une erreur du Parti, à l'heure où ils nous traitent d'assassins et nous accusent d'avoir du sang sur les mains, aucun camarade n'a le droit d'écrire qu'il se désolidarise. Il faut que le Conseil national dise sa solidarité unanime.
(Applaudissements)
Mouvements sociaux, situation économique, les résultats politiques au Conseil de la République, avec les incidences que cela peut avoir sur les semaines qui viennent, mettent le Parti dans une situation sérieuse et grave, mettent le gouvernement dans une situation sérieuse et grave. Il faut que le Conseil national étudie ces problèmes.
Ce sera la fin de mon intervention. Jamais, depuis trois ans, où vous m'avez appelé à la fonction que je remplis, jamais je n'ai senti dans le Parti une telle impression de gravité. Partout, dans les sections, les fédérations, nous avons discuté, non plus polémiqué, sur la situation générale. S'il est une réunion dont le Comité directeur a le droit de se féliciter, c'est d'avoir tenu la réunion d'information des 9 et 10 octobre. C'est dans cette atmosphère de gravité que vous avez été mandatés par vos fédérations. C'est dans la même atmosphère que nous allons délibérer pendant deux jours. Je souhaite qu'il en sorte les délibérations qui permettront au Parti de continuer à aller de l'avant.
(Applaudissements)

Gaston Defferre

À propos de l'organisation du débat, beaucoup de ce qui avait à être dit l'a été pendant la session d'information ; c'est la raison pour laquelle il serait souhaitable que dès ce soir la Commission des résolutions puisse se mettre à travailler pour étudier tous les problèmes. Je souhaite que les camarades soient le moins nombreux possible, qu'ils renoncent à la parole, qu'ils évitent de se répéter, pour que dès ce soir nous puissions faire fonctionner la Commission des résolutions, qui travaillera une partie de la nuit.
Demain matin, le Conseil national étudierait le rapport de notre ami Provo sur le problème financier ; demain, dans l'après-midi nous étudierions le ou les rapports contradictoires qui vous seraient présentés par la Commission des résolutions.
Êtes-vous d'accord avec cette méthode de travail ? Aucune opposition ? Dans ce cas, je demande que les instructions pour la discussion générale aient lieu le plus vite possible afin de terminer vers 13 heures et terminer ce soir pour la séance de nuit.

Le président - Pas d'opposition ? Inscriptions des orateurs qui désirent participer au débat.

Gaston Defferre - Au dernier Conseil national, nous avons entendu les ministres Socialistes. Guy Mollet a rappelé que depuis ce Conseil national d'information,

un certain nombre d'événements importants s'étaient produits. Ne croyez-vous pas qu'il serait bon, dès l'ouverture de la séance de cet après-midi, et peut-être comme prélude de la discussion générale, que nous entendions nos camarades ministres, car il est évident que les informations qu'ils vont nous donner vont avoir une influence très grande sur la façon dont s'engagera le débat. Si les ministres n'arrivent qu'à la fin, je crois que cela risque de fausser le débat, en tout cas d'empêcher qu'il se développe normalement.
Je propose au président et au bureau du Parti de bien vouloir accepter cette méthode de travail.

Léon Boutbien - Je pense que le Conseil national a à décider d'une orientation politique qui est valable non seulement pour les événements immédiats, mais également pour dresser une perspective politique au Parti. Or, si les débats devaient se résumer à une nouvelle audition d'informations, alors que toutes les fédérations de province ont fait le travail de synthèse et de discussion, je crois que le travail de cette seconde session serait singulièrement limité.
Je crois qu'il serait intéressant d'entendre tout de suite les représentants des fédérations qui ont déposé des motions (Nord, Marne, Seine). Il serait intéressant que ces camarades viennent les exposer à la tribune, et ensuite, la discussion pourrait s'ouvrir.

Francis Leenhardt

Une suggestion. Quelle que soit l'importance des problèmes internationaux et leur gravité, il n'est pas douteux que ce qui domine la plupart d'entre nous, ce sont les préoccupations de la politique économique.
Jusqu'à présent, nos Conseils nationaux n'ont été trop souvent que des monologues de politique générale où toutes les questions étaient mêlées. Est-ce que les camarades ne peuvent pas procéder entre eux à des échanges de vues plus précis qui permettrait d'écarter ce qui est illusoire, et d'éviter que dans la motion finale, on rejette certaines résolutions qui ne sont pas applicables. Je me demande si nous ne pourrions pas leur réserver la séance de ce soir, non pas un débat en conseil, mais en Commission économique, à laquelle seraient libres de participer non pas seulement ceux qui sont considérés comme des spécialistes, mais tous les camarades qui, dans les fédérations, ont fait des propositions sur le plan économique, de telle sorte qu'il y ait une espèce de déblayage, de confrontation qui facilitera d'autant les travaux de la Commission des résolutions, et permettra à tous ceux qui ont des idées, de les confronter avec celles des autres. Je propose, dès ce soir, une réunion des délégués qui s'intéressent au problème économique et qui ont des propositions à faire dans ce sens.

Un camarade de l'Orne - Les militants de base des sections et fédérations s'inquiètent des positions qui sont prises par ta tête du Parti, et voudraient, aujourd'hui, avoir l'occasion de dire leur mot, comme les militants de la base, et en leur nom. Il serait souhaitable que la séance de cet après-midi soit donnée aux

délégués des fédérations pour exprimer la volonté et les espoirs des militants de la base. Je m'inscrirai par conséquent dans la discussion générale, pour la fédération de l'Orne.

Guy Mollet - Je crois qu'il pourra être utile que certains de nos camarades, non pas parce que ministres, mais parce que placés à des fonctions où ils ont un certain nombre de choses nouvelles à nous dire, prennent la parole.
Il faudra que nous demandions a Daniel Mayer de nous dire comment se présente le problème des allocations familiales.
Quant à la proposition de Leenhardt, que va-t-il y avoir comme problème ? Vous savez que nous ne pouvons entreprendre ce débat sans étudier le problème économique.
Ce que je suggère dès maintenant, c'est que ceux qui ont l'intention de dire quelque chose, se fassent inscrire, et qu'on commence, qu'on ne tarde pas davantage. Dans un quart d'heure, vous verrez que c'est bien du problème économique qu'il sera question, car je ne comprendrais pas qu'il en soit autrement.

Daniel Mayer

Je voudrais apporter un éclaircissement sur un point qui n'a pas été compris par tous, qui concerne le paiement ou le non paiement des allocations familiales aux mineurs en grève. Considérez mon exposé comme étant la suite de celui de la Conférence d'information. Je me contenterai de vous fournir des informations, par conséquent des armes pour la propagande. Je reconnais que le problème est complexe.
D'abord un principe : les allocations familiales ne font pas partie du salaire, avec toujours la doctrine syndicaliste rejoignant la doctrine des associations familiales, ces allocations familiales sont distinctes au salaire, ne doivent pas être proportionnées au nombre d'heures ou de journées de travail, mais uniquement au nombre d'enfants. C'est ainsi que, théoriquement, elles ne sont pas payées au salarié mais à la mère de famille, ceci pour bien les distinguer du salaire, dont elles ne doivent à aucun moment être le complément.
Peuvent toucher les prestations, tous ceux qui ont eu dans le courant d'un mois 18 jours de travail, ou bien 16 jours d'impossibilité de travail. C'est ainsi que celui qui a travaillé au moins 18 jours dans le mois, a droit à la totalité des allocations familiales pour le mois. Mais celui est chômeur parce que son usine a fermé, a droit aussi aux allocations familiales.
Jusqu'à présent, une jurisprudence constante veut que les grèves soient une impossibilité de travail, c'est à dire que celui qui a fait grève dans un bloc compact, ne touche pas de salaire mais continue a toucher les allocations familiales.
Je voudrais dire que les ministres Socialistes et particulièrement moi, ne sommes pas suspects en la matière. L'an dernier, c'est sur ma proposition que l'on a décidé que, d'une manière générale et définitive, dans l'industrie privée comme dans les services publics et les fonctionnaires, les journées de grève ne seraient

pas payées.
Je veux dire que cette proposition formulée l'an dernier au Conseil des ministres et qui a recueilli l'assentiment unanime, n'était pas une sanction mais une revalorisation de la grève. Il fallait faire cesser ces grèves qui se succédaient sans arrêt, et qui, pour ceux qui les fomentaient, ressemblaient beaucoup plus à des congés payés qu'à des journées de lutte. Il convenait de régulariser la notion de grève, de revenir aux époques héroïques où l'on risquait quelque chose en faisant la grève.
Étant donné ce que je vous ai dit des allocations familiales, il était normal que les allocations familiales fussent payées, même aux grévistes. À partir de maintenant - voici ce qui n'a pas été très bien compris - jusqu'à environ le 6 ou 10 novembre, il est à peu près certain que la liberté du travail n'avait pas été assurée complètement dans les mines. Il est incontestable que notre camarade Moch, devait user de beaucoup de fermeté et de doigté. (Je profite de son absence pour dire qu'un jour on reconnaîtra à Jules Moch tout ce qu'on lui doit)
(Applaudissements)
Quelquefois les camarades disent, dans les sections : nous aurions préféré que ce ne soit pas un Socialiste qui fasse cela. Si ça n'avait pas été un Socialiste, on aurait assisté à des incidents plus regrettables et plus sanglants pour la classe ouvrière.
Jusqu'au 10 novembre, il est à peu près certain que la liberté du travail n'était pas assurée partout. Le critère, c'est le nombre d'heures de travail. À partir du 10 novembre, en moyenne, le nombre des travailleurs a largement dépassé 50% dans tous les puits ; dans un grand nombre d'endroits, il atteignait 65 et 70%.
À partir de ce moment, nous avons considéré, au gouvernement, qu'il n'y avait plus de grève, mais des arrêts volontaires de travail. La notion de grève vaut dans la mesure où le travailleur y participe en majorité. À partir du 10 novembre, il fallait les 18 jours de travail effectif pour toucher les allocations familiales.
Pourquoi avons-nous fait cela ? Parce qu'on nous a cité des cas extrêmes. On nous a cité le cas d'un mineur ayant 7 enfants, qui n'a pas touché son salaire mais 28 000 francs d'allocations familiales au début de novembre. Si vous croyez qu'il a l'intention de reprendre le travail tout de suite, vous vous trompez ; il commencera par manger les 28 000 francs qui ne sont plus des allocations familiales mais une partie d'un salaire destiné à poursuivre la grève. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé de ne plus assimiler les journées de grève à des journées de cessation involontaire de travail. Désormais, ceux qui ne travaillent pas dans les mines, sont des chômeurs volontaires.
Je dois m'expliquer sur un communiqué que j'ai donné hier soir à la radio, et qui semble peut-être infirmer une partie de ce que je viens de dire. J'ai déclaré à la radio (je vous demande de le raconter au minimum) que ce sont nos camarades FO qui m'ont signalé ce que je devais faire hier soir. La décision a été prise le 10 novembre. On a dit : à partir d'aujourd'hui, il faudra 18 jours de travail pour toucher les allocations familiales. Le Conseil des ministres avait oublié de calculer - je suis membre du conseil, je fais donc mon propre "mea culpa". Cela

revenait à dire : reprenez le travail, si vous reprenez le travail, on ne vous paiera pas les allocations familiales. J'ai donc pris sur moi (je n'ai pu joindre Lacoste) de faire hier soir à la radio un communiqué explicatif, déclarant que c'est à partir du 10 novembre qu'il faut avoir 18 jours, mais que jusqu'au 10 novembre, les journées, qui étaient des journées de grève, comptaient comme journées de travail. Autrement dit, c'est à partir de la décision de l'interprétation du Conseil des ministres qu'on fait passer le mineur de la notion de grève à la notion de travail volontaire. Je suis convaincu que la mère de famille poussera son mari vers la mine, afin qu'il ait les allocations familiales. Par conséquent, la mesure que nous avons prise doit être un élément de reprise du travail.

Je voudrais m'expliquer à propos des reproches que l'on nous fait. On nous dit d'un côté : vous avez continué à payer les allocations familiales à une série de gens qui faisaient grève ; par conséquent, vous leur donnez largement, vous n'avez, pas le droit de le faire. On nous dit d'autre part : vous êtes en train d'affamer les enfants.

Je crois dire que les deux reproches, sur le plan sentimental, me touchent profondément. Je dois dire que je condamne l'attitude d'un journal dont je voudrais vous parler. Je n'ai pas pour habitude de violer le secret ce qu'on appelle les délibérations ministérielles. La plupart du temps, j'en lis le compte rendu dans des journaux.

L'un de ceux qui, au Conseil des ministres, ont le plus poussé pour qu'on ne paie pas les allocations familiales s'appelle Robert Schuman. "L'Aube" du lendemain mettait la responsabilité de cette mesure sur les seules épaules de Robert Lacoste et les miennes, et protestait contre cette mesure.

Il y a une certaine hypocrisie dans l'esprit familial, contre laquelle le Parti devra se prononcer.

J'ai pour le MRP amitié et admiration pour l'effort qu'il a fait et qui, en tout cas, a trouvé son explication dans le remarquable article que Blum a écrit il y a quelques jours. Dans l'intérêt même de l'amitié qui doit réunir les MRP et les Socialistes pour un certain nombre de réalisations, dans l'intérêt de cette unité nécessaire pour la défense de la République, je crois qu'il est également nécessaire de ne laisser passer aucune espèce d'hypocrisie et de double jeu de la part du MRP. Les représentants les plus autorisés de l'union nationale des allocations familiales et du mouvement populaire des familles sont en gros, d'accord avec les mesures que nous avons prises. Je voudrais que le Parti soit mis en garde contre la démagogie. Lorsqu'un peu partout, un certain nombre de syndicats nous demandent, non pas d'augmenter les salaires, mais d'augmenter les allocations familiales.

Je tiens à prévenir le Parti, très amicalement mais très fermement aussi, qu'en ce moment, on est arrivé à un point de saturation du pourcentage d'augmentation des allocations familiales. Je fais allusion à l'esprit des allocations familiales. Si on augmente encore les allocations familiales ce serait un encouragement à l'absentéisme.

(Applaudissements)

Cela nuirait certainement au principe même des allocations familiales. Je vous

mets en garde contre cette propagande qui consiste à faire de nous des infanticides. Nous pensons que le meilleur moyen de défendre le foyer familial et de défendre la dignité ouvrière, le salaire de l'ouvrier, du père de famille, n'est pas d'augmenter sans cesse les allocations familiales, pour en faire des salaires d'appoint qui seront dépensés au bistro - je m'excuse de ce caractère rébarbatif. Je pense que cela peut vous servir pour la propagande.

Christian Pineau

Camarades, puisque nous en sommes aux explications de ce qui s'est passé ces dernières semaines et qu'il est indispensable de renseigner le Parti sur un certain nombre de positions de principe que nous avons prises, je voudrais vous parler des droits d'ordre juridique et moral qui m'ont amené à suspendre deux administrateurs de la SNCF.

Ce point à son importance, car il pose le problème de la gestion des entreprises nationalisées. En ce qui concerne les chemins de fer, une position avait été prise par nos ministres, à laquelle je tiens beaucoup.

Il est impossible à des cheminots dans une gare, et qui désirent faire grève, d'empêcher les trains de circuler, car aux gares de départ et d'arrivée, il peut y avoir des cheminots qui ne sont pas d'accord pour la grève. La SNCF est une entreprise nationale ; nul n'a le droit, dans le cadre d'un syndicat local, d'empêcher le fonctionnement du chemin de fer. J'ai appliqué des dispositions et elles ont donné des résultats.

À la suite de la menace de grève, la fédération des cheminots CGT a pris une position qui dépassait le cadre de la grève. Elle a décidé d'appeler les cheminots à stopper dans les ports les trains de charbon. Il ne s'agissait non plus de demander aux cheminots de faire grève, ni de leur demander de défendre leurs revendications professionnelles. Il s'agissait, pour des raisons de politique générale, de stopper les trains de charbon, c'est à dire d'arrêter le trafic d'une entreprise.

Parmi les membres de ce Conseil national, Tournen Aine a été à l'origine de la proposition adoptée par le Conseil national de la CGT ; il y avait deux administrateurs de la SNCF. La loi dit que les administrateurs de la SNCF étaient nommés par le ministre, sur présentation des organisations syndicales. À l'époque, cinq administrateurs avaient été nommés. Deux, depuis, ont quitté la CGT. À l'heure actuelle, ils représentaient : 2 la CGT, 1 FO, 1 chrétien, 1 autonome. Tous ces administrateurs étaient nommés pour assurer la bonne gestion de l'entreprise.

Le problème se pose de la façon suivante : est-ce qu'un administrateur a le droit de donner l'ordre aux agents d'arrêter le trafic, et par conséquent de nuire à l'intérêt même de la société ?

Dans une société privée, un administrateur qui agit contre les intérêts de la société est immédiatement révocable de droit, sans aucune indemnité.

Je vous pose la question : ce qui est vrai pour la société privée ne doit-il pas être vrai pour la société nationale ?

Si on admet demain que toutes les règles de responsabilité des administrateurs,

toutes les règles de gestion valables pour les industries privées ne sont pas valables pour une industrie nationale, nous donnerons aux adversaires des nationalisations un argument majeur. Il est impossible de concevoir qu'un administrateur de société nationale ne soit pas responsable de ses actes, et que s'il commet des actes contraires aux intérêts de la société nationale, il doit être éliminé. Si on avait appliqué ce principe plus tôt dans un certain nombre de sociétés d'aviation, on n'en serait pas là aujourd'hui.
(Applaudissements)
C'est donc un principe nouveau qui a été imposé - un principe qui a été oublié depuis la libération - je désire le soumettre au Conseil national, de façon que le Parti, sur ce point, soit bien d'accord avec la position prise, comme Lacoste l'a prise à l'égard des charbonnages de France. Demain, si nous voulons défendre et étendre les nationalisations, nous devons le faire dans le cadre d'une saine gestion, dans l'intérêt national et de l'entreprise envisagée. C'est le seul moyen d'arriver à des réalisations Socialistes. Si nous l'oublions, nous donnerions raison à nos adversaires.
(Applaudissements)

Jean Minjoz

Chers camarades, comme l'a indiqué tout à l'heure Guy Mollet, il ne s'agit pas aujourd'hui de venir reprendre par le détail toutes les observations qui ont été présentées lors de la conférence d'information. Il s'agit simplement, à la veille du moment ou la Commission des résolutions va avoir à travailler, d'essayer d'apporter ici une synthèse des différentes observations que les camarades de province notamment ont pu recueillir depuis quelques semaines dans leurs fédérations respectives, et de voir par conséquent comment, dans quelques jours, la bataille doit s'engager et comment nous devons sauver à la fois la République et le pays.
Le seul problème actuel, c'est de sauver le Franc et en même temps de maintenir le pouvoir d'achat réel de toutes les classes laborieuses, et en particulier des retraités, des pensionnés, des économiquement faibles. Le parti ou les partis qui résoudront ce problème auront derrière eux la grosse majorité du pays.
Il faut donc, dans les jours qui vont venir, que les solutions soient non seulement proposées, mais entrent dans la réalité. Il faut donc que notre Parti puisse se battre au sein du gouvernement, au sein de l'Assemblée Nationale et dans le pays, sur un programme minimum qui serait capable de réaliser s'il était de nouveau au pouvoir, et un programme minimum qui rassemblerait autour de lui la grande majorité de la population si par malheur nous étions obligés d'aller devant elle.
Comment résumer ce programme ? C'est tout d'abord l'équilibre budgétaire. Il faut absolument que nous ne laissions pas à nos adversaires le soin de venir parler de l'équilibre budgétaire. Nous pouvons mieux que les autres en parler, parce qu'en ce qui concerne les crédits militaires, nous avons été à la pointe du combat, et sans rappeler le passé, vous savez, camarades, que c'est de notre côté, sans aucune démagogie, que nous avons toujours insisté pour la diminution

profonde des crédits militaires. Notre dernier Congrès national s'est expliqué à ce sujet. Mais je pense, étant donné la gravité de la situation économique et financière du pays, que le pourcentage de 25% dont nous avons parlé en juillet est encore trop fort et qu'il faut descendre au dessous de ce taux. Dans notre pays, on ne comprend pas que nous dépensions des centaines de milliards pour les crédits militaires, alors que la défense nationale n'est pas dans notre appareil militaire tel qu'il existe aujourd'hui ; et que par conséquent, il vaut mieux porter notre effort sur des postes du budget qui sont indispensables et qui assurent la vie économique et sociale du pays.

Voyez-vous, camarades, il y a un grave problème qui se posera au début de l'année, au moment du vote du budget : ce sera le problème des constructions scolaires. Il faudra construire partout, vous le savez, de nouvelles salles de classe si nous voulons défendre la laïcité et empêcher de nouveau le problème des subventions aux écoles libres de se poser. Il faudra trouver cet argent. On pourrait consacrer à ces constructions scolaires des dizaines de milliards employés en pure perte dans les budgets militaires.

Un deuxième point, c'est la question de la réforme fiscale. Aujourd'hui, tout le monde ou à peu près, est d'accord pour admettre l'inégalité de la répartition des impôts.

D'autre part, si on admet que dans notre pays, nous sommes celui où l'on paye le moins d'impôts, tout le monde est obligé de reconnaître que la France est le pays dans lequel les impôts sont le plus mal répartis. La fraude sévit sur une grande échelle. Le résultat : ce sont les contribuables honnêtes qui en font les frais.

Voilà pourquoi aujourd'hui, dans tous les milieux qui nous intéressent (artisans, petits commerçants), il y a tellement de protestations et de gens qui s'éloignent de notre Parti, parce que c'est là que joue l'inégalité fiscale et toutes les complications d'un système fiscal qui ne correspond plus à rien.

Ce n'est pas à moi, ici, d'entrer dans le détail des reformes fiscales ; d'autres camarades plus avertis que moi pourront essayer de vous donner plus de précisions.

À mon avis, le gouvernement doit s'y employer s'il veut respecter la loi votée cet été ; la réforme fiscale ne peut plus attendre. Il faut que ce soit nous qui disions que cette réforme doit être réalisée à la fois sur le plan national, départemental, local, parce que c'est toute cette complexité de taxes, de redevances, de contributions, qui favorise la panique dans le pays et contribue à ce mécontentement général, exploité par nos adversaires. Il faut qu'on supprime, par une modification profonde des impôts directs et indirects, cette cascade de taxes que finalement le consommateur paye. Il faut que les finances locales, départementales, soient axées sur les finances nationales. Notre Parti, doit défendre devant le gouvernement, à l'assemblée, dans le pays, un projet de réforme fiscale excessivement simple qui permettra non plus des discussions théoriques, mais fera comprendre aux gens que le Parti Socialiste est vraiment le Parti de la justice fiscale, de la justice sociale.

En ce qui concerne une question qui nous tient à cœur, nous venons vous

demander d'envisager la baisse immédiate par voie autoritaire, du côté de la vie. À l'heure actuelle, le climat de hausse n'a pas été brisé. Nous gagnerons la bataille demain soir si nous arrivons à renverser la vapeur, à résoudre ce que les trois quarts des français demandent : la stabilisation des prix, la diminution de la vie. C'est par là que vous mettrez à néant tous ceux qui exploitent les revendications sociales, la misère, le mécontentement à des fins politiques.
Une baisse autoritaire lésera des intérêts. Ce n'est pas commode à appliquer, mais si vous le faites, vous aurez derrière vous les trois quarts de l'opinion française.
On a accordé, depuis septembre, un certain nombre de satisfactions, on a relevé des traitements, des salaires, des pensions. Demandez à la classe moyenne, à ceux qui sont obligés de vivre tous les jours avec des salaires et des traitements modestes, à des travailleurs moyens, comment ils arrivent à boucler leur budget.
Ces temps-ci, malheureusement, alors qu'un effort avait été fait pour la viande, on a assisté à une série de hausses qui ont frappé l'opinion publique. On peut les expliquer, mais allez faire comprendre à la ménagère, à la rentière, au vieillard, qui ont vu le prix du kilo de sucre, des corps gras ; tout cela est compensé par une diminution du prix du beurre dont la ration est de 100 grammes par mois ! La plupart des gens ne le comprennent pas.
Ajoutez à cela - je m'excuse de le dire ici, c'est mon devoir, puisque je connais la question - la loi sur les loyers qui va se présenter d'ici quelques semaines Vous sentez, camarades, que le climat est toujours à la hausse, que la tendance est à la hausse, et qu'on ne fera rien si on ne revient pas à une politique autoritaire de la baisse des prix, de leur stabilisation, de façon à rendre confiance à tout le pays, et de permettre, par une politique concrète, la liquidation des stocks et la mise en vente des marchandises qui nous manquent ; c'est la qu'il faut être net et énergique. Je pense que c'est à cela qu'il faut subordonner toute la politique. Il faut, par une bataille de tous les jours, rassembler autour de nous la population qui, sans cela, irait au gaullisme ou au Communisme. Il faut que nous apparaissions comme étant le Parti qui s'est imposé, dans une certaine mesure, ce Parti qui comprend combien la France souffre, mais sans démagogie, sans violence ; mais qui veut réaliser, ou s'il ne peut le réaliser lui même, qu'il n'aura pas peut de se battre partout sur la solution des difficultés actuelles.
Voilà les grandes lignes du plan que devra tracer la Commission des résolutions, que devra adopter le Conseil national ; voilà quelle devra être notre ligne de conduite à tous, aux militants de la base comme à ceux qui, au gouvernement, vous représentent et ont à prendre les plus graves responsabilités.
(Applaudissements)

Délégué des Alpes maritimes

Nous avons entendu des discussions pleines de pessimisme ; On paraît avoir oublié nos préoccupations essentielles d'il y a un mois. Nous vous disons très simplement ceci : de nos travaux, doivent sortir des enseignements pour des perspectives qui intéressent le Parti. Nous nous demandons si nous ne devons pas nous attaquer aux objectifs immédiats. Les motions nous paraissent toutes

très claires et intéressantes mais comme étant un travail de grande envergure, alors que nous sommes préoccupés de savoir ce qui va se passer demain. Car le fameux danger, pour nous, n'est pas définitivement écarté. Nous venons d'assister à des élections qui laissent nos préoccupations entières. Il n'est que de parler à nos députés et conseillers de la République, pour savoir que la dissolution reste à l'ordre du jour dans le sein de notre Parti. On se demande si, avant six mois, des élections générales n'auront pas lieu. C'est dans cet esprit seulement que la fédération des Alpes Maritimes a abordé les travaux de ce jour. Elle dit que le premier point, c'est la défense de la République. Sur un plan, elle propose quelque chose qui vous paraîtra peut-être excessif. Elle dit : le Parti, a des anxiétés, des angoisses à la pensée de l'action que vont engager le Parti Socialiste et le RPF. Nous sommes d'avis qu'il ne reste plus d'autre attitude à avoir que l'attitude de la doctrine républicaine.

Nous voulons dire ceci : il nous paraît inadmissible d'assister aux tentatives doctrinales du rassemblement du peuple français allant de De Gaulle ou du Parti Communiste, dans le sillage des syndicats qui ne font que le servir. Nous disons que la loi républicaine doit être imposée à partir du moment où elle est la loi républicaine, avec l'énergie de la dictature. Il faut que la République devienne la dictature républicaine.

Nous nous expliquons : la loi républicaine a été admise et votée, elle doit être exécutée avec le maximum d'énergie contre n'importe qui et contre tout le monde. Cela nous mène à la solution du combat. Deux députés Communistes ont été arrêtés avant hier. Nous ne voulons plus entendre dire qu'il y a là une entrave à la liberté ou à la démocratie. C'est au contraire la défense de la République par la défense des lois républicaines. Et si demain, telle propagande met en cause la légitimité du droit républicain, nous dirons que c'est la défense des lois républicaines.

(Applaudissements)

Dans la motion déposée par la fédération des Alpes Maritimes, nous demandons aux camarades ministres d'aller jusqu'à l'épuisement de la répression contre tous ceux qui se soulèvent contre la République, contre la démocratie.

Tout à l'heure, Minjoz disait : la France appartiendra à ceux qui sauront sauver le pouvoir d'achat. C'est vrai. Il y a longtemps que nous le disons et le pensons. Mais nous disons que la France sera à celui qui gagne le combat ; si nous savons imposer le respect des lois républicaines, le Socialisme aura gagné une grande bataille, la démocratie saura reconnaître que le Parti Socialiste a gagné le bon combat, et elle ira volontiers vers celui qui aura gagné ce combat.

Leenhardt a soutenu que le problème économique est actuellement extrêmement important. C'est, vrai. On a parlé du troisième front. Je pense que si nous l'avions soulevé, nous n'aurions pas eu les deux autres fronts ; c'est ce que nous avons oublié pendant quatre ans. Les deux fronts, Communisme et RPT ont pris une telle importance qu'ils mettent en danger la République. Il faut que nous pensions à l'immédiat.

En ce qui concerne la baisse du coût de la vie, on en a beaucoup parlé ; nos camarades se sont penchés, dans leurs ministères, sur ce problème très

compliqué. Quand j'entends parler de la réduction des crédits militaires de 25%, je sais que Philip s'est battu là-dessus, je sais que Ramadier l'a fait également. Je me demande si nous sommes en état d'exiger de nos camarades ministres de négliger jusqu'à certaines influences qu'il nous importe de sacrifier, que nous ne voulons même pas concevoir.

Aux américains, nous sommes redevables de quelques avions.

Nous ne pouvons pas, ici - nous ne sommes pas dans le secret des délibérations - il faut voir les choses avec justice ; aucun de nous ne sait ce que peut imposer l'Amérique à la France. Nous ne pouvons pas donner des directives impératives d'aller jusqu'à prendre 40 ou 30% de réduction des crédits militaires.

Nous disions, il y a un mois : participation ou non participation, nous sommes pour la continuation de la participation des ministres Socialistes au gouvernement. Nous avions été depuis longtemps pour la non participation mais graduellement, pour des motifs que nous ont inspirés nos camarades le 10 octobre, nous sommes pour la participation, car sans elle, il n'y a pas de République française possible.

Ce qui nous intéresserait, c'est la création immédiate de l'office du vin, de l'office de la viande, parce que ce sont des choses que nous pouvons obtenir au sein du gouvernement ; ce sont des choses qui peuvent se faire rapidement et qui frapperaient la classe ouvrière de tout le pays. Les citoyens se trouvent individuellement devant le problème du beef-steack à 650 francs. Dans l'esprit de chacun, cela met en doute la puissance de la République et sa possibilité de nourrir honnêtement une famille, quelle qu'elle soit.

Nous proposons l'office du vin et de la viande : ce sont des choses précises, concrètes, immédiatement réalisables, et le Parti en sortira grandi s'il les obtient.

Voilà les propositions que nous voulons faire. Enfin, une troisième proposition : sur le plan Marshall. Quelqu'un disait - je crois que c'est Pineau - en octobre : de deux choses l'une, ou il n'y a pas de discussion, possible ou nous acceptons le plan Marshall avec ses conséquences. Je sais que les camarades Socialistes ont été, mis en présence de cette situation, ont été dans l'obligation absolue de l'accepter. Nous voulons bien du plan Marshall avec ses conséquences, mais il est autre chose que nous voulons bien plus : c'est que nous résistions jusqu'à l'absolu à l'intégration dans un bloc et que nous maintenions notre position qui, étant la création d'une troisième force internationale ; parce que nous ne pouvons pas accepter le plan Marshall si on fait de nous des hommes qui défendront des intérêts qui ne sont pas les intérêts de la classe ouvrière et d'un Socialisme international. Le plan Marshall, nous n'en voulons pas pour nous entraîner jusqu'à l'intégration définitive dans un bloc auquel nous voulons échapper. Nous demandons que les ministres Socialistes se conforment vers cette indépendance française.

Enfin, la position du Parti dans le pays, politiquement parlant. Les intérêts du Parti sont toujours en coïncidence avec l'intérêt de la France.

À l'intérieur du Parti, il y a quelque chose qui ne va pas ; il n'y a pas que le rapport de Provo qui prouve que ça ne va pas. Quand vous parlez du problème rural, quand vous parlez des classes laborieuses, quand Cordonnier parle, ils

rencontrent Philip ou l'ancien maire de Bordeaux. Comme conseiller des Alpes Maritimes, je le fais avec d'autant plus d'expérience, je parle pour la fédération la plus abandonnée au Comité directeur. Dans la base, il ne s'est jamais dépensé comme nous. Daniel Mayer tombe dans un fossé et s'en tire heureusement sans mal ; Depreux vient au siège de la fédération, et ça n'a pas apporté ce que ça devait apporter. Dans le Comité directeur, toutes les régions ne sont pas représentées. Si au CD il y avait des élus des Congrès et des élus de certaines organisations régionales, il y aurait entente entre le Comité directeur et les régions. Je ne vois pas ce qu'il y a d'impossible à ce que quelqu'un au Var représente notre région, que quelqu'un de Bordeaux représente le sud-ouest.
Lorsque je suis rentré dans les Alpes Maritimes en rendant compte de la réunion du mois dernier, j'ai senti que quelque chose n'allait pas très bien. Je vous dis : au sein du Parti, il y a à modifier les liaisons entre le Comité directeur et la base. Il y a 8 départements ; je crois qu'il y a lieu à réforme à l'intérieur.
Il y a lieu de collaborer au ministère, au gouvernement ; il y a lieu d'imposer aux ministres les conditions dont on parlait tout à l'heure : la dictature de la loi républicaine, avec toute l'énergie possible. On n'est pas d'énergie dont nous manquons : Moch nous l'a prouvé.
Sur le plan international, il faut proclamer que nous sommes attachés à la liberté, à la défense de certaines conceptions, que nous sommes attachés à tout ce qui est humain, beau, grand, nous ne pouvons pas faire autrement que de défendre tout ce qui est humain : la défense de la paix, la troisième force internationale sont des créations auxquelles nous devons travailler jusqu'à notre dernier souffle.

Montanet (Haute-Garonne)

C'est au nom du groupe Socialiste, des groupes d'entreprise de la Haute Garonne que je viens à cette tribune pour signaler un état de fait qui risquerait de devenir dangereux pour le Parti s'il se perpétuait. C'est parce que nous avons constaté une grande désaffection de la classe ouvrière et notamment des militants ouvriers Socialistes que nous voulons jeter un cri d'alarme et essayer, malgré tout, d'apporter une solution aux problèmes qui se posent autour de nous. Il est en effet anormal que ceux qui ont pour mission de défendre nos représentants, ayant une responsabilité, se trouvent parfois placés devant le fait accompli. Il leur est très difficile de travailler dans de pareilles conditions.
Il ne faut pas croire cependant que le travail des groupes Socialistes d'entreprise ne donne pas de résultats. Les constatations que nous avons faites nous permettent de voir que la dégénérescence du Parti est essentiellement provoquée par le non fonctionnement des œuvres libres décidées au Conseil national. Cette chose est étayée sur l'action de nos militants et sur les expériences qu'ils ont essayé d'accomplir en vue d'un mandat Socialiste. Ces expériences nous ont syndicalement, déçus et l'attitude des représentants ministres nous a considérablement gênés dans notre propagande.
Au groupe Socialiste d'entreprise, nous avions organise un magasin textile, expérience qui eut été riche pour l'ensemble du Parti, nous avons trouvé des camarades dévoués à notre cause ; nous avons trouvé des capitaux. Il ne nous

restait plus qu'à fonctionner : le magasin était ouvert : il nous manquait une autorisation du ministère de la Production industrielle. Six mois se sont écoulés. Je suis persuadé - et tous ceux qu'ont travaillé à cette œuvre le sont - que si le Parti Socialiste avait tenté l'expérience, elle aurait réussi.
(Applaudissements)
Je tiens à dire que malgré tout nous avons poursuivi notre expérience et qu'elle a été fructueuse. Nous avons réussi à réaliser des bénéfices qui sont allés au Parti. Donc le Parti, en a bénéficié ; c'est un programme qui peut être établi.
Nous avons tenté d'autres expériences. La malheur veut que toutes les fois nous tombions sur un ministre Socialiste toujours aussi incompréhensif.
Il existait a Toulouse une usine Lehien (?) susceptible de fournir des ferrailles pour certaines industries ; nous avons multiplié nos démarches, nous avons essayé d'obtenir du ministre que cette usine continue de fonctionner. Nous avons établi des rapports sérieux avec des représentants du Parti Socialiste, des ingénieurs. Nous avons touché également le comité d'entreprise de cette usine, et lorsque nous avons eu la réponse, notre déception a été considérable. On nous a répondu que cette usine n'était pas viable, qu'elle ne pouvait pas fonctionner parce que le prix de revient était trop élevé. Quelques jours après, nous apprenions qu'une même usine avait été ouverte à Pamiers, et qu'elle fonctionnait dans les mêmes conditions. Je passe sous silence d'autres détails. Nous constatons de plus en plus que les services techniques qui entourent les ministères ou nos représentants ont leurs responsabilités à dépendre des intérêts qui ne sont pas les nôtres. Au ministère de l'Agriculture et de l'Industrie, il y a des ingénieurs de polytechnique pour finir par Bourgès-Maunoury qui a fait dans cette histoire une action peut être occulte, mais aussi puissante que celle qu'a faite notre camarade Lacoste. Ceci nous a incité à de nombreuses réflexions. L'une d'entre elles nous fait conclure que le Parti Socialiste doit se ressaisir, et qu'il faut une liaison, une coordination plus étroite entre la base du Parti et le Comité directeur, entre la base du Parti et nos camarades ministres. Il faut briser un travail de sape dissolvant. Il est indispensable que nos camarades ministres s'entourent exclusivement de notre présence et de bonnes volontés prises dans le Parti. Le Comité directeur se doit de mettre l'accent sur l'organisation des divers secteurs, pousser à l'établissement et à l'amélioration du pouvoir d'achat des salariés, en partant de la matière première pour aboutir aux produits manufacturés.
Tous ces problèmes, qui sont d'ordre économique, qui bouleversent en quelque sorte la situation sociale, ne seront résolus que si on y associe les groupes de travail et les groupes Socialistes. Si l'on réussit à réunir les efforts de tous et à établir des Commissions qui étudient leurs problèmes dans les divers secteurs sous l'angle régional pour les réunir ensuite sur le plan national de telle manière que se soit constitué un travail cohérent, nous pourrons dire que le Socialisme est une chose qui se construit parce que tous ensemble nous y aurons participé.
Avant de lever la séance, le président annonce la reprise des travaux pour 14h30 avec un bureau composé de la façon suivante : président : Augustin Laurent ; assesseurs : Aubert (Basses Alpes) et Godin (Calvados).

PARTI SOCIALISTE - SFIO
Conseil national des 13 et 14 novembre 1948
Pantin

Séance du samedi 13 novembre 1943 (après-midi)

(Président : Augustin Laurent)

Ophe (Calvados)

Camarades, c'est un militant d'un des premiers départements producteurs de France qui prend la parole aujourd'hui, devant le Conseil national.

Certains ont interprété les résultats des dernières élections au Conseil de la République de différentes façons.

Je crois, pour mon compte personnel, que ces élections reflètent surtout un mécontentement général dans tout le pays.

À quoi est dû ce mécontentement général ?

Camarades, je vous dis tout de suite que je n'interviendrai pas sur le fond de la politique générale, mais je voudrais intervenir sur un point particulier : celui du ravitaillement.

Le ravitaillement

C'est à cause du ravitaillement que les gens sont, aujourd'hui, mécontents, en grande partie.

Il n'est en effet pas admissible que, quatre ans après la libération, nous soyons encore dans un marasme pareil.

Il ne sert à rien - nous l'avons répété cinquante fois - d'augmenter les salaires si nous ne sommes pas capables, demain, d'établir pour les travailleurs de ce pays, un pouvoir d'achat réel.

Dans le budget de tous les jours - je pense qu'il n'est pas nécessaire de le rappeler - c'est le ravitaillement qui, je crois, compte pour la plus grosse partie.

Je voudrais examiner quelques points concernant le ravitaillement. Je voudrais parler du problème de la viande. On en est, je crois, à je ne sais combien de plans. On a examiné des plans ; on en a proposé de toutes sortes. Le dernier semblait avoir apporté quelques améliorations. Eh bien, camarades, je tiens à rappeler ici, aujourd'hui, qu'en 1946, alors que j'étais parlementaire, alors que j'étais rapporteur du projet de loi sur les acquisitions prioritaires, j'avais fait, au nom du Parti, quelques propositions.

J'avais notamment demandé, pour le problème de la viande en particulier, qu'on applique la taxe à la production. On n'a pas voulu appliquer cette taxe à la production. On a fait depuis, et on continue à faire, à l'égard de certains paysans une démagogie folle que le pays ne comprend pas.

J'avais, à l'époque, les producteurs contre moi. Je puis vous dire maintenant, moi qui les fréquente toutes les semaines de très près, qu'ils sont d'accord sur ce que j'avais proposé à l'époque. Je dirai mieux, c'est qu'à l'heure actuelle, ils

Fondation Jean-Jaurès

sont prêts à accepter cette taxe à la production parce qu'eux mêmes sont dépassés par les événements et se demandent quel but nous allons atteindre si nous continuons cette politique de folie.
Je dis politique de folie parce que, au moment où l'on veut traiter du problème de la viande, au sein du gouvernement, on n'a pas pris toutes les précautions qui s'imposaient.
On est effrayé de penser qu'on a été obligé d'avouer par la voie de la presse que nous n'avons pas de frigorifiques avec des réserves de viandes. Nous n'avons, je crois, que quelques centaines de tonnes de viande dans nos frigos et c'est ce moment que l'on choisi pour établir un nouveau plan.
Une offensive a été lancée, mais je tiens à vous dire aujourd'hui qu'elle échouera comme toutes les autres parce que les précautions indispensables n'ont pas été prises. On ne prend que des demi-mesures.
Je proposais, à l'époque, le rétablissement des grands marchés régulateurs qui existaient autrefois en France.
Mais, camarades, pour cela, il ne suffit pas de décréter que la viande viendra à La Villette, à Lyon ou à Lille ou dans un autre centre. Il faut prendre des mesures pour que la viande arrive.
Pourquoi n'arrive-t-elle pas ?
Quelles mesures faut-il prendre ?
Tant que vous laisserez certaines catégories privilégiées aller acheter avec les autorisations spéciales chez le producteur, vous ne verrez pas la viande arriver, par exemple, ici à Paris, à La Villette.
Vous compreniez bien que le paysan, à l'heure actuelle, n'est pas pressé de transformer son bétail en billets de banque, alors qu'il sait que les usines Renault, pour ne citer qu'un nom, passeront dans la semaine lui prendre son bétail avec un dessous de table de 40, 50 francs au kilo et même davantage. Vous comprenez bien, camarades, qu'il n'est pas pressé, dans ces conditions, d'expédier sur La Villette.
Que faut-il faire alors ?
Il fallait interdire aux coopératives, aux cantines d'usines d'aller acheter chez le producteur. Je ne voudrais pas que l'on me fasse dire que les coopératives, les cantines d'usines ne sont pas nécessaires. Il est nécessaire qu'il y ait des cantines, mais, est-ce que ces cantines ne peuvent pas acheter comme tout le monde, sur les marchés locaux, sur les centres qui ont été désignés pour faire la distribution.
Si vous ne faites pas cela, vous n'aurez pas de contrôle. Si vous n'interdisez pas ces achats particuliers, votre plan échouera.
Et si vous voulez que la viande diminue, il faudra que vous en arriviez à la taxe à la production parce que c'est seulement dans la mesure où vous appliquerez la taxe à la production que vous pourrez coffrer des intermédiaires, vous pourrez limiter les marges bénéficiaires excessives de certains intermédiaires.
Ce n'est pas seulement en pratiquant la taxe à la vente au détail que vous obtiendrez ce résultat.
Il est inadmissible aussi de voir ce qui se passe dans d'autres catégories de

produits alimentaires.
On affirme, dans les milieux dignes de foi, qu'un accord a été passé il y a plusieurs mois entre le syndicat des fabricants de pâtes alimentaires et le syndicat des marchands de légumes secs.
Vous savez que les pâtes alimentaires sont bloquées, que certains fabricants regorgent de ces pâtes mais qu'ils ne peuvent pas encore les mettre en vente parce que les prix ne sont pas homologués.
On les a bloquées, parait-il, d'un commun accord entre les deux syndicats, à seule fin de permettre au syndicat des marchands de légumes secs de vendre leurs produits aux prix que vous connaissez.
Il n'est pas tolérable que le gouvernement ferme les yeux sur de pareilles choses.
Les confitures, je ne dis pas qu'elles sont bloquées officiellement, mais, elles le sont moralement. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'on attend une nouvelle hausse, parce que le sucre vient d'augmenter.
Pourtant, les confitures qui sont en stocks ont été fabriquées avec du sucre à l'ancien prix.
Alors, pour ma part, je pense que les moyens que l'on a employé jusqu'à présent, sont insuffisants et que si on veut obtenir des résultats tangibles, il faut avoir beaucoup plus de fermeté et il faut surtout - et j'attire l'attention de nos camarades parlementaires sur ce fait - qu'ils demandent au gouvernement avec insistance, qu'on se penche sur ce problème et qu'au lieu d'employer les méthodes souvent trop théoriques, on voie d'une façon un peu plus pratique, comment doit être livrée la bataille dans notre pays.
Puis, il y a le problème du pain qui a fait couler beaucoup d'encre ces jours derniers.
J'apprenais dans mon département, il y a trois jours, par une personne qualifiée, ce qui se passe actuellement. On a imposé une certaine façon de moudre le blé dans mon département, on était arrivé à moudre la quantité qui avait été théoriquement fixée.
On envoie le blé dans le midi et on nous livre de la farine des Deux-Sèvres. Croyez-vous que ce soit admissible ? Croyez-vous qu'avec de tels procédés on ira loin.
Et puis, savez-vous à qui sert cette politique ? Elle sert toujours aux trafiquants. Les boulangers qui ne veulent plus ramasser de tickets savent où se procurer de la farine, mais comme cette farine ne passe pas dans le circuit normal, les 400 francs de taxe au quintal, ils n'ont pas à la payer. Ce sont eux qui la mettent dans leur poche.
On pourrait parler aussi de la question du beurre. C'est une également une question très à l'ordre du jour.
Quand j'ai appris qu'on taxait le beurre aux environs de 600 francs le kilo, j'ai pensé qu'avec la démagogie qu'on a l'habitude de faire avec la classe paysanne, ce n'était pas là encore une solution. Évidemment, il y a eu protestation. On a ramené le beurre aux environs de 420 francs le kilo. Pour certains trafiquants, le beurre à 600 francs le kilo officiellement, c'était terrible parce qu'il fallait payer les loyers en conséquence. Cela ne les empêche pas de payer leurs loyers sur la

base de 430 francs le kilo de beurre et de vendre ce dernier à raison de 600 francs.
Je me permettrai de poser une question, ici, aux camarades du groupe parlementaire qui doivent être au courant, ou, à nos camarades ministres.
Est-il exact qu'il y a quelques jours, au moment où cette décision sur le beurre a été prise, Monsieur Coudé du Foresto a proposé une subvention économique de 100 francs par kilo de beurre ?
Si cela était vrai, et si nos camarades se rendaient complices de tels agissements. Je vous avoue que je ne comprendrais plus rien.
Camarades, si vous voulez que ce mécontentement cesse, et c'est le rôle du Parti Socialiste d'être à l'avant-garde - certains le disaient ce matin - de certaines mesures à prendre. C'est à nous, c'est au Parti Socialiste de proposer des mesures, mais des mesures intelligentes, des mesures qui soient efficaces pour faire baisser le coût de la vie et cela est aujourd'hui possible.
Je vous affirme ici, que dans mon département, les producteurs, à l'heure actuelle, seraient tout à fait d'accord pour une taxe à la production par exemple.
Camarades, un gouvernement doit gouverner. S'il n'est pas capable de gouverner, il doit s'en aller.
N'oubliez pas, mes chers camarades, que toutes ces choses-là sont à la base du mécontentement actuel. Je me permettrai à cette tribune, puisque c'est un Conseil national, et que nous sommes entre nous, de poser une question.
Certains de nos camarades, à l'heure actuelle, font l'objet, dans une certaine presse, d'une campagne en ce qui concerne une coopérative qui a été fondée aux Halles et qui s'appelle la COFFI.
Dans mon département, nous sommes très gênés lorsque la question nous est posée.
Tous, vous connaissez les trafics qui ont existé depuis la libération par certaines coopératives Communistes, il faut appeler les choses par leur nom, et je trouve un peu curieux si vraiment, les nouvelles coopératives dont on parle et qui ne feraient pas leurs affaires tellement brillamment, sont une initiative Socialiste. Je vous assure que c'est fort gênant pour la propagande.
Je voudrais bien à ce sujet poser la question à certains camarades, mais je voudrais que nous ne commettions pas d'erreurs pareilles. Laissons les autres partis se préoccuper d'histoires semblables, mais ne mêlons pas les noms de nos militants à des choses pareilles.

André Philip - Ce sont les coopératives que tu appelles des "choses pareilles" ?

L'orateur reprend : Il y a coopératives et coopératives, mais il y a des coopératives qui sont montées de telle façon qu'elles ne sont pas capables de faire leurs affaires et qui gênent à l'heure actuelle, une certaine catégorie de gens, qui s'accaparent toute la marchandise, qui empêchent une bonne répartition, une saine répartition des marchandises et qui, je le répète, ne sont pas capables de faire leurs affaires.
Comment voulez-vous, alors, que nous remontions le courant ?

Collection Jean Jaurès

Je voudrais dire à Philip que lorsque nous avions dénoncé, en 1946, à la tribune de la chambre certaines coopératives de ce genre, montées par le Parti Communiste, j'avais été considérablement "engueulé" dans les couloirs de la chambre par les "cocos" en particulier.
On a découvert, il y a près de deux ans qu'un des directeurs de ces établissements avaient fait un coup de 35 millions. Pour mon compte personnel, je sais qu'il dépassait 35 millions ? On aurait pu ajouter quelques zéros.
Je crois que si nous nous embarquons dans de semblables histoires, nous n'en sortirons pas, en tout cas nous n'obtiendrons pas de bons résultats.
Camarades, si vous voulez que demain, nous puissions nous mettre au travail utilement, que nous puissions entraîner derrière nous, le pays, si vous voulez que nous puissions sauver la République, j'insiste aujourd'hui tout particulièrement pour vous dire, c'est en vous penchant sur ce problème du ravitaillement que, pour ma part, je trouve capital, c'est en nous permettant d'aller dans nos fédérations, dans nos Sections, la tête haute, défendre des conceptions saines. Alors, vous verrez que le Parti n'en aura pas pour longtemps à se remonter, le recrutement se fera et vous aurez derrière vous, non seulement la classe ouvrière et la classe moyenne, mais aussi les petits rentiers déshérités, tous ces économiquement faibles qui, aujourd'hui, sont écœurés, qui ne savent pas de quel côté se tourner.
Si vous voulez éviter une victoire RPF, une démagogie Communiste, camarades, je fais appel à votre bon sens. Seul, le Parti Socialiste doit pouvoir lancer ce mot d'ordre dans le pays, au sein du gouvernement. Il doit prendre en main cette question et apporter satisfaction, sur ce point, à l'ensemble du pays.
(Applaudissements)

Parent (Orne)

J'ai reçu mission d'une fédération bien modeste qui est perdue dans une région où l'esprit chouan domine. J'ai reçu cette mission pour vous apporter le cliché ou la photographie de l'opinion de nos militants de bases.
Qu'il s'agisse de politique générale, de situation sociale, de situation économique du pays ou de situation intérieure du Parti, nos militants savent que la crise est d'ordre national et pensent que toutes ces questions font l'objet d'une conclusion commune.
Il semble pour les militants de bases que la pyramide que représente le Parti change de voie, que le sommet s'éloigne de la base et que la pyramide s'allonge. Que ce soit par un éloignement de la base ou, au contraire, par un éloignement du sommet, le résultat est le même, de stabiliser au volume de la pyramide.
Or, les militants de base disent, c'est le sommet de la pyramide qui est éloigné de nous et il s'éloigne de nous dans la mesure où nous, à la base, nous conservons l'esprit révolutionnaire alors que le sommet donne l'apparence de s'en éloigner.
Ceci est extrêmement dangereux parce qu'il est à craindre alors, pour l'organisation nationale du Parti, le danger de la désagrégation par la base.
C'est, de l'avis de nos militants, le danger primordial.

Fondation Jean Jaurès

Il y a d'autres dangers par lesquels on essaie d'expliquer la situation actuelle.
D'abord, la dissolution, la menace de guerre civile, la menace d'intervention étrangère. Ce n'est pas exclu. Mais, à notre avis, Je le répète, le danger primordial, c'est celui de la désagrégation par la base, c'est-à-dire par la perte des meilleurs militants.
Ce danger n'est pas le seul. À l'heure actuelle, à Droite, comme à Gauche, nous sommes entourés de démagogues, par des artistes de la démagogie. Or, de lourdes menaces pèsent sur l'organisation du Parti, ou tout au moins, une grande menace, et il nous semble que cette menace consiste dans le fait que si nous donnons l'occasion à ces organisations démagogique de se montrer, à l'égard du peuple français, comme plus révolutionnaires et plus Socialistes que les Socialistes eux-mêmes, ce sera la catastrophe.
Ainsi donc, nos militants reprochent quelquefois au Parti Socialiste de se montrer souvent plus anti-gaulliste que Socialiste et moins Socialiste qu'anti-Communiste.
(Applaudissements)
C'est un danger extrêmement grave à notre avis parce qu'il décroche de toute activité, une grande partie de nos militants.
Nous avons vu ce matin, et par les orateurs qui m'ont précédé, que la situation économique relève de la situation actuelle en tout premier lieu.
Depuis quatre ans, on a usé de tous les artifices capitalistes. Au cours de la troisième République, on a usé ces moyens capitalistes Jusqu'au dernier. On a utilisé l'inflation, on a utilisé la déflation, la fiscalité à outrance et les opérations monétaires.
Tous ces artifices ont été épuisés à l'heure actuelle et il est apparu, il apparaît très nettement que l'économie capitaliste ne peut plus nous permettre de sortir de la situation infernale dans laquelle se trouve la France.
Cela est si vrai que nous avons vu, dernièrement, prendre des dispositions concernant le ravitaillement qui sont restées absolument inopérantes et qui le resteront dorénavant.
Nous avons vu prendre des dispositions fiscales qu'on nous a présentées comme étant des conquêtes révolutionnaires, telle, par exemple que la retenue de l'impôt cédulaire. C'était un impôt direct sur le salaire des travailleurs. C'est un fait. Il est devenu un impôt direct sur les entreprises qui utilisent les services des travailleurs.
Il est un fait technique, c'est qu'en matière d'impôts, que ce soit un impôt sur la production ou une taxe de transaction ou encore une taxe locale, un impôt pour une entreprise est toujours un impôt indirect, c'est-à-dire qui fait l'objet d'un compte de frais généraux sous la forme de taxes.
Lorsque le montant de l'impôt cédulaire aura été porté sur la liste des frais généraux des entreprises sous la forme de taxes et impositions, il en résultera une augmentation du prix de revient qui se traduira par une augmentation du prix de vente qui sera homologué par les ministres conservateurs capitalistes et ce sera, bien entendu, un élément de frais généraux et un élément d'augmentation des prix, de telle sorte qu'après avoir exonéré le travailleur de

l'impôt cédulaire, il sera appelé à payer cet impôt sous la forme d'augmentation du prix de vente des produits fabriqués.
(Très bien ! Très bien !)
La fédération de l'Orne constate que le soi-disant appauvrissement dans lequel la France se débat à l'heure actuelle n'est pas réel, mais il est apparent qu'il n'y a d'appauvrissement que dans le sens capitaliste du mot, c'est-à-dire dans le sens de la perte des revenus des valeurs mobilières sur l'étranger.
Mais la France ne s'est pas appauvrie et notre fédération considère que le territoire français est resté ce qu'il était auparavant, sans climat d'appauvrissement réel de la France. Beaucoup pensent que l'on veut par ce soi-disant appauvrissement de la France, justifier un nouvel effort aux travailleurs.
Notre fédération considère, en outre, qu'étant admis le principe que la paix mondiale et que la collaboration économique mondiale, sont conditionnées - et personne ici ne l'ignore - par un abandon de souverainetés nationales, il convient d'admettre aujourd'hui que la paix sociale, la paix intérieure et la collaboration des différentes classes sociales françaises supposent, par similitude avec la situation mondiale, un abandon des souverainetés individuelles qui sont conditionnées par le capitalisme et rien d'autre.
Or, le Socialisme est, par essence, un parti qui considère que le capitalisme doit être définitivement abattu. Ces souverainetés individuelles d'intérêts particuliers, dépendent directement du capitalisme.
Les membres des fédérations pensent que la première chose à faire, c'est de s'attaquer aux capitalistes sans autres précautions.
Nous pensons encore que si nous vivons un lendemain de guerre pénible - la guerre représente une épreuve pour l'équilibre au premier chef - l'ensemble des conséquences morales et matérielles doit être supporté par la collectivité, dans l'égalité des sacrifices, mais non pas dans l'égalité d'une seule classe.
Nous pensons encore que si les conflits que la France a eu à supporter et dont elle a eu à souffrir, si au cours de ces conflits, on a fait bon marché du droit à la vie de l'individu en ce qui concerne les classes laborieuses, les conflits dont je parle, ont miraculeusement protégé d'autres droits, tel que le droit de propriété qui est sorti de la tourmente, non seulement protégé dans ses privilèges ; mais quelquefois consolidé dans ceux-ci et il y a là une injustice inadmissible.
(Vifs applaudissements)
Àlors qu'on a su disposer de la vie humaine jusqu'à ce que la paix se rétablisse, pourquoi ne disposerait-on pas des fortunes individuelles jusqu'à ce que l'égalité soit rétablie définitivement. Ce serait une véritable conscription. Pourquoi pas ?
Si la Mère-Patrie est actuellement malade et sort de la guerre sans ressources, il est bien certain qu'il n'y a pas que les classes laborieuses qui doivent en supporter les conséquences. Toutes les classes doivent supporter les sacrifices qui s'imposent et ces sacrifices doivent être équitablement repartis.
Mais, il est un fait, c'est qu'on se prépare encore à nous inviter à de nouvelles expériences, à de nouveaux sacrifices. Ces nouveaux sacrifices, on les demande évidemment à la classe laborieuse, à celle qui a l'habitude du travail et qui a pris l'habitude des sacrifices puisque depuis la fin de la guerre 1914-1918, nous

sommes invités toujours à de nouveaux sacrifices.
Cet effort de la classe laborieuse... Par quoi est-il conditionné à l'heure actuelle ?
Depuis des années, la classe laborieuse est rassasiée de nos promesses, elle est rassasiée de demandes de sacrifices, elle ne veut plus se livrer sans discussion aux demandes nouvelles qui lui sont adressées.
La classe laborieuse considère qu'il faut exiger le sacrifice de tous, mais non pas seulement des ouvriers et des travailleurs.
Pour déclencher cet enthousiasme des masses populaires, il semble qu'à l'heure actuelle, un geste pourrait être fait qui serait assez facile. Cet enthousiasme des classes laborieuses, on le déclencherait si on donnait à la vie de l'individu le charme que cette vie doit avoir actuellement.
Voyons un peu les conquêtes actuelles de la science sous la forme de l'inflation. À l'heure actuelle, l'automobile est non seulement un élément de production puissant mais c'est aussi un signe extérieur de richesse. Peut-être que si les difficultés budgétaires continuent, la bicyclette deviendra-t-elle un signe extérieur de richesse également.
À l'heure actuelle, parmi la classe laborieuse, une majorité certaine se montre décidée à être favorable à un changement profond et à des changements révolutionnaires.
C'est en ce sens que nous nous adressons au Conseil national en lui demandant de vouloir bien retenir les arguments que nous avons présentés.
(Applaudissements)

Andrée Viennot

Camarades, je parle au nom d'une petite fédération mais qui vient de montrer sa vitalité en conquérant un siège au Conseil de la République et, étant donné les désistements du MRP et des radicaux nous avons marché sous notre propre drapeau au premier et au deuxième tour.
(Vifs applaudissements)
Je n'ai pas à vous lire la motion de la fédération des Ardennes puisque aussi bien, Robert Verdier qui est venu à notre Congrès fédéral, nous a promis que dorénavant les motions seraient étudiées par une Commission des résolutions et qu'on essaierait d'en faire une synthèse. Nous avons pensé à notre fédération que ça ne signifiait rien et que nos motions n'étaient lues par personne. Dans ces conditions, je ne vous lirai pas la résolution.
Je vous apporte ici l'état d'esprit d'une fédération essentiellement ouvrière.
Des grèves, il y en a eu. Je dois vous dire qu'on a senti une approbation totale donnée à l'action de Jules Moch.
(Applaudissements)
On comprend que ce qui est admirable dans cette action, c'est d'avoir épargné au maximum le sang ouvrier et tous se sont rendus compte que si nous n'allons pas eu un ministre de l'Intérieur Socialiste, nous aurions aujourd'hui 500 ou 600 morts à déplorer.
Je crois qu'il y a eu dans l'esprit de Jules Moch une espèce de plaisir de sentir

Fondation Jean Jaurès

tout d'un coup une action d'autorité.
En ce moment, nos camarades ont un besoin d'autorité et de commandement. C'est là la source psychologique. Mais, d'autre part, si nos camarades ont totalement approuvé l'action de Jules Moch et des ministres, ce n'est pas tout. Cette approbation est conditionnée par une autre autorité. Cette approbation suppose qu'on prendra acte de la même énergie dans la lutte contre les trafiquants, dans la lutte pour la baisse des prix.
(Vifs applaudissements)
J'ai entendu certains camarades dire, il fallait ces grèves pour que le gouvernement se penche sur la question des prix.
À l'heure actuelle, si le gouvernement ne fait rien, cet état d'esprit deviendra grèves générales.
Or, un certain scepticisme règne quant à l'action du gouvernement dans le domaine économique.
Je voudrais mettre nos camarades ministres en garde contre cet état d'esprit.
Chez nous, la question de la baisse de la viande n'a pas eu les mêmes répercussions qu'à Paris, puisque déjà, chez nous, la viande était à un prix moins exagéré que dans la région parisienne.
Dans les Ardennes, la population a mené une action contre les marchands de bestiaux pour garder bas le prix de la viande. Une action a été entreprise qui a été désavouée par le ravitaillement qui a répondu qu'il fallait faire comme tout le monde. Les cartes d'acheteurs ont été retirées.
On n'a pas compris non plus l'augmentation du prix du sucre alors qu'il faudrait voir un peu les marges bénéficiaires des betteraviers et des sucriers.
D'autre part, dans toutes nos réunions de sections, nous voyons des fonctionnaires des finances, des douaniers, des contrôleurs du ravitaillement qui nous disent "quand nous faisons une prise, immédiatement, l'autorité supérieure de Paris nous donne l'ordre d'arrêter les poursuites". Je voudrais que nos camarades ministres se rendent compte de ceci et qu'on trouve un moyen de permettre aux fonctionnaires de la base d'avoir un recours quand, de Paris, on leur demande d'arrêter toute action contre les trafiquants, ce qui est très courant.
Nos ministres, et en particulier Jules Moch, lors de notre Congrès d'information, nous ont promis qu'une action énergique serait menée. Pendant quinze jours, en effet, on a eu l'impression qu'il y avait quelque chose de changé, mais, depuis, les militants de la base ont aucune l'impression que le vieux train-train reprend et qu'aucune action ne reprend contre les saboteurs de la production nationale. On recommence de nouveau à ne rien faire contre les trafiquants.
Il faut absolument qu'un certain nombre de mesures spectaculaires et brutales soient prises.
Je ne suis pourtant pas sanguinaire, mais je puis vous assurer que si l'on arrivait à appliquer la peine de mort contre deux ou trois trafiquants bien choisis, ça vaudrait bien tous les discours qu'on peut faire.
(Applaudissements)
Il est incompréhensible qu'on y arrive pas. Tout le monde attend ces mesures spectaculaires. Le pays attend des actes d'autorité.

Collection Jean Jaurès

Bien entendu, à côté des mesures spectaculaires, il faut des mesures réelles. Depuis un mois d'ailleurs, chez nous, nous sentons une espèce d'euphorie, une espèce de confiance renouvelée dans le Parti.
Mais, camarades, faites bien attention, nous avons eu cette espèce d'euphorie aussi en décembre après les grèves. Cette euphorie, nous pouvons maintenant en profiter peur renforcer le Parti à condition que l'action économique permette aux militants de dire dans les sections qu'il y a quelque chose de changé.
Je voudrais maintenant vous parler d'une autre question, de la question de politique étrangère.
Il est effrayant de voir à quel point et dans nos sections et dans nos Congrès qui sont le reflet de nos sections, on se désintéresse de cette question et qui est plus importante même que la question des prix parce que c'est la vie même de nos enfants qui est en jeu et ça peut être l'anéantissement de la France.
Je veux parler du pacte Atlantique dont le "Populaire", en quatrième page, nous entretient vaguement sur trois lignes avec un air visiblement gêné.
Le "Populaire" est gêné parce que les dirigeants du Parti ne nous ont jamais informés sur la question, jamais ils n'ont pris position sur la question.
Tous nous avons une position sur la fédération européenne, sur la création de l'Europe. Nous en avons discuté dans les Congrès, nous avons fait une semaine d'études. Nous sommes prêts à sacrifier tous les sacrifices de souveraineté et mêmes sacrifices militaires pour créer l'Europe. Mais, si nous voulons créer l'Europe, c'est justement pour créer entre les deux blocs une troisième force internationale qui puisse éviter la guerre, si elle ne peut pas l'éviter, du moins y échapper.
Est-ce qu'un pacte-Atlantique, même supposé défensif nous donne une chance de vie ? Ne signifie-t-il pas au contraire notre intégration dans l'un des deux clans ? Ne risque-t-il pas de nous faire perdre la petite chance que nous avons à l'heure actuelle de rester en dehors du conflit si cette effroyable catastrophe devait se produire.
Oh, je sais bien que nous avons actuellement peu de chance de rester en dehors du conflit. Mais si nous n'avons qu'une chance, nous devons la rechercher. Nous n'avons pas le droit de laisser échapper cette petite chance. Si les russes nous attaquaient et rentraient en France, nous nous défendrions. Que ferions-nous si les américains entraient ? Les américains n'ont-ils pas le droit de faire passer des troupes chez nous ? Je l'ignore, je voudrais le savoir. Puisqu'aussi bien, à l'heure actuelle, ils ont des bases d'aviation en Angleterre. Si l'Amérique se lançait dan une guerre préventive, n'aurait-elle pas le droit de passer chez nous ? Je ne fais que poser la question.
Je reproche au Parti de ne pas avoir de position sur un problème qui angoisse particulièrement ceux d'entre nous qui ont des enfants et qui ne veulent pas, sans savoir comment, les voir devenir victimes de la bombe atomique.
Ce que nous demandons aux dirigeants du Parti et aux camarades responsables, c'est de nous éclairer et de nous permettre de prendre position.
(Applaudissements)

Delarbre (Pas-de-Calais)

Camarades, comme notre camarade Andrée Viennot, nous pouvons dire, nous aussi, que nous avons eu des succès et nous sommes, nous aussi, une fédération ouvrière, et c'est peut-être parce que nous nous battons hardiment que nous avons eu ces succès.

Au cours de la dernière session d'informations, à Puteaux, notre camarade Dumontier avait fait part des inquiétudes de nos camarades qui demandaient qu'un effort soit fait dans la lutte contre les trafiquants et que le gouvernement agisse pour la revalorisation du pouvoir d'achat de la classe ouvrière.

Hélas, dans nos régions minières, l'attention de nos populations ne s'est pas portée sur les mesures qui furent prises parce que la grève des mineurs déclenchée par la CGT a accaparé tous leurs instants.

Au début, profitant de l'action menée par les mineurs FO, les cégétistes ont pensé que la grève qu'ils avaient lancée aurait de nombreuses chances de réussir et ainsi ils rassemblaient autour de la CGT les ouvriers mineurs qui, dans l'ensemble, étaient mécontents.

Le mouvement FO avait obtenu satisfaction sur la plupart des points et tous les mineurs, conscients et honnêtes, reconnaissaient l'action de notre camarade Lacoste.

C'est alors que les staliniens engagèrent la bataille sur les décrets Lacoste. Tous les ouvriers honnêtes approuvent les décrets Lacoste. Mais, vous savez que la propagande Communiste ne recule devant aucun mensonge, devant aucune malhonnêteté. Au début de la grève, les staliniens ont réussi à entraîner les ouvriers mineurs auxquels ils disaient que leurs conquêtes sociales étaient en danger.

Tout le monde connaît le référendum truqué qui amena les cégétistes à donner un chiffre de mineurs partisans de la grève dans les proportions que seul le régime totalitaire a donné l'exemple. Le vote n'a pas été contrôlé. Les jeunes de 14 à 18 ans ont voté, les allemands travailleurs libres ont voté, de nombreux ouvriers étrangers, ne connaissant pas notre règle, ont voté. On peut dire que ce n'est pas parmi eux qu'on trouvait les ouvriers les plus assidus au travail.

Après cela, on décida la grève. Aussitôt les cégétistes occupèrent les puits et aucun incident ne se produisit dans les deux premières semaines. Cependant, les syndicats FO firent distribuer des tracts annonçant les avantages obtenus. C'est alors seulement que commencèrent les bagarres et la chasse aux porteurs de tracts et aux défenseurs de la presse non Communiste. Ses camarades furent gravement atteints dans de nombreuses cités.

La classe ouvrière s'est rendue compte des avantages obtenus. Les Communistes voulurent porter un grand coup en abandonnant la sécurité. Le grand coup, ils l'ont porté à leurs organisations car, l'ouvrier mineur, si soucieux de sa sécurité n'approuvera jamais les destructions causées aux mines.

Du temps du patronat, jamais les militants ouvriers n'avaient employé le sabotage de la mine. Les potages des staliniens ont révolté la population.

La fédération FO a organisé une pétition pour la reprise du travail. Les choses se sont gâtées.

Confédération Jean Jaurès

Devant le succès obtenu par les pétitions, les Communistes, les seuls chefs cégétistes ont organisé des expéditions contre les mineurs FO et les applications de nos amis et c'est alors qu'il y eut des dégâts : vitres brisées, coups donné contre les applications et contre les personnes même de nos camarades, mobilier pillé.
Et, camarades, il en est parmi nous qui ont signé un manifeste centre l'intervention de la police. Vous vivez loin de chez nous et vous ne savez pas exactement ce qui se passe. Je puis vous dire que l'arrivée de la troupe et des CRS fut non seulement approuvée mais attendue, c'était une nouvelle libération.
Dans son for intérieur, la classe ouvrière n'aime pas les flics, mais ici, les ouvriers ont souvent trouvé que la répression n'était pas assez forte.
Si vous aviez le courage, en tant que militant syndicaliste de faire front aux staliniens, un piquet cégétiste était à votre porte pour vous empêcher de sortir. Si parce que vous aviez eu le courage de faire front aux staliniens vous aviez eu votre maison saccagée, si on vous avait démoli vos meubles. Un de nos camarades a vu les photos de ses fils, fusillés par les allemands, piétinées, à un autre, on a volé les économies, un autre encore, dont le domicile a reçu des grenades et a vu sa vaisselle, ses meubles brisés. Si vous vous trouviez dans cette situation, camarades, peut-être tiendriez-vous un autre langage.
(Applaudissements)
Il faudrait des pages et des pages pour vous rappeler ce qui s'est passé. Ils ont engagé le combat contre un de nos camarades qui, au début, était au piquet de grève, qui n'a pas mis longtemps à comprendre. À l'heure actuelle, il est de ceux qui sont descendus au fond de la mine pour assurer la sécurité.
On peut dire que ce sont de véritables attentats qui étaient organisés. Des équipes armées ont parcouru les Corons, des coups de feu étaient tirés sur nos camarades et là nous avons répliqué.
Les staliniens ont fait quelque chose qui nous a peut-être fait du bien. Ils ont réveillé un peu nos camarades endormis et qui avaient aussi un peu peur.
(Applaudissements)
Ils sont allés aussi jeter des briques, et même autre chose, camarades, et à partir de ce moment-là, seulement, les staliniens ont cerclé leur attaque.
Il y avait aussi, camarades, la troupe pour les en empêcher et aujourd'hui, les ouvriers ne peuvent aller travailler que parce que les Corons sont gardés par des piquets aux abords de chaque rue.
Nous sommes loin de condamner l'action de nos ministres. La fédération du Pas-de-Calais félicite les ministres pour leur action qui a libéré les Corons de la dictature stalinienne. Nous ajouterons que la population demande que des sanctions sévères soient prises et qu'il ne saurait s'agir de prévoir, dans quelques semaines, des mesures d'amnistie.
Les délégués mineurs à la sécurité qui ont organisé le sabotage doivent être poursuivis. Telles sont les paroles de nos camarades.
De plus, nos amis demandent réparation des dégâts. Comment l'ouvrier mineur qui a subi des pertes pourrait-il remplacer, après ces six semaines de grèves, tout ce qui lui manque maintenant, comment cet ouvrier mineur pourrait-il remplacer

les meubles détruits si des mesures ne sont pas prises en faveur des sinistrés. Comment l'ouvrier mineur pourrait-il remplacé tout ce qu'il a perdu dans cette grève.
Il y a même une de nos sections Socialistes qui est dans le besoin parce que, ayant organisé une loterie, plus de 50 000 francs de lots ont été détruits par l'explosion d'une grenade.
Nos camarades demandent qu'en raison de la responsabilité qu'ont les chefs cégétistes, des poursuites soient engagées contre les destructeurs du patrimoine national et que l'on prenne sur les caisses de certaines associations les frais des dégâts causés partout.
Cette situation nous fait penser autrement que certains de nos camarades éloignés de nos régions.
Il y a à peine quelques mois, quelques-uns d'entre nous pensaient, et nous étions nombreux à penser, que notre participation ministérielle devait cesser. Loyalement, nous reconnaissons aujourd'hui que si nous n'avions pas eu de ministre Socialiste le sang aurait coulé dans nos cités minières.
En apportant son vote en faveur de la participation Socialiste au gouvernement, la fédération du Pas-de-Calais demande que des mesures énergiques soient prises contre les staliniens, saboteurs de la production, que des mesures énergiques soient prises également contre les saboteurs du ravitaillement, contre les fauteurs de vie chère, contre les factieux.
Ainsi, camarades, le point que nous venons de marquer contre les bolcheviks doit faciliter notre tâche dans les autres domaines. Ainsi, nous triompherons et nous mettrons en pratique ce thème que nous développons depuis longtemps : lutte contre le fascisme et pour des réalisations.
(Applaudissements)

Fédération du Calvados

Camarades, la fédération du Calvados m'a mandaté pour fixer la position de notre fédération et surtout pour marquer la solidarité qui doit unir tous les militants de notre Parti, qu'ils soient des militants du sommet ou de la base, surtout lorsqu'un conflit social sérieux comme celui que nous subissons actuellement, doit être solutionné.
Je veux parler de l'action de nos ministres au gouvernement, et particulièrement de l'action de notre camarade Jules Moch qui, en tant que ministre de l'Intérieur, s'est trouvé devant une situation qui aurait pu amener dans le pays, s'il n'avait été suffisamment énergique et souple à la fois, une situation de catastrophe.
Il ne faudrait pas oublier la solidarité ministérielle qu'il doit y avoir et particulièrement des ministres Socialistes. On a beaucoup parlé de Jules Moch, de Lacoste. On ne doit pas oublier Daniel Mayer, on ne doit pas oublier ce qu'il fait au ministère du Travail.
Notre fédération du Calvados s'est prononcée à l'unanimité, parce que la dernière conférence d'information, s'est prononcée à l'unanimité contre le retour possible du Communisme au sein du gouvernement.
Actuellement, la température politique monte à un degré inquiétant. En effet, à

Fondation Jean Jaurès

la faveur des événements, le Parti Communiste essaie de mettre le feu aux poudres afin que des difficultés surgissent de partout.
Hier soir, au cours d'une réunion du Parti Communiste, deux conseillers du Parti Communiste disaient : il faut que le sang coule, n'ayez pas peur, vous êtes les plus forts, vous êtes chez vous, n'attendez pas comme à Madagascar ou en Indochine. Le Parti Communiste peut vous sauver, le Parti Communiste peut sauvegarder vos libertés.
Voilà, camarades, comment s'expriment les représentants du Parti Communiste lorsqu'ils prennent la parole dans des réunions organisées par le parti de l'Union française.
Il faut peut-être une réglementation des grèves. Il faut surtout permettre qu'il ne soit pas porté atteinte au droit de grève.
Mais après avoir rendu compte fidèlement, le plus fidèlement possible, et c'est parfois difficile, de l'exposé de Jules Moch, nous avons pensé qu'en effet, il est possible de prendre certaines sanctions contre des responsables.
Tout à l'heure on parlait du patrimoine qui a été gaspillé de la façon que vous connaissez. Des mesures de sécurité doivent être prises dans ce cas-là. S'il y a des grèves, si elles ont été suivies pendant un certain moment - parce que maintenant les ouvriers comprennent un peu que c'est le Parti Communiste qui les a amenés dans cette galère - il y a aussi le problème des prix et des salaires.
Nous demandons à nos représentants au gouvernement qu'ils se penchent d'une façon plus sérieuse encore qu'ils se sont déjà penchés. Il s'agit de la classe ouvrière, il s'agit des ouvriers rentrant le soir chez eux et qui à la fin du mois se demandent comment ils vent boucler leur budget.
Le pouvoir d'achat a été augmenté depuis la libération au profit d'une classe particulièrement privilégiée et moi qui sui un ouvrier du bâtiment, je suis un plâtrier, j'ai l'occasion de parler à des cultivateurs qui se plaignent toujours de leur situation mais qui gagnent beaucoup plus que moi. Il faut renouveler le matériel agricole et ce dernier a augmenté considérablement, disent-ils. Ils se plaignent encore et essaient de saboter le ravitaillement des villes. Dernièrement, lorsqu'ils ont appris le prix du beurre, ils l'ont stocké.
Tout à l'heure, notre camarade Ophé qui parlait en son nom personnel du problème des achats prioritaires et du problème de la taxe à la production, j'aurais pu ajouter qu'une suggestion a été faite à notre dernier Conseil fédéral, pratiquer immédiatement un recensement du bétail dans les fermes. Cela est très important.
Dernièrement, on nous disait que lorsqu'on voyage en chemin de fer, on voit dans les pâturages du bétail toujours en quantités plus grandes.
Il faudrait peut-être déjà faire ce recensement nécessaire.
Quand tout à l'heure je parlais de l'action de Jules Moch, de l'action énergique de Jules Moch, il serait peut-être bon de demander que l'on soit aussi énergique contre les trafiquants qui sont arrêtés actuellement, essayer d'amplifier cette action dans ce domaine. Il faut qu'ils soient jugés. Il ne faut pas hésiter. Au lieu de les envoyer dans des hôpitaux pour se faire soigner de maladies imaginaires, il faut aller de temps en temps jusqu'à la réquisition de leurs biens. Nous aurons

ainsi des mesures salutaires.
Il est un autre problème, celui de la fiscalité qui touche l'économie de notre pays.
Si nous avons une plate-forme de l'impôt, si c'est le Parti Socialiste qui fait cette proposition, nous arriverons à faire un courant de sympathie que nous ne connaissons plus, mais pour cela il faut prendre des mesures sérieuses.
Tout à l'heure, nos ministres, après avoir entendu les différentes observations des représentants des différentes fédérations, viendront à cette tribune nous dire ce qu'ils pensent faire pour ce que nous leur avons demandé, ce qu'ils peuvent faire.
Ensuite, il s'agira de mettre en application les décisions prises par le Conseil national.
Il est pénible de constater que très souvent, noir prenons dans nos Conseils, nos Congrès nationaux des décisions qui ne sont pas toujours respectées. Cela gêne considérablement le travail des propagandistes pour les réunions publiques.
Il faut absolument que nous puissions dire : notre Parti vient de prendre telle décision, nous pouvons vous donner l'assurance qu'elle sera mise en application dans un délai très court et très rapide.
Voilà comment nous devons pouvoir faire de la propagande.
Dans notre fédération du Calvados, nous n'avons pas d'élus au Conseil de la République, mais nous avons marqué certains points quand même et nous avons le plaisir de constater que lorsque nous passons dans les sections, nos camarades nous comprennent mieux maintenant.
Lorsque nous passons dans certaines localités, nous pouvons reconstituer nos sections, nous repartons avec des éléments anciens, quelquefois avec des éléments nouveaux qui partent avec nous à la bagarre.
Il faudrait que nous disions au Parti que nous, Socialistes, nous sommes fiers parce que nous sommes peut-être le Parti qui a fait le plus de sacrifices jusqu'à présent, il faudrait que partout nous disions que nous sommes fiers d'avoir fait quelques entorses à notre doctrine, il faudrait dire aussi à nos responsables, aux responsables du Parti, qu'il y a des limites que nous ne pouvons pas dépasser.
(Applaudissements)

Marceau Pivert

Camarades, la fédération de la Seine m'a mandaté pour proposer au Conseil national, en raison de la situation particulièrement redoutable que nous traversons, une certaine tactique que nous espérons pouvoir adopté comme elle l'a été dans la fédération même par 80 pourcent des militants.
Cette tactique, nous l'avons entre nous qualifiée de tactique ultimatum, je dis bien entendre nous parce qu'il est bien évident que nous sentons tous le problème, participation ou non. Nous sommes dans un mouvement, de nombreux facteurs nous échappent, il s'agit de savoir ce que nous allons faire pour dégager une offensive politique dont le Parti serait l'initiateur.
Nous sommes d'accord avec ce qui a été développé à la conférence d'information sous le titre "bataille sur trois fronts", les trois étant d'ailleurs

solidaires. On ne peut pas avancer avec efficacité sur l'un sans être obligé d'attaquer en même temps sur les deux autres. C'est un second paragraphe de notre motion, et pour nous, le postulat à la situation, celle de la misère ouvrière, reste le danger pour la République, par conséquent, le troisième front, celui qui doit être particulièrement soigné.
Il faut à tout prix élever le niveau de consommation de la classe ouvrière et, les militants qui sont ici sont tous d'accord, il faut marcher vers l'Europe démocratique et indépendante. Les problèmes sont liés et notre camarade Viennot a très bien posé le problème international.
Les mesures indispensables doivent être définies le plus vite par ce Conseil national. Il faut que demain le Parti soit capable - Guy Mollet a fait cette proposition - de dire à l'opinion publique, à la classe ouvrière, à tous ceux à qui il a quelque chose à dire, nous sommes liés au gouvernement et des mesures fermes, énergiques seront prises dans l'intérêt du pays tout entier. Voilà ce que nous exigeons. Je dis bien ce que nous exigeons car après avoir fait bien des tâches désagréables, des tâches qui ne nous revenaient pas, nous avons le droit d'engager la bataille pour d'autres choses que la politique de répression.
Nous demandons une organisation du ravitaillement normale. Nous sommes presque encore en guerre. C'est effarant de constater que des grandes villes comme Paris, Lyon, Lille, ne sont pas encore ravitaillées comme il devrait. Ne peut-on pas réquisitionner comme on réquisitionne les vies humaines pour les envoyer en Indochine ?
(Applaudissements)
N'y a-t-il pas des services publics, des intendances pour réquisitionner le bétail.
Voilà le problème, camarades. Il s'agit de le résoudre. Cela exige une certaine autorité et en même temps une certaine politique. C'est ici que j'attire votre attention, sur la nécessité d'envisager des organisations indépendantes et constructives.
C'est en effet en développant hardiment toutes les organisations de coopération et de distribution collectives que nous pouvons, aujourd'hui répondre aux exigences de la situation.
Savez-vous camarades qu'en Angleterre, il y a dix millions de coopérateurs. Quand il s'agit de distribuer le lait, ils ont une coopérative qui fait concurrence aux plus grands trusts. Il n'y a pas, en Angleterre, un seul litre de lait sous la dépendance des trusts. Il faut mettre la main à la pâte pour créer les coopératives de distribution et il faut voir de près certains problèmes de production.
Il faut en second lieu, organiser le contrôle des prix à tous les échelons. Cela doit être fait aussi en combinant l'action des pouvoirs publics et des représentants qualifiés des organisations ouvrières et coopératives. Tant que l'assiette des prix ne sera réalisée, la révision du minimum vital devra être effectuée chaque fois que les prix de détail auront enregistré des hausses de 10%. Il n'y a pas de raison pour que depuis des mois et des mois, ce soit la classe ouvrière seule qui fasse les frais de la situation.
Il faut fournir aux organisations coopératives chargées de la distribution, les moyens de participer activement à la pression sur les prix, des moyens qu'on

Fondation Jean Jaurès

emploie dans notre domaine, qui sont à la disposition du gouvernement.
Quand on peut dépenser 1 000 milliards pour faire la guerre, on pourrait dépenser quelques milliards pour donner du matériel aux grandes coopératives de distribution.
3 - Il faut réviser la politique des prix industriels. Actuellement, l'un des éléments de la détermination des prix, c'est par exemple le prix de la tonne d'acier. Dans le prix de la tonne d'acier, on a consenti, sous la pression du libéralisme économique 300 000 francs par tonne qui sont considérés comme des frais d'amortissement technique. Cela veut dire que le rééquipement des hauts-fourneaux, de la grande sidérurgie est faite, actuellement en France, sur le dos des consommateurs, des producteurs et que chaque fois que vous utilisez un objet en acier et tout ce qui est transformé avec des instruments en acier, vous payez la dime pour que le gros capitaliste soit capable de reconstituer sa puissance. Voila ce qu'il faut maintenant arrêter et s'il y a des marchandises d'acier qui sont rares, si un jour le gros patron disait, nous ne pouvons pas faire tourner notre usine, il faudrait que le gouvernement et la classe ouvrière disent : abandonnez-la, nous la nationaliserons et nous la ferons marcher.
(Applaudissements)
Ce problème du prix de revient est tellement lié à la politique générale qu'il faudrait aussi nationaliser l'acier. Il faudrait réaliser cela et en même temps chasser l'ennemi de certaines organisations nationalisées comme les banques. Il y a certains personnages qui représentent les grands intérêts capitalistes comme avant la guerre et qui sont à la tête de ces banques nationalisées, des hommes d'ancien régime qui exercent des pressions jusque sur le gouvernement.
Il faut faire aussi, dans les délais prévus, la réforme fiscale, la véritable réforme fiscale. Je crois que là aussi, le Parti doit se montrer capable de détermination pour mener une lutte plus efficace et pour modifier la répartition du revenu national car c'est dans les quelques semaines qui viennent que la réforme de la fiscalité devra se faire. Il faudra agir pour une meilleure répartition des charges nationales.
Enfin, il y a la réduction des crédits militaires, arrêt de la guerre d'Indochine qui n'a que trop duré, révision du procès de Madagascar. Voilà exclusivement ce que nous demandons mais nous disons que c'est l'objectif essentiel que le Parti Socialiste doit proposer à ses alliés au gouvernement.
Ici, je signale, pour répondre à notre camarade Daniel Mayer, dans sa conférence d'information qu'il est exact que la suppression d'impôt sur les salaires peut apparaître comme n'étant pas récupérée sur les prix, mais qu'il est par conséquent un peu démagogique et en tout cas extrêmement dangereux d'utiliser cela dans la propagande car les ouvriers sentent déjà que l'on a enlevé d'un côté et que de l'autre, ils ont leur capacité d'achat diminuée. Il faut alléger les charges payées par la classe ouvrière, mais en même temps, tout sera raté si l'économie continue à obéir aux classes dominantes.
Il faut attaquer le contrôle de l'ensemble de l'économie par la mobilisation des forces capables de l'exercer. Si le gouvernement accepte, nous nous en réjouirons et nous donnerons dans le pays l'explication de notre soutien pour

cette bataille qui devra être engagée entre les privilégiés et les autres et nous donnerons en même temps le sentiment que nous ne sommes pas du tout désintéressés du sort de la démocratie alors que tant de menaces pèsent sur elle.
Et nous avancerons ici maintenant que par exemple, vers le 15 janvier, le Parti pourrait se réunir à nouveau, il examinerait les résultats, non pas dans un Conseil national, mais dans un Congrès extraordinaire, pour que toutes les sections soient amenées à discuter et à apporter l'état d'esprit et les critiquer de leurs fédérations.
Les délégués diront à ce moment-là s'ils sont d'accord avec ce qui a été ou s'ils ne le sont pas et pourquoi.
En même temps, il faut se borner à limiter notre effort à l'intérieur du Parti, en ce qui concerne les relations du Parti avec le gouvernement. Il faut faire appel à toutes les forces de la démocratie sociale. Il y en a dans ce pays qui ne demandent qu'à être mobilisés. Cela définit tout notre langage et toute notre politique.
Néanmoins, il serait bon de désigner une délégation au gouvernement pour proposer ce qui sera proposé, pour présenter le programme minimun et lui demander sa réponse.
Nous dirons, nous proposons que le Congrès ou le Conseil national MRP fixe un programme. On sait que quelques-uns ont compris comme nous, la manière de poser les problèmes. Il faut dire, voilà ce que nous voulons. Il faut agir avec fermeté toujours. Il faut dire aux organisations du cartel qu'on organise immédiatement les liaisons pour que cette initiative de mobilisation de toutes les forces de la démocratie sociale ne soit pas un vain mot.
Si vous en êtes capables, alors, camarades, la bataille n'est pas perdue. Nous sommes capables de la gagner, de braver le triple défi, celui des forces totalitaires staliniennes, totalitaires gaullisantes et gaullistes et le défi des forces de conservation, de réaction qui ne sont pas encore très bien décidées, ce qui pesait lourdement aux élections du Conseil de la République sur le gouvernement.
Nous n'avons rien à perdre, absolument rien à perdre à parler ce langage. Nous ne sommes pas seuls dans ce pays, nous ne sommes pas seuls dans le monde. Il y a autour de nous, des parlementaires nombreux qui parlent, qui pensent comme nous.
Camarades, si nous parlons ce langage, nous serons aidés non seulement dans le pays mais hors du pays.
Il ne faut pas perdre de vue qu'il y a des limites qui ne peuvent pas être dépassées. Nous en avons assez et c'est peut-être ce qui explique cette sorte de convergence dans la fédération de la Seine dont on peut dire du mal.
La fédération de la Seine, devant des incidents comme ceux qui ont éclaté hier, aux Champs Élysées, resserre ses rangs.
Elle voudrait voir l'ensemble du Parti déterminer avec précision et volonté, les limites qui ne peuvent pas être dépassées. Il ne faut pas nous faire avaler une politique qui n'est pas la nôtre, nous faire admettre quelque chose que nous ne pouvons pas admettre. Nous ne pouvons pas toujours non plus nous borner à

Fondation Jean Jaurès

rester en retrait. Nous ne sommes plus en mesure de parler seulement un langage négatif, nous voulons proposer des solutions constructives et nous sommes maintenant décidés à faire comprendre notre politique.
Sachez bien camarades que la manière de faire admettre la politique Socialiste n'est pas toujours expliquée comme il faut. C'est l'expérience aussi qui enseigne et vous-même, vous observez les mesures qu'on peut qualifier de dirigistes, en tout cas d'autoritaires qui sont prises actuellement par des hommes qui ont toujours combattu ces mesures.
En 1956, il y avait beaucoup de réactionnaires au Sénat. Mais, le Sénat, à l'unanimité, quand Salengro a été proposé, a développé et avalé les lois sociales.
Il faut s'expliquer au sujet de cette atmosphère de combat. Ce n'est pas nécessairement - et ça ne doit pas être aujourd'hui, douze ans après ce magnifique mouvement de juin 1936 - par des méthodes violentes ni même des méthodes de rupture de la production dans un pays épuisé, qu'on obtiendra un résultat. C'est peut-être l'audace qui manque le plus aujourd'hui. C'est beaucoup plus facile évidemment de faire quelques semblants de barricades sur les Champs-Élysées. Cela ne correspond à rien. Il faut avoir le courage de dire à la classe ouvrière, à tous ceux qui se réclament de la démocratie, c'est le moment de faire ses preuves, de proposer quelque chose de constructif, de vivant, de solide, qui associe, qui groupe, qui ranime l'ensemble des forces sociales qui étaient dispersées.
Nous avons en effet, et grâce à l'énergie de certains hommes de gouvernement, comme nos camarades Jules Moch et Lacoste, atteint une limite pour désintoxiquer la classe ouvrière du stasilinisme pu pour rendre moins virulent le stalinisme lorsqu'il s'est attaqué au patrimoine national en détruisant les puits de mines.
Nous avons eu cette chance de pouvoir ainsi séparer la rupture d'une sorte de respect de la propriété collective avec le droit à le grève. Car, il ne faudrait pas que vous sous-estimiez le danger. Car la technique avec laquelle on a brisé le stalinisme, peut être parfaitement utilisée demain, si nous n'y prenons pas garde, pour briser tout mouvement revendicatif de la classe ouvrière elle-même. C'est ici qu'est notre responsabilité.
Pour que le ministre de l'Intérieur protège les biens nationalisés qui doivent être la propriété commune, il faut en même temps que notre politique soit capable de hausser la confiance de ceux qui devront mettre en œuvre la machine à production collective au point qu'ils soient capables de lui faire donner le rendement qu'elle devrait donner.
Voilà le problème et cela n'est possible qu'au prix d'une politique audacieuse, d'une politique démocratique et Socialiste qui associe justement les travailleurs eux-mêmes en les plaçant devant les problèmes qui sont posés, et cela, camarades, c'est la définition de la nouvelle forme de la démocratie car cela ne passe pas par les vestibules du Parlement. C'est le problème direct de la classe ouvrière, de la gestion ouvrière.
Nous sommes arrivés à cette période que nous n'aurions pas tort de qualifier de pré-révolutionnaire ou de pré-contrerévolutionnaire. Les solutions qui sont

appelées iront dans une direction ou dans l'autre. Elles iront vers la révolution ou vers la contre-révolution. Entendez par là que si nous n'allons pas vers la révolution par des méthodes de démocratie constructive, je crains bien que la contre-révolution nous tombe dessus et nous impose des méthodes qui anéantiront pour longtemps l'espoir d'émancipation. C'est la caractéristique fondamentale de l'époque que nous vivons.

En face de la classe opprimante, en face de la démocratie capitaliste impuissante, la classe opprimée doit, par des méthodes démocratiques dont elle s'empare et qu'elle retourne contre ceux qui ne peuvent plus rien en faire, réagir, créer des conditions d'une démocratie sociale et créatrice.

Cette classe ouvrière doit faire la preuve qu'elle est capable de transformer la structure même de la société. Nous sommes justement devant cette situation, non seulement en France, mais en Europe.

Ici, je veux signaler qu'il y aurait danger à s'engager trop à fond dans les méthodes de répression, car précisément, ce qui doit caractériser notre forme démocratique de lutte contre le stalinisme, c'est que nous ne nous associe pas aux méthodes traditionnelles de violences et de coercition. Il nous est désagréable, plus même, de voir les affiches qui insultent notre ministre de l'Intérieur, mais, camarades, cela n'est pas une raison pour empêcher la libre expression quand il s'agit de l'expression des idées.

Nous pouvons parfaitement nous emparer de ce caractère particulier de notre démocratie et dire aux staliniens : si cette affiche était là-bas à Prague, ou si c'était en Russie, si au lieu de Moch, c'était Staline, auriez-vous le droit de la publier ? Non, naturellement. Les typographes mêmes seraient déjà fusillés. Même les gens qui s'arrêteraient devant pour la lire seraient également fusillés.

Nous acceptons la règle du jeu. Vous pouvez aller jusqu'où vous voudrez dans cette direction, mais attention. Que faites-vous alors de l'expression libre, de la libre circulation des pensées et des opinions ? Il nous est désagréable de voir que Messali Hadj est condamné par Pétain, qu'il ne peut pas circuler en France, qu'il peut renforcer son opposition et nous ne pouvons pas aller le trouver et lui demander de s'expliquer devant l'opinion publique.

Il est singulier de voir que pour faire une manifestation, il faille demander l'autorisation comme en 1935 du temps de Doumergue car c'est justement cette méthode qui à ce moment-là avait été choisie, la méthode de coercition, de décrets-loi par la classe dominante qui était en train de passer à des méthodes fascistes.

Camarades, nous sommes au contraire, tout à fait d'accord qu'il faut appliquer à juste titre l'autorité des lois. Il n'est point besoin d'en fabriquer d'autres.

N'avez-vous pas été un peu surpris de voir à quel point ce sentiment démocratique et universel, par l'élection d'un grand président aux États-Unis, Truman, n'est pas autre chose que la réplique de la classe ouvrière à des mesures directes.

Camarades, vous serez plus forts en permettant qu'il y ait des grèves. Il y a des grèves aux États-Unis, depuis trois mois, sur les côtes du Pacifique. Oui, il y a des grèves. On ne peut pas toucher à ce droit de grève sans immédiatement

compromettre la République elle-même.
La grève, de l'avis de tous, est maintenant quelque chose qu'on utilise à tout bout de champ et que l'on est en train de détruire. Il faut le dire à la classe ouvrière, mais cela, c'est le travail de la politique du Parti, et non le travail des gardes mobiles.
Camarades, nous savons qu'il y a une limite. Mais les camarades qui pourraient croire que lorsque nous défendons les méthodes démocratiques de transformation sociale, nous voulons par là justifier une certaine anarchie soi-disant démocratique, qui permette à tout le monde de faire n'importe quoi, Je veux signaler que nous, demandons une politique qui donne un peu plus de salaire.
Si du côté Communiste on nous reproche cette sorte de soutien officiel, systématique, des organisations syndicales indépendantes, nous dirons simplement par exemple que les autorités soviétiques soutiennent leurs amis.
Là-bas, il y a trois partis autorisés, un parti qui a reçu par exemple 17 tonnes de papier, un autre 20 tonnes et des millions d'exemplaires ont été tirés. Voilà un gouvernement et une armée qui soutiennent leurs amis, eh bien, nous ne vous demandons même pas cela. Nous vous demandons de faire un peu plus pour ceux qui se battent.
Défendre la République qui est à le fois démocratique et sociale, voilà ce que nous vous demandons.
Enfin, il y a en cette période, une nécessité de parler clairement à la classe ouvrière. C'est en effet, je reprends le terme, un processus à caractère révolutionnaire et contre révolutionnaire qui se développe.
Je reprends les termes d'un de nos amis du Labour Party en Angleterre "ou bien la révolution continuera - car elle est commencée en Angleterre. Elle n'a pas la forme qu'on peut imaginer, mais elle est commencée - ou bien la nation périra", me et à reprendre cette formule.
Ceci me permet de souligner qu'il y a une manière aussi de sauver l'Europe et une autre de la faire sombrer encore plus vite.
Dans les conversations qui ont amené notre camarade Ramadier, ministre de la Guerre, à attaquer le pacte-Atlantique, je sais qu'il y a, ou tout au moins qu'il est question de cinquante divisions sur le Rhin. Les américains fourniront les gros avions, les anglais fourniront la marine, les français fourniront les fantassins.
Si on ne peut pas les fournir, c'est Franco qui aura sa participation.
Voilà la perspective contre laquelle je mets en garde ce Parti et ce Conseil national.
Si nous ne sommes pas capables d'imaginer une autre Europe et sommes obligés d'extraire du charbon de nos mines pour préparer les armements de la troisième guerre, alors, nous n'avons pas le droit de mentir au peuple et nous avons dès maintenant fini notre rôle comme Parti Socialiste.
Mais nous pouvons indiquer qu'avant de penser à ce problème qui intéresse considérablement les 550 généraux américains - c'est leur métier - quelque chose ne les intéresse plus, c'est d'essayer de remettre debout cette classe ouvrière européenne qui est couchée, qui est à genoux, qui est écrasée, un peu

Fondation Jean Jaurès

partout et de reconstituer une solidarité des opprimés à travers ces 270 millions d'habitants qui ont les mêmes intérêts, même ceux qui sont dans la clandestinité. Partout nous avons des alliés. Partout nous représentons vraiment le suprême espoir et ce Conseil national fera date, quelles que soient ses décisions. Nous représentons le dernier espoir si nous savons parler au peuple, si nous faisons confiance au peuple, nous n'avons rien à craindre.
Nous venons de voter une motion qui a réuni la plupart des militants de la Seine, qui devrait réunir l'ensemble du Parti pour poser clairement au pays le problème fondamental.
(Marceau remarque des sourires sur les lèvres de plusieurs délégués du Conseil national).
S'il y a des sourires, continue Marceau Pivert...

Le président - Ce n'est pas pour toi, Marceau.

Marceau Pivert - La tâche essentielle aujourd'hui, ce n'est pas de faire prévaloir telle ou telle difficulté. Nous devons nous adresser au pays et surtout ne pas mentir au peuple, lui dire la vérité, et, camarades, la victoire est encore possible, (Applaudissements)

André Philip

Camarades, dans la première session du Conseil national, j'ai exposé l'essentiel de ce que je pensais sur la situation. C'est pourquoi, cet après-midi, je voudrais simplement apporter quelques observations schématiques pour indiquer les directions dans lesquelles, je crois, nous devons rédiger la motion à l'ordre du jour qui sortira de cette assemblée.
Il y a d'abord eu plusieurs points au sujet desquels je partage ce qui a été exprimé par tous les camarades.
Nous devons affirmer notre solidarité avec l'action de nos camarades Socialistes et en particulier de notre camarade Jules Moch au cours des événements de ces dernières semaines.
Je tiens à dire, d'autant plus que j'ai été, pour ma part, de ceux qui étaient particulièrement inquiets de voir un ministre Socialiste à l'intérieur, dans les événements qui déjà s'annonçaient, après avoir vu l'expérience, si nous n'avions pas eu à l'intérieur un ministre Socialiste, nous serions aujourd'hui dans une situation que tous vous devinez.
(Applaudissements)
Nous avons évité le pire. Nous avons évité la guerre civile qui a été vraiment très proche à un moment. Nous avons à peu près brisé l'offensive stalinienne contre le pays car, en réalité, ce n'était pas une grève de mineur, c'était une première manifestation de guerre froide, engagée par la Russie contre la France. C'est comme cela que se posait réellement le problème. C'est une victoire nationale contre une intervention étrangère qu'on vient d'obtenir. Il importe maintenant d'en tirer les conséquences, de prendre les mesures nécessaires pour que cela ne recommence pas et je pense, en particulier, à la nécessité de saisir

Fondation Jean-Jaurès

l'occasion pour nettoyer, d'une façon définitive, les industries nationalisées de toute une série d'éléments qui ont pénétré dans des postes de responsabilité importants et qui sont à la base de mauvaises gestions et de rendements déficitaires.
(Applaudissements)
Il faut que très nettement nous disions qu'aujourd'hui, si on veut sauver les nationalisations, si l'on veut être capable de conserver ce qui reste et ensuite de repartir vers les nationalisations nouvelles. Il faut que très vite, nous fassions la preuve que l'entreprise nationalisée est mieux gérée que l'entreprise privée, qu'elle parvient à avoir un rendement supérieur et un prix de revient inférieur et il faut que, par conséquent, toutes les mesures énergiques nécessaires soient prises à cet effet parce que maintenant l'occasion s'est présente et les résistances ayant été brisées sur ce point, sont plus difficiles sur d'autres.
Il y a un certain nombre de problèmes où je crois qu'une législation nouvelle est nécessaire et devra être précisée. Je crois qu'il serait bon que dès maintenant, le Parti, là-dessus, prenne position ou indique au moins qu'il a conscience du problème. C'est d'une façon générale le problème de la grève que nous avons constitutionalisé mais dans le cadre des lois qui réglementent la Constitution.
Il y a une chose qui apparaît certaine lorsqu'on étudie la façon dont les grèves se déclenchent dans les pays anglo-saxons. Une grève ne doit avoir lieu qu'après avoir procédé à un référendum national effectué dans des conditions donnant toutes garanties d'indépendance.
Très souvent, chez nous, nous avons des grèves déclenchées localement qui se répercutent d'atelier en atelier et par le moyen desquels des minorités réussissent à déclencher une grève contre la volonté de la majorité.
Je crois qu'il faut une législation pour organiser les référendums, pour organiser le déclenchement d'une grève, pour organiser celle-ci lorsqu'elle existe, pour consulter les grévistes sur la date et les moyens de reprises. Il y a quelque chose à faire pour éviter tous les inconvénients que nous avons constatés au cours des dernières semaines.
J'indiquerai aussi qu'il y a un problème maintenant posé sur lequel nous aurons à l'heure actuelle à faire le point.
Je veux parler des entreprises nationalisées.
Il est un peu absurde de voir que les mouvements de grève se sont surtout, ces temps derniers, généralisés et concentrés dans des entreprises qui n'appartiennent plus aux capitalistes privés et qui appartiennent à la nation toute entière.
Oui, il est tout de même curieux que ce soit là que le conflit ait toujours été concentré, que ce soit là que les attaques aient été dirigées et l'année dernière encore, Monsieur Buguet, président du Conseil d'administration des houillères nationalisées et secrétaire du syndicat des mineurs, décrétait la grève contre Monsieur Buguet, président du Conseil d'administration des houillères. Il y a là quelque chose d'absurde et je crois qu'il faut choisir entre deux conceptions de l'organisation des entreprises nationalisées.
Ou bien on prend le système britannique qui consiste, vous le savez, à faire

nommer par le ministre quatre ou cinq techniciens qui sont responsables devant lui de la gestion de l'entreprise nationalisée. C'est le système des houillères britanniques. Ce sont les quatre ou cinq techniciens qui constituent le Conseil d'administration, responsables directement devant le ministre, le ministre seul. Ils concentrent en leurs mains tous les pouvoirs, ils ont un comité constitutif ouvrier, un comité constitutif des consommateurs et, dans ce cas, la grève dans l'entreprise nationalisée est normale parce qu'il y a alors conflit entre le technicien et l'ouvrier.

Comme le ministre a l'autorité pour faire l'arbitrage indispensable, c'est une des formules à envisager et il faut voir si, peut-être, nous n'aurions pns intérêt à opter pour une gestion de ce genre.

Ou bien on conserve, en la modifiant quelque peu la gestion actuelle par laquelle, dans les Conseils d'administration, à l'heure actuelle, il y a une partie des représentants de l'état, une partie de représentant ouvriers et une partie de représentants des consommateurs. Dans ce cas-là, la grève n'est plus concevable dans l'entreprise nationalisée parce qu'on ne peut pas être à la fois à l'extérieur et à l'intérieur. Un salarié ne fait pas grève contre lui-même. Il faut choisir l'une ou l'autre formule.

Quelques problèmes sont posés maintenant qui devront être résolus. J'indique en passant que peut-être des mesures sont nécessaires également pour la protection contre les possibilités de sabotage.

On a beaucoup parlé d'une nouvelle législation commerciale. Je demanderai à nos camarades ministres d'être ici extrêmement prudents en matière commerciale. J'aime beaucoup mieux avoir des instruments et d'une autorité suffisante pour que la justice applique la loi qui existe au lieu d'inventer dans chaque cas de nouvelles lois pour résoudre chaque cas particulier.

(Vifs applaudissements)

Il faut là-dessus limiter les innovations législatives au minimum et c'est ainsi que peut-être, aujourd'hui, une de nos difficultés en France, c'est que précisément on a oublié que la loi est une disposition d'ordre général fixant l'ensemble des situations, que l'on a un peu trop tendance, toutes les fois qu'apparaît un problème, à retoucher un nouveau texte de loi pour résoudre ce problème particulier et le résultat c'est qu'il y a tellement de textes de loi que ceux chargés de les appliquer ne les connaissent pas.

Il est nécessaire sur tous points, étant donné ce qui a paru dans les journaux, d'inviter nos camarades ministres à toute prudence et dans les services administratifs, une plus grande compétence pour appliquer la législation qui existe déjà.

Il est nécessaire de saisir l'occasion pour éliminer les éléments Communistes incompétents qui sont dans un certain nombre de service. Dans la mesure où nous restons démocrates, nous devons éliminer ceux qui sont incompétents ou nous devons éliminer les compétents qui se servent de leur compétence pour agir d'une autre façon.

(Applaudissements)

Pour chaque cas, frappez ceux dont il est prouvé qu'ils sont responsables mais il

ne faut jamais prendre une mesure visant globalement une catégorie de situations.
(Applaudissements)
Lorsque l'on prend des mesures globales, lorsque l'on établi un droit commercial, à ce moment-là, on sort de la démocratie pour entrer dans la voie de l'autoritarisme. J'estime qu'il est parfaitement possible de prendre toutes les mesures nécessaires.

Édouard Depreux - Je voudrais que nous prenions ici une position très précise car cette question est de la plus haute importance car si nous estimons que le Parti Communiste est un parti comme les autres et un parti démocratique, a-t-on le droit d'une manière quelconque d'empêcher les commissaires Communistes d'assister à une réunion et prendre une décision de principe générale sur une question comme celle-là ?

André Philip - J'allais aborder la question car c'est un problème qui va nous être posé à l'assemblée dès la réunion et désignation des Commissions. On va exclure les Communistes de toutes les Commissions. J'y serai, pour ma part, hostile, mais je suis d'accord pour que l'on vote à la majorité et que par conséquent, on élimine les Communistes des Commissions où il est prouvé que leur présence est dangereuse, c'est-à-dire celle de la défense nationale et des affaires étrangères, parce que ce sont celles où un ministre peut être amené à faire des déclarations à caractère secret et que nous ne pouvons par conséquent ici, admettre que ce caractère secret connu par les soviets.
Je ne veux pas entrer dans les détails. Je veux simplement indiquer ici, la double nécessité de prendre toutes les mesures énergiques nécessaires pour nettoyer les administrations du danger Communiste, mais de les prendre pour des cas particuliers, nettement définis, soit incompétence, soit preuve de sabotage effectué et non une sorte de mesure générale et globale qui nous engagerait dans une voie qui ne serait plus conforme à l'idéal démocratique.
Il y a un deuxième point, c'est le problème international abordé par un certain nombre de camarades. Je crois que nous sommes arrivés au moment où la question de l'Europe devient vraiment, non seulement de première importance, mais de toute première urgence. J'ai été un peu étonné ce matin qu'un de nos camarades de l'Orne je crois, nous ait déclaré qu'en réalité il n'y avait pas un appauvrissement de la France, qu'on retrouvait le même climat et la même terre.
Dans la vie économique, camarades, il y a aussi le capital technique, l'outillage et nous sommes sortis de cette guerre avec un outillage détruit. À l'heure présente, l'ouvrier n'a pas suffisamment d'outillage et nous ne parviendrons à sortir de nos difficultés que dans la mesure où nous pourrons faire d'énormes investissements nous permettant d'accroître, dans des proportions considérables, notre économie actuelle qui reste nettement au-dessous de l'avant-guerre. Notre problème, c'est celui de l'ensemble de l'Europe et le rapport de la Commission économique européenne a indiqué le problème tragique de l'Europe, c'est l'ensemble des états qui se trouvent déficitaires de la balance des comptes de

sept milliards cinq cent millions de dollars.
Il ne s'agit pas, pour nous, de revenir à notre niveau d'avant-guerre. Il nous faut maintenant, pour nous procurer les matières premières nécessaires au fonctionnement de notre industrie, exporter deux fois plus que nous n'exportions avant la guerre, c'est-à-dire à peu près quatre fois plus que nous n'exportons maintenant.
En raison de l'insuffisance de nos exportations, vous savez très bien que s'il n'y avait pas eu le plan Marshall, nous serions aujourd'hui en pleine catastrophe, nous serions aujourd'hui avec les usines fermées, avec le chômage parce que nous n'aurions pas les moyens de base pour faire tourner notre industrie.
Cette année, nous avons surtout utilisé le plan Marshall à nous procurer des biens de consommation indispensables. L'année prochaine, ceci va devoir être abandonné, l'année prochaine, les crédits ne pourront plus être utilisés qu'à de véritables investissements pour accroître notre capacité de production, c'est dire que dès l'année prochaine, il faut que notre industrie ait fait des progrès considérables et que nos exportations aient presque doublé par rapport au niveau d'aujourd'hui, c'est pourquoi, même devant une situation, relativement assez bonne. Je reste très inquiet sur la situation de l'année 1949 où, même produisant plus, il nous faudra exporter encore plus que nous n'aurons augmenté notre production. Il ne faut pas se faire d'illusion. Au cours de l'année prochaine, il n'y aura pas d'éléments d'amélioration, permanente du niveau de vie de la population française. Voilà la réalité qui durera tant que nous resterons seulement dans un cadre national.
Ce n'est que dans la mesure où l'on aura créé un marché européen, suscité des industries modernes, à un bas prix de revient, que nous aurons les éléments nécessaires pour augmenter les exportations et améliorer le niveau de vie de nos exportations.
Ceci nous conduit au problème actuel des prix qui est aggravé par le fait même de la grève des mineurs. Cette grève, vous ne l'ignorez pas, signifie une diminution è la capacité de production dans les mois qui vont venir. Nouveau facteur d'augmentation des prix industriels, ceci inévitablement. Lorsqu'on a moins de matières premières, on aura moins de produits fabriqués et la tendance à l'augmentation des prix réapparaîtra. Lorsque nous envisageons les problèmes de l'unification européenne, nous sommes un certain nombre qui y travaillons beaucoup à l'heure actuelle, nous nous heurtons aux résistances d'un certain nombre de nos camarades.
J'ai été trois jours à Bruxelles. J'ai étudié avec nos camarades belges cette question et je dois dire que j'ai remarqué, de la part de notre camarade Buzet, une certaine résistance à l'idée de marcher très vite vers l'unification de l'Europe.
Nos camarades travaillistes viennent de sortir une petite brochure qui constitue un premier progrès de leur part par rapport à l'attitude qui avait été la leur ici. Il y a actuellement, dans l'Europe occidentale, deux catégories de pays : pays Socialistes : Grande-Bretagne, Danemark, Suède, Hollande, Norvège qui ont réussi à résoudre leur problème, à sortir de l'inflation, à maintenir la justice

sociale, à augmenter leur activité. Puis, il y a la France et l'Italie où les Socialistes n'ont pas une influence assez importante, où l'on n'a pas voulu s'imposer la discipline nécessaire.
Nous autres, nous ne voulons pas mettre en danger notre expérience Socialiste en nous associant avec des pays qui sont prêts encore à la liberté d'entreprises, au libéralisme économique, à toutes ces autres victoires que l'on vous raconte dans les journaux français.
Nous sommes obligés de reprendre notre problème en nous tournant du côté du point de vue européen. Pas de solution en dehors de l'Europe, pas d'union douanière en dehors de l'unification économique.
Il faut une première organisation constructive avec des pouvoirs peut-être réduits, mais avec tout de même des représentants des Parlements, simplement peut-être pour organiser une Commission des affaires étrangères, de la défense nationale, des affaires économiques, pour superviser et donner l'impulsion nécessaire à tout ce que l'on décide maintenant de faire par les différentes institutions que l'on crée.
Nous croyons que c'est là la tâche essentielle du Parti Socialiste et que maintenant, le moment est venu où il ne suffit pas d'avoir, de temps en temps des contacts larges avec les autres partis, mais tous les partis de l'Europe occidentale. Le moment est venu d'avoir un véritable Parti Socialiste européen, de nous réunir, et tous ensemble sur les problèmes de politique militaire dont on parlait tout à l'heure, sur les problèmes de politique étrangère, sur les grands principes de politique économique, nous réunir dis-je quatre ou cinq journées pour mettre les choses au point et de sortir de là avec chacun les moyens d'opérer dans son pays pour la solution de ce problème commun, pour faire triompher la même doctrine, la même position. Chacun, chaque représentant définirait son programme et nous pourrions travailler utilement sur le plan pratique et pour ce Parti Socialiste européen. C'est ce que nous allons défendre, je pense.
C'est ce que vous nous donnerez mandat de réclamer à la réunion du Comisco qui se réunira à Londres, dans les premiers jours de décembre.
Nous pouvons apporter quelque chose aux autres partis, à condition qu'il y ait des contacts étroits, permanents entre les différents pays d'Europe. Mais, camarades, pour arriver à cette Europe, en dehors de laquelle il n'y a pas de paix, - sur le plan national, il n'y a pas de solution -, il faut passer aux actes, il faut se mettre au travail dans le sens que je vous indique. Aujourd'hui, si la guerre éclatait, vous savez très bien que les russes seraient en France dans les quarante-huit heures et que la neutralité française est quelque chose d'impossible et d'impensable. Il faut créer l'Europe ; l'Europe unifiée ayant une base économique, industrielle. Elle aura alors la puissance militaire suffisante lorsqu'elle aura été créée pour être capable d'avoir une politique étrangère autonome.
Jusque-là, cette politique étrangère de troisième force, nous la voulons, nous ne pouvons pas la poursuivre sur un plan purement national parce que les éléments de sa réalisation supposent l'organisation de l'Europe. Si nous voulons organiser

l'Europe, il notas faut résoudre notre problème financier, équilibrer le budget, faire la réforme fiscale et obtenir de chacun qu'il fasse les sacrifices nécessaires et qu'il n'y ait point de classe sociale, de groupe professionnel exempté d'un effort général, il faut un contrôle et des sanctions qui n'ont pas existé jusqu'ici car celui qui fait une fausse déclaration ou ne déclare pas son revenu pour le calcul de l'impôt, doit être poursuivi, c'est un cas d'escroquerie pure et simple et les sanctions pénales de l'escroquerie doivent être appliquées. Il nous faut maintenant surtout réaliser l'équilibre salaires-prix dans des conditions plus difficiles que nous l'envisagions il y a un mois, pour deux raisons.
Une raison économique : la grève des mineurs qui a créé un nouveau facteur de hausse des prix industriels et une raison politique.
Nous ne savons pas encore très bien ce que sera la nouvelle majorité du Conseil de la République, mais le danger, c'est qu'il y ait une majorité de libéralisme économique, même s'il n'y a pas une majorité gaulliste et un de nos camarades, je crois que c'est Marceau, parlait des "crocodiles" du Sénat. Je crains que nous soyons maintenant, nous, devant les "crocodiles" car les "crocodiles" de 1936 avaient peur mais il n'en est pas de même maintenant.
Nous n'obtiendrons quelque chose que si la pression Socialiste se fait absolument sérieuse, sinon, si après avoir use d'une telle énergie du côté Communiste, on usait pas de la même énergie du côté des trafiquants, si on ne montrait pas la capacité d'organisation économique ; s'il s'agissait pour le gouvernement de survivre pendant quelques mois comme ont vécu les gouvernements précédents, ce serait la pire des catastrophe et De Gaulle arriverait au pouvoir dès le printemps prochain.
Le seul moyen de lui barrer la route, c'est d'être assez constructif en matière économique.
La première réunion du Parti Socialiste a porté un certains nombre de fruits. Ce qui montre bien que nous étions dans la bonne voie. Depuis la réunion du Conseil national, certaines poursuites ont été exercées contre des trafiquants. C'est très bien. Je dois dire que je ne suis pas très enthousiaste des jugements prononcés par les tribunaux économiques dans lesquels il y avait beaucoup de sursis et des amendes qui n'étaient pas assez élevées.
Ainsi, à Lyon, un trafiquant de viande a été condamné à un million d'amende. Il aurait pu en payer cent sans être condamné à la paille.
Les tribunaux ne font pas preuve d'une énergie suffisante, même lorsqu'ils sont saisis d'une autorité administrative.
Il faut utiliser les pouvoirs du Préfet.
Vis à vis des trafiquants, on agira de façon efficace en les coinçant à la caisse. Il faut créer des précédents en vendant aux enchères par exemple, au plus offrant le fond qu'on aura confisqué.
Je ne reviens pas sur la question è la viande, mais j'indique qu'il faut arriver à la taxation à tous les stades. Il ne suffit pas de taxer si l'on n'est pas capable d'organiser soi-même et de prendre en mains le marché. Il ne nous semble pas que les conditions d'achat que l'on a pensé à mettre en place, ne se développent avec une rapidité considérable. Il semble qu'on se heurte à un certain nombre de

difficultés.
Le problème de la viande en France, c'est un problème permanent et pour lequel il faut trouver une solution permanente. Déjà, avant la guerre, la France était le pays où la différence entre le prix payé au paysan et le prix payé par le consommateur était trois fois plus élevé que la même différence dans un pays producteur comme le Danemark et deux fois plus élevé que la Grande-Bretagne.
C'est notre marché de distribution de la viande qui est en soi malsain, qui l'était déjà avant guerre, qui l'est devenu davantage depuis. C'est le circuit de distribution de la viande qui doit être réorganisé ici encore.
Dernière observation, notre camarade Ophé a fait une série de critiques adressées à certaines coopératives. Je peux parler d'une expérience personnelle. La fédération du Rhône du Parti Socialiste avait été démolie par des luttes intestines et l'année dernière, réduite, à peu près à néant. Nous sommes repartis sur la base de coopératives Socialistes de consommation.
Ce sont nos camarades qui, à six heures du soir, le samedi et le dimanche allaient eux-mêmes vendre les produits de ces coopératives. La fédération, elle-même fait des ventes de charbons, de pain, de vêtements. Nous avons vendu partout dix pourcent de moins que l'ensemble du commerce et nous avons réussi à récupérer assez d'argent pour couvrir les dettes que notre fédération traînait depuis un an.
À l'heure actuelle, en dehors de ce que nous demandons au gouvernement, la meilleure propagande Socialiste, c'est celle de constituer au sein du Parti et avec les sympathisants, des groupements de consommateurs et de faire la preuve du Socialisme en faisant baisser les prix des produits et en établissant des contacts directs entre nos coopératives de consommation et les coopératives agricoles.
Il y a des difficultés. Il faut prendre des cautions. Il faut surveiller de près l'organisation mais je dis que si l'on réussit, c'est là véritablement du Socialisme réel et efficace.
(Applaudissements)
Situation politique : Je ne pense pas que maintenant, il y ait intérêt à changer de gouvernement, à avoir une nouvelle crise politique dans les circonstances actuelles ?
Je pense que les MRP, réunis en même temps que nous, arriveront à cette même décision et que malgré les pertes qu'ils ont subies aux élections, maintiendront leur participation au gouvernement.
S'ils décident de maintenir leur participation au gouvernement, je ne vois pas pourquoi Monsieur Paumer ou Monsieur Coudé du Foresto donneraient individuellement leur démission sous prétexte qu'ils ont été battus. Ceci me paraît, au point de vue constitutionnel quelque chose d'absolument absurde. On dit que c'est une tradition, c'est peut-être une tradition de la troisième République, ce n'est pas du tout une tradition de la quatrième et pas du tout conforme à la Constitution.
Un ministre est responsable devant le Parlement et non devant le département, ou plutôt devant les électeurs des Deux-Sèvres ou de Seine-et-Oise.
Monsieur Coudé du Foresto s'est engagé dans la bataille des prix pour la baisse

du prix de la viande et les Deux-Sèvres sont un département producteur de viande. Bien sûr, il allait être battu. Un collège sénatorial local ne doit pas du tout, dans la Constitution présente, entraîner des conclusions politiques quelconques.
Alors, sur l'ensemble, j'arrive exactement aux conclusions développées par Marceau Pivert. Il ne faut pas que nous prenions l'initiative d'une crise qui ne signifierait rien du tout car on ne pourrait remplacer que par quelque chose d'analogue et de semblable. Il ne faut pas non plus que ce gouvernement après avoir donné un peu d'espérance, s'endorme dans la quiétude et nous conduise alors à la catastrophe d'où nous ne pourrons plus sortir.
La seule issue, c'est que le Parti développe, aujourd'hui et demain, un programme, qu'il le présente sous forme d'ultimatum ou non, mais que le Conseil national désigne une délégation qui aille présenter ce programme au Président du Conseil et qu'elle lui dise : nous vous maintenons notre confiance, nous vous donnons les deux ou trois mois nécessaires et tous les pouvoirs nécessaires pour réaliser ce que nous vous demandons, mais, nous vous avertissons qu'en janvier ou février, nous convoquerons un Congrès extraordinaire et que nos militants, à ce moment-là, jugeront votre action.
Si vous avez su agir, nous continuerons à vous faire confiance, si vous ne l'avez pas su, si vous n'avez rien résolu, nous prendrons la responsabilité d'une crise en sachant que ce sera la dernière, que cela impliquerai la dissolution, les risques les plus graves. Si vous faites quelque chose, si vous luttez véritablement pour la baisse des prix, nous sommes avec vous.
Pour la réorganisation de notre vie économique, pour éliminer la pléthore d'intermédiaires, si vous ne le faites pas, si la France reste encore dans la situation tragique dans laquelle nous nous débattons aujourd'hui, à ce moment-là, nous prendrons la responsabilité de la crise avec toutes les conséquences qu'elle pourra entraîner.
(Applaudissements)

Paul Ramadier

(Paul Ramadier est chaleureusement applaudi alors qu'il vient prendre place à la tribune)
Camarades, le Parti Socialiste sort des événements derniers avec une force morale, avec une force matérielle accrues. Les élections au Conseil de la République ont sans doute revêtu une trop grande importance. Elles traduisent surtout, il faut bien le dire, l'état de l'opinion, comme l'an dernier, au moment des élections municipales. Elles ont pu être modifiées dans une petite mesure par les événements récents qui ont pu se produire, mais sans que cette mesure permette d'en tirer les conclusions absolument définitives sur l'état actuel de l'opinion française.
En tout cas, ces résultats nous permettent de dire que nous avons maintenu nos positions et que nous les avons même, dans une certaine mesure, accrus par rapport aux élections législatives. Je suis convaincu que si la consultation avait été au suffrage universel, l'accroissement eut été un peu plus important encore et

nous aurions sans doute reconstitué à peu près la force que nous avions aux élections précédentes. C'est peut-être un optimisme qui peut paraître excessif à certains, mais je crois, pour ma part, que l'attitude prise par le Parti Socialiste au cours des derniers événements, les responsabilités qu'il a assumées, je peux le dire parce que c'est la vérité, tout le monde l'a dit, en particulier le courage, la fermeté inébranlables de Jules Moch, ont donné au Parti Socialiste, une position politique et moral analogue.
(Applaudissements)
Cela ne doit pas nous empêcher de voir qu'un problème se pose devant nous à l'heure actuelle, un problème essentiel, un problème politique. Nous avons une tendance à dire que c'est l'économie qui domine la politique. C'est vrai dans un certain sens. Mais, l'action économique n'est pas possible si l'on n'a pas en mains un instrument politique sérieux, solide.
(Applaudissements)
Or, il n'est pas douteux que la France, depuis deux ans, se trouve dans une crise politique. Elle s'est peu à peu révélée. Nous avons vécu dans l'illusion que les Communistes s'intéresseraient à la vie française. Sommes-nous sortis de cette illusion ? Il faut bien le dire que parce que nous l'avons eue cette illusion, la vie politique s'en trouve profondément affectée et l'instrument politique affaibli. La majorité de l'Assemblée Nationale est incertaine. Elle tient à quelques voix. Il faut, quand il s'agit de réunir la majorité absolue, battre le rappel de tous les républicains, de ceux d'aujourd'hui, de ceux qui le furent hier et qui le sont restés net même quelquefois, de ceux qui l'ont été hier et qui ne le sont plus tout à fait aujourd'hui, et ce n'est que par un ensemble de rappels de ce genre qu'on arrive à résoudre le problème de le majorité absolue.
Et lorsqu'il s'agit même de la vie politique quotidienne, la fragilité de cette majorité même relative, nous conduit à une bataille incessante au Parlement, rendue à un certain moment plus âpre par le Parti Communiste, mais qui, même dans le cas où les Communistes ne font pas d'obstruction, se trouve à chaque instant un élément de trouble dans la vie du pays et dans l'action gouvernementale et parlementaire. Il n'y a pas de principe, il n'y a pas d'articles de programmes, pas de règles qui ne soient, du fait de la fragilité de la majorité, et ainsi se trouve affaibli l'instrument politique de la République.
Les élections du Conseil de la République ont encore aggravé cet état. Nous ne savons pas ce que sera ce Conseil de la République. Nous savons surtout qu'il aura beaucoup de peine à se définir et que ces majorités incertaines, qui ne seront décidées qu'avec de longs efforts, constitueront un obstacle sans cesse renouvelé à l'action. Ne nous faisons pas d'illusions. Ne cherchons pas à ruser avec la réalité. Elle est là. Il faut vivre avec elle.
Car, voyez-vous, il y aurait, en pareil cas, qu'un seul remède, ce serait la dissolution. Nous savons bien que, quelle que soit la réforme électorale que l'on réalise, que ce soit le scrutin d'arrondissement ou autre forme de la proportionnelle, scrutin de liste, nous savons bien qu'en définitif, ce qui sortirait d'une consultation électorale, ce serait d'abord un long inter-règne à une époque où chaque jour, il faut prendre des décisions majeures. Ce serait le trouble des

consciences et des esprits qui se traduirait dans les votes, une sorte de lassitude se traduirait avec plus de force parce que le peuple français est anxieux et une telle assemblée serait plus incertaine que l'assemblée précédente.
C'est sans doute ce sur quoi s'appuie le gaullisme car si une dissolution ne suffisait pas à épuiser la République garnie manière suffisante, à rendre évidente son impuissance, une nouvelle dissolution serait poursuivie après la première et par la série répétée des élections, comme au temps d'Hitler, on arriverait à cette espèce de moment où toutes les volontés sont figées, où le pays tout entier semble frappé d'une sorte de paralysie. Et tout est possible avec un peu d'audace et même en présence d'un gouvernement résolu et de républicains attachés à la liberté. On finit par obtenir ce que l'on obtiendrait pas par la persuasion, ni même par la contrainte. Voila la réalité telle qu'elle est et avec laquelle il faut vivre et dans laquelle il faut agir.
Un camarade l'a dit. Que faut-il pour vivre avec elle ? Il faut donner l'exemple de l'autorité. Il faut montrer que l'autorité est possible dans un régime de liberté et de légalité. C'est parce que Jules Moch a fait cette démonstration que le Parti Socialiste en a tiré une certaine force. Il faut que nous continuions dans cette voie. Je ne sais pas dans quelle mesure le mouvement Communiste est arrivé à son terme. Il a certes épuisé sa force de rayonnement possible.
La classe ouvrière s'est rendue compte, non seulement dans ses éléments Socialistes, mais même dans une partie des éléments Communistes qu'en réalité, sous des prétextes professionnels ou économiques, il s'agissait purement et simplement d'une grève politique commencée de loin, télétypée et dont l'objet est d'affaiblir la force républicaine.
De ce côté, avec d'autres moyens, c'est encore le même calcul que l'on fait. Il s'agit d'affaiblir. Ne croyons pas que l'objet de la grève, que la pensée secrète des auteurs des grèves tournantes, ait été de tenter un coup de force, une sorte de punch Communiste. Non. Sans aucun doute, on s'y serait pris autrement. Mais il s'agit d'affaiblir la République, de lui enlever son squelette, de briser son squelette. On veut sans doute montrer au monde sa faiblesse, démontrer au monde que la France ne vaut plus la peine qu'on lui vienne en aide, d'abattre le plan Marshall, d'empêcher la conclusion de ce pacte-Atlantique dont on perlait tout à l'heure et sur lequel j'interviendrai dans un instant et par là de laisser à cette extrémité de l'Europe qui occupe une position géographique si essentielle dans la vie du monde, une sorte de lieu vacant n'appartenant à personne où se battraient des résidus de forces épuisées.
Je ne suis pas de ceux qui sont absolument convaincus qu'à aucun moment, l'invasion des troupes russes sur le territoire français soit une fatalité. Il y a d'autres procèdes dont nous connaissons la force puisque nous les avons vu employer et arriver à leur résultat tout de même. Le peuple tchèque était un peuple vigoureux. Ce peuple qui a survécu à trois ou quatre siècles d'oppression et qui deux fois a réussi à ressortir du tombeau où il avait été plongé, ce peuple qui avait bâti une démocratie Socialiste, véritablement démocratique et prospère, avait une vigueur, une force, un esprit politique, on a réussi à le briser par des alternatives de menaces et d'insurrections, actions violentes, à d'autres

moments, perspectives heureuses et un jour est venu où sans dépenser un soldat russe, la Tchécoslovaquie est tombée comme un fruit mûr. Eh bien, c'est là la bataille essentielle du Parti Communiste, affaiblir la démocratie française, ruiner la force organisatrice, la volonté constructrice et la route sera libre.
Nous l'avons dit bien souvent, mais aujourd'hui, nous le voyons ce danger qui pèse sur la République, nous voyons les efforts des gaullistes, la tactique du Communisme, ennemi certes, mais agissant par des différents moyens vers les mêmes buts et trouvant en réalité, le point élevé de l'attraction au même moment. C'est tout de même un synchronisme singulier que cette action gaulliste des élections au Conseil de la République et qui, justement, coïncide aux assauts menés par les mineurs de la CGT sous le commandement du Kominform.
Nous avons tenu bon et je crois que la République sort tout de même plus puissante de cette bataille et que la classe ouvrière, pour la seconde fois désabusée comprend qu'à suivre les mots d'ordre qui, sous des apparences fallacieuses ne sont que les mots d'ordre de coups de force contre la liberté, la classe ouvrière, en réalité, se ressaisit. Elle vient à nous, elle vient vers nous.
Je suis frappé par toutes les lettres que je reçois de nombreux camarades. Il ne faut pas que les pouvoirs publics se dégonflent. Il ne faut pas que le Préfet retire les gendarmes, les gardes mobiles, il faut qu'on nous protège et un de mes voisins, du premier jour où le travail a été possible, est venu chez moi et m'a dit : je n'ai pas peur, même si les gardes mobiles flanchent, je pars à la mine avec mon couteau. Voilà l'esprit dans lequel sont aujourd'hui beaucoup d'ouvriers qui ont subi la dictature Communiste.
L'expérience prouve qu'ils veulent brimer la liberté.
Nous pouvons garder l'espoir de retrouver la force nécessaire de mener la France, l'économie française vers le destin dont tout à l'heure nos camarades ont tracé les grandes lignes : les nationalisations à remettre au point, à débarrasser de la terreur qu'on y voit régner car, voyez-vous, à la dictature Communiste des syndicats de la CGT s'ajoutait bien souvent celle de directeurs ou d'ingénieurs car c'étaient les plus réactionnaires de la veille qui se trouvent aujourd'hui avec le Parti Communiste ...(applaudissements)... venant y retrouver des croix de feu ou de l'action française.
(Applaudissements)
Alors, maintenant que la voie est libre, il faut que nous réformions, réforme de structure dans une certaine mesure. Je suis assez d'avis que Philip a raison et qu'il faut que nous réfléchissions à la formule anglaise. Je ne suis pas certain qu'elle représente exactement ce qu'il faut pour notre pays et que l'élimination d'une représentation ouvrière dans les Conseils d'administration soit possible ni même souhaitable. Il y a tout de même chez les techniciens anglais une certaine largesse de vue, un certain fair play qui paraît ne pas exister même chez certains de nos meilleurs fonctionnaires ou des meilleurs techniciens français.
Je crois qu'il est nécessaire que l'on maintienne une représentation ouvrière. Mais il faut surtout, c'est la chose fondamentale, que l'administrateur d'une industrie nationale, quand il est à la tête de cette industrie, se rende compte qu'il

n’est pas le représentant de tel ou tel groupe, de tel ou tel intérêt, mais le représentant de l’industrie elle-même.
(Applaudissements)
Même, s’il le faut, dans une certaine mesure, contre l’intérêt qui, à certains égards peut avoir des buts qui ne sont pas conformes à certaines industries. L’état n’est qu’arbitre. Je crois que c’est là une des questions les plus importantes de celles que nous avons à examiner. Elle n’est pas facile.
Il y a quelque chose de redoutable dont nous sentons aujourd’hui les effets pernicieux. C’est cette espèce de mégalomanie à laquelle ont participé les techniciens et à laquelle ont participé, il faut bien le dire plus ou moins tous les français. Mais, en s’élevant au-dessus de cela, on pourrait arriver, dans un délai très court, à investir, à créer des sources de richesses qui, en réalité, ne peuvent se réaliser aujourd’hui, qu’au prix de l’inflation et avec le risque d’aboutir, périodiquement, à des menaces de faillite, à des syncopes des industries qui les ont entreprises. En aviation, c’est très net, plus encore qu’ailleurs. Pendant quatre ans, du fait de l’occupation, les ingénieurs de recherches n’ont poursuivi leurs travaux que clandestinement, dans des conditions très difficiles, avec des moyens très réduits, sans connaître les travaux faits ailleurs. Ils se sont dit tout d’un coup, nous allons, par notre effort, en quelques mois, faire ce que les autres ont fait en quatre ans avec des moyens évidemment supérieurs. Ils ne l’ont pas fait. Je ne leur fait pas le reproche de ne pas l’avoir fait, mais il faut leur faire le reproche d’avoir tenté l’impossible et de nous mettre aujourd’hui en présence de la considération de cette impossibilité. Avec plus de ménagement et de réserves, nous pouvons le dire d’autres entreprises nationales et même parmi les mieux gérées. C’est un peu l’abondance du technicien. Ce serait désastreux si elle persévérait. Elle est une des causes de l’inflation et l’une des causes de la vie chère. Il faudra que nous mettions peu à peu tout cela en ordre.
Ce n’est pas facile car à chaque fois, nous trouvons des problèmes sociaux. Il y a eu des masses ouvrières qui ont été entraînées, qui ont trouvé du travail, qui se sont établies autour de ces entreprises en partie illusoires et nous devons nécessairement, nous, revenir à un rythme, à une cadence plus raisonnable en tenant compte de toutes les situations sociales. Mais il faut le faire. Il faut le faire dans l’ordre des prix industriels et des prix agricoles et je veux le répéter après d’autres et après moi-même, par une politique constructive, mieux encore que par la répression. La répression est nécessaire, mais en vérité, elle n’est nécessaire que parce qu’on a, dans une certaine mesure fait faillite, parce que l’on a, dans une certaine mesure, manqué son but. Ce qu’il faut d’abord et avant tout, c’est organiser. Ce n’est pas toujours facile, mais c’est toujours nécessaire. Et puis, sur le plan financier, il faut envisager la réforme fiscale, des mesures de réduction des crédits, des mesures contre la spéculation, discipline imposée à tous les budgets publics et privés pour que soient adaptés nos besoins et nos ressources dans tous les domaines, que la contrainte aille là où la liberté ne peut aller.
Mais, mes chers camarades, les problèmes intérieurs et même ceux d’autorité, ne peuvent être résolus que dans le cadre des problèmes internationaux. Et si, en

vérité, chez nous, à cette heure, les problèmes intérieurs acquièrent ce degré d'acuité c'est parce que dans le monde, la même acuité se manifeste dans les rapports internationaux.
Y a-t-il risque de conflit immédiat ? Je ne le pense pas. Je l'ai dit tout à l'heure et, je pense qu'en tout cas, nous devons tout faire pour l'écarter. La première chose que nous devons faire pour que le danger soit écarté, c'est de nous assurer nous mêmes et d'assurer les autres de notre force morale et de notre force politique.
Dans une large mesure, la prospérité économique est un élément essentiel de ce renforcement du pays et par conséquent de la paix. Et c'est pourquoi, dans les impératifs de la politique présente, beaucoup doit être sacrifié au développement économique et à la prospérité économique.
Au Congrès dernier, nous avons adopté une règle sage, lorsque nous avons dit que le budget de la défense nationale devait être le quart du budget total.
Je ne vous dis pas que ce soit très facile d'arriver à cela. Cela implique une série considérable de choix et de réformes. Cela implique un certain nombre de problèmes sociaux. Je parlais des industries britanniques. Il est trop certain que l'on a anticipé sur les inventions et avant qu'elles soient mises au point, parfois, on a fait fabriqué des avions en séries, en séries restreintes, non pas parce qu'on pensait que l'avion était au point et qu'il pourrait être livré à l'armée d'une manière efficace, mais parce qu'il fallait donner du travail aux ouvriers de telle ou telle usine et cela a coûté des milliards. Ce fut souvent la politique de Monsieur Tillon. C'est une politique à laquelle il est très difficile d'échapper mais c'est une politique à laquelle il faut échapper. Évidemment, elle pose des problèmes sociaux. Que vont faire ces ouvriers ? En reconversion, nous avons donné, exceptionnellement quelques résultats satisfaisants. Nos usines ne sont pas faites pour la reconversion. Il faudra, si l'on veut réduire le budget de la défense nationale à des proportions normales, prendre un certain nombre de décisions claires mais il n'est pas douteux que c'est dans le domaine économique que se trouve la clé de l'équilibre, non seulement sur le plan national mais sur le plan international. Il nous faut une production développée, des finances plus saines, un équilibre obtenu entre les diverses productions, un équilibre entre les activités diverses et l'élimination des activités parasitaires. C'est le seul moyen par lequel la France peut arriver à ce degré de prospérité où ayant un potentiel de paix, elle sera capable d'assurer elle-même son indépendance dans tous les domaines.
Bien sûr, dans le monde à l'heure actuelle, il ne peut plus être question de s'isoler, de se replier sur soi-même, la neutralité politique nous est interdite, la solution européenne s'impose à nous et elle s'impose dans l'esprit même que le Parti Socialiste a défini c'est-à-dire, non pas comme une coalition, non pas comme une alliance, non pas comme une aide temporaire, mais comme une création permanente d'institutions politiques nouvelles, réalisant une véritable unité politique. Sur le plan militaire, nous avons été déjà fort loin, plus loin que dans les autres domaines, peut-être parce qu'il y a des hommes qui ne voulaient pas car parfois, de part et d'autre, on aurait pu soulever des difficultés.

Mais il se trouvait des Socialistes auteurs des tables de conférences et ils n'ont pas étudié ce qu'était le Socialisme. Les autres activités sont certaines. Sur le plan économique, de gros efforts ont été faits. Le bilan des résultats obtenus n'est certes pas négligeable et dans le cadre de l'accord des Seize, on peut enregistrer des progrès importants. Néanmoins, il ne semble pas que l'on ait dépassé le stade d'accord d'intérêts séparés et que l'on n'ait pas fait apparaître dans le domaine militaire la notion d'un intérêt commun, d'une règle commune à laquelle on doit sacrifier, dans une certaine mesure, l'autonomie de ses décisions, mais surtout ses considérations de peste et d'amour-propre.
Je pense que ce doit être là la base et le fondement de notre action internationale et de notre politique internationale. Mais pas plus que la France ne peut rester seule dans le monde, l'Europe ne peut rester isolée.
Il est certain que passer au stade européen où se trouvent tant d'éléments de rapprochement et d'abord d'éléments géographiques, les intérêts prennent alors un caractère international.
C'est ainsi que se présentera pour nous, le pacte-Atlantique. Il faut noter la différence de nature entre le pacte des Cinq ou même le pacte des Seize et le pacte-Atlantique. Le pacte des Cinq, le pacte des Seize, c'est le commencement de la création d'une unité historique « Le pacte-Atlantique, c'est un accord à la fois politique et militaire du genre de ceux que l'on a toujours qualifiés de "pactes de défense mutuelle", où l'on s'accorda pour dire : "si l'un de nous est attaqué, les autres viendront à son secours".
Il ne peut exister, à aucun moment, l'idée de la guerre préventive. L'idée de la guerre préventive trouvée dans certains journaux français, américains, anglais, c'est une monstruosité. Jamais on ne pourra associer les nations pour ce que nous considérons comme un cri de guerre. Et nous, Nations Unies, qui avons déféré devant les tribunaux internationaux ceux qui ont jeté la guerre sur le monde, nous ne serons jamais de ceux-là.
(Applaudissements)
Je demande aux camarades, après cette définition, de ne pas m'en demander davantage, non pas parce que j'ai quelque chose à cacher mais parce qu'en réalité, le pacte-Atlantique en est encore à la phase des propos susurés de bouches à oreilles dans le secret des ambassades et sans que le gouvernement en ait été officiellement saisi. On a fait des études ici ou là, non pas même militaires, mais diplomatiques qui aboutissent d'ailleurs à un pacte aussi simple que celui dont je vous énonce la formule : "si l'un des signataires est attaqué, les autres lui porteront une aide immédiate".
Voilà où en sont les choses et, quand on parle de cinquante divisions sur le Rhin. (Sourires)
Je sais que Marceau est un excellent critique, mais s'il avait cinquante divisions dans sa poche, il pourrait changer beaucoup de choses à travers le monde.
Ce que je veux dire, c'est que certaines mesures militaires sont indispensables. Nous avons commencé à faire une armée. Nous avons d'excellents commencements dans un certain nombre de choses mais qui ne sont que des commencements et que nous ne pourrons jamais passer au-delà des

commencements. On peut donner, certes, cinquante généraux de division. Je ne suis même pas sûr qu'ils n'aient pas existé dans l'armée française ...(rires)... mais je crois que les divisions en sont restées aux cinquante généraux et peut-être à un embryon d'état-major.
Ce qu'il faut faire, c'est qu'en présence des problèmes qui se posent, il faut se partager les tâches. Nous ne les accomplirons pas toutes, nous crèverions sous la charge. Et puis, enfin, si des forces considérables se trouvaient entre les mains d'un seul pays, à pied d'œuvre, peut-être, en effet, pourrait-il y avoir un danger international. C'est un danger que nous ne créerons pas. J'avoue que je crains plus le danger contraire, du vide qui attire la précipitation de l'air. Il faut que nous divisions les tâches pour que nous arrivions à les accomplir modestement, mais efficacement. On cherche un peu, Lejeune et moi et nos collaborateurs, à faire quelque chose qui ne soit pas grand mais qui soit susceptible d'être utile. Ce n'est pas en quelques semaines ni même en quelques mois que nous arriverons à un résultat. Nous nous y efforcerons peu à peu et je pense que l'impulsion que nous aurons donnée se répercutera même quand nous ne serons plus là et qu'on tiendra compte de ce que nous aurons dit et des directions qui auront été imprimées. Cela est nécessaire pour la paix du monde. Je ne crois pas que l'on soit tenté de faire la guerre à un pays capable de résister, je veux parler des soviets. Mais je crois que si le pays n'est pas capable de leur résister, ils n'auront même pas besoin de lui faire la guerre pour que ce pays tombe entre leurs mains.
Il y a donc un effort à faire dans l'ordre économique et dans l'ordre militaire.
Le Parti Socialiste, en s'attachant à ces œuvres, en défendant l'ordre républicain, en assurant la force de la République, non pas dans l'isolement mais dans la fraternité des peuples, je pense qu'il donne à la République quelque chose qui permettra d'asseoir davantage la force de notre pays.
L'heure n'est pas, croyez-le bien, à présenter des ultimatums à des gouvernements dont il est facile d'affaiblir la force politique et parlementaire.
L'heure est au groupement des volontés et des efforts. Dans l'ordre économique comme dans l'ordre politique, il faut que nous allions à la bataille pour la République et pour le pays avec beaucoup de cœur et de résolution et que ce scient les Socialistes qui en montre le plus et qui acceptent le plus délibérément comme l'a fait Moch, les responsabilités les plus redoutables.
(Applaudissements)
Voilà comment nous pouvons servir à la fois notre Parti et notre pays.
(Applaudissements)

Jacques Piette (Seine-et-Marne)

Après l'exposé de notre camarade Ramadier, qui a répondu aux questions qui lui étaient posées, du moins a essayé de définir la position à soutenir eu point de vue gouvernemental.
Pour ma part, je considère que le conseil d'aujourd'hui ne peut pas se terminer sans que les uns et les autres s'expriment en définitif dans le texte qui sera tout à l'heure soumis au conseil.

Je suis frappe de constater qu'un certain nombre de solutions pratiques n'aient pas encore été apportées à cette tribune.
À la vérité, je ne trouve pas tellement de différences entre les dernières interventions du Congrès national et celles que j'ai entendues aujourd'hui.
J'entends à nouveau parler de programme, de programme, d'ultimatum, de définition de l'action Socialiste, avec, tout compte fait, les mêmes lignes que l'on a déjà définies.
Ce que nous aurons à remettre sur la table du Président du Conseil ne sera pas tellement différent de ce que nous avons déjà remis. Je ne suis pas sûr que la politique qu'on adoptera sera tellement différente de celle adoptée dans le passé.
Je voudrais que soit définie exactement la subordination de la participation des ministres Socialistes dans un gouvernement qui est encore animé par certaines puissances politiques.
Bien entendu, je demande, avec d'autres problèmes, si nous devons parlé, comme le disait tout à l'heure Ramadier, d'un retour, avec plus de liberté, des masses captées par le Parti Communiste ou si nous ne devrions pas parler de lassitude de la classe ouvrière.
(Applaudissements)
La liberté de la classe ouvrière, croyez-vous qu'elle existe pour le parti communiste ? Je ne le crois pas. Si demain il y avait un suffrage universel, il est probable que le Parti Communiste, même s'il n'est plus efficace, puisse retrouver son compte de fidèles.
Ne croyez pas que c'est en acceptant la remise en ordre justifiée par ailleurs du capital national que pour autant, on a abaissé le Parti Communiste aux yeux des masses. Je m'aperçois que ce qui apparaît le plus grave, c'est la lassitude des masses, pour la défense même de la République.
Le vrai problème qui a été posé à l'occasion de la grève des mineurs, ce n'est pas seulement le problème des mots d'ordres de Moscou. Ce n'est pas une nouvelle pour beaucoup de camarades, c'est que les conditions qui sont faites à la classe ouvrière en générale, ne permettent pas à celle-ci de vivre décemment. Il faut poursuivre les parasitaires, il faut trouver une solution à ce problème qui est posé.
Je ne crois pas qu'on libérera la classe ouvrière de l'emprise Communiste si on ne trouve pas de solution pratique, si on ne prend pas des mesures énergiques comme l'ont demandé presque tous les orateurs qui m'ont précédé. Il nous faut rechercher les moyens techniques de faire face aux revendications de la classe ouvrière. Cette lutte nous apparaît essentielle parce qu'elle vise non seulement le problème économique, mais aussi le problème social et le problème politique.
En ce qui concerne la liberté des salaires, je vous demande la permission de dire quelques mots sur cette question.
La liberté des salaires conditionne d'abord le problème de l'autorité de l'état.
Beaucoup de camarades se sont préoccupés de l'autorité de l'état avec une force aujourd'hui accrue, et que les événements récents ont rendue évidente et nécessaire.
Je me demande si les camarades Socialistes ont bien pensé à ce que cela pouvait

signifier de grave. Aujourd'hui, autorité de l'état, d'accord, mais demain, à la disposition de qui remettra-t-on cette autorité.
S'il s'agit de la mettre à la disposition de Moch pour défendre la sécurité des mineurs de demain, d'accord.
(Applaudissements)
Entre les mains des inspecteurs des finances ? Je me demande s'il faut pousser jusque-là le problème de l'autorité de l'état. Je sais que beaucoup de camarades font une confusion entre ces deux autorités. Malgré la présence des ministres Socialistes dans l'état républicain, a-t-on rendu pour autant cet état Socialiste et républicain et même simplement républicain.
Donné l'autorité à ceux-là qui, demain, s'en serviraient contre nous ?
Lorsqu'on parle de l'autorité de l'état, il faut savoir de quoi on parle. Or nous, Socialistes, nous ne sommes pas tellement sûrs que ce serait une bonne solution. Si on croit donner à la classe ouvrière le possibilité de discuter avec un patronat, encore faut-il faire en sorte qu'aux yeux de la classe ouvrière, l'autorité de l'état ne se mêle pas à celle du patronat. Or, aujourd'hui, il est évident que pour la majorité des formations syndicales, l'ennemi, ce n'est plus le patron, c'est l'état car c'est l'état qui se refuse à une révision des conditions économiques et, bien souvent, par démagogie, le patron s'est trouve d'accord avec ses ouvriers pour demander à l'état une solution qu'il ne lui était pas possible de trouver.
Il y a donc une espèce de corporatisme aujourd'hui assez curieux qui est celui d'un rassemblement nouveau du patronat et de la classe ouvrière contre l'état. Il est dommage que ceux qui ont à s'opposer contre cela, soient précisément des ministres Socialistes et un gouvernement républicain.
Aujourd'hui, c'est un état républicain qui s'est substitué au patronat dont on ne sait pas s'il est républicain.
Je pense que de moins en moins les ministres souhaitent régler eux-mêmes les conflits de salaires et ils ne doivent pas prendre à leur compte une ligne de conduite qui n'est pas celle que le Socialisme nous a enseignée.
Je crois donc que si, par des mesures pratiques, l'état, les pouvoirs publics, décidaient le retour à la liberté des salaires, la mission d'arbitrage alors, à laquelle tout à l'heure Ramadier et Philip faisaient allusion, reviendrait aux mains de l'état. L'état doit, demain, redevenir l'arbitre qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être dans ce domaine.
Je pense que le retour à la liberté des salaires rendrait à l'état son autorité d'arbitre. Je pense qu'il est nécessaire que l'état, les pouvoirs publics et politiques, sur le plan social, rendent la liberté des salaires car de la même manière que le patronat a agi pour défendre ses intérêts contre l'état, de la même manière aujourd'hui, nous assistons à cette espèce de syndicalisme national qui permet - je m'excuse de l'image au lieu d'avoir trois cents conflits isolés, on en a un seul mais qui met en péril dans le même temps, à la même époque
trois cents usines.
"Diviser pour régner", c'est encore une règle de gouvernement que nous pouvons appliquer quelquefois. Le seul moyen, c'est de ne pas se laisser grouper sous des problèmes politiques.

Vous pouvez aller à la CFTC, vous remarquerez de quoi on y discute, on discute économie, on y discute prix, on y discute salaires, congés payés, on y discute sur l'hygiène alors que sur le plan national, plus souvent sont mêlés à la discussion les intérêts professionnels.
Sur le plan économique, le retour à la liberté des salaires est possible à condition que l'on augmente les salaires quand la vie augmente, à cela il est vraiment trop facile de répondre qu'on ne peut pas trouver de solution au prix de revient national quand, on sait dans quelles conditions se font nos exportations. Nous exportons pratiquement sur les terrains où il n'y a pas de dollars, effort qui ralentira mais pas en fonction seulement du prix de revient national que nous mettrons sur les marchés étrangers, unis en fonction bien plus de la conversion en dollars. Le prix de revient aujourd'hui, sur le plan de l'exportation, n'a plus un intérêt majeur.
Si nous regardions ce que représentent, dans les perspectives de demain, la place que vont prendre nos exportations par rapport à nos besoins en importations, je voudrais simplement rapporter ici quelques chiffres.
La France a pratiquement besoin de trois cent millions de dollars d'essence, métaux ferreux, charbon, etc., pour maintenir son activité sur la base de ce premier semestre 1948. Elle exporte, très schématiquement, pour quatre vingt millions de dollars. Elle va trouver pendant les mois qui viennent, grâce à l'aide Marshall jusqu'à l'hiver prochain en tout cas, cent quarante millions de dollars. Si j'additionne cent quarante et quatre vingt, je ne trouve que deux cent vingt millions. Il faut encore trouver quatre vingt millions de dollars.
L'objection la plus forte qui peut être faite, c'est le chômage. Il faut aussi éviter le chômage. Il ne faut pas que la classe ouvrière soit victime sur le plan des salaires, la main-d'œuvre venant à se trouver arrêtée.
Je pense qu'il y avait 17 000 ou 18 000 chômeurs qui étaient payés. Mais, ces 17 000 ou 18 000 chômeurs sont des victimes professionnelles du chômage.
Je dis donc, qu'au nom de ma fédération, je propose au conseil de se prononcer sur le retour immédiat à la liberté des salaires.
Si je puis me permettre de faire un petit rappel, je dirai simplement qu'au moment du divorce Socialistes-Paul Reynaud, beaucoup de camarades qui disposaient de responsabilités importantes au sein du Parti et du gouvernement, étaient d'accord à ce moment-là pour envisager le retour à la liberté des salaires.
Je sais que ce n'est pas dans l'intention du gouvernement ce retour à la liberté des salaires. Mais je dis que pour les Socialistes, pour l'état, pour la France considérée dans ses rapports avec les autres nations qui l'entourent, c'est la seule soupape de sûreté dont vous disposez aujourd'hui pour ramener les masses ouvrières autour du foyer gouvernemental. C'est la condition sine qua non.
Enfin, pour nous, cette question de la liberté des salaires, conditionne la participation gouvernementale.
Il y a un autre point qui a été évoqué tout à l'heure, c'est l'attitude que nous souhaitons que le gouvernement prenne à l'égard de la constitution de l'Europe. Beaucoup de camarades ont parlé de cette question, bien des choses ont été dites. Je dis qu'il nous faut renforcer la technique économique. Je pense que sur

le plan économique nous devons nous montrer surtout capables de faire tout de suite cette unification des forces économiques.
On a parlé des marchés. Un statut des ententes économique est nécessaire. Nous, Socialistes, membres d'un gouvernement dans lequel nous avons souvent des responsabilités majeures, nous sommes dans un pays, le seul qui ne dispose pas d'un statut des ententes économiques. En Angleterre, en Hollande, au Luxembourg, il existe un statut des ententes économiques. Il n'y a qu'un pays où ça n'existe pas, ce pays c'est la France. Le Parti Socialiste lui-même propose un statut unique pour l'entente économique. Ce serait déjà une première mesure.
Ces conditions précises à la participation gouvernementale doivent rendre plus efficace, tout compte fait, la tâche des ministres Socialistes.
Nous sommes toujours partagés entre le dessein d'être fidèle à l'intérêt national et d'être fidèle à l'esprit Socialiste. Il faut avoir la pensée claire.
Nous proposons des formules complètes parce que nous voulons voir des solutions utiles au Socialisme, utiles à la France, utiles à l'Europe.
(Applaudissements)

Édouard Depreux

Il y a un aspect de la lutte pour la défense républicaine sur lequel je voudrais attirer l'attention du Conseil national. C'est la force nécessaire au Parti Socialiste.
Je crois que quels que soient les événements graves, peut-être dramatiques que nous vivrons demain on arrive toujours, lorsqu'on essaie de les envisager, à la même conclusion. Plus le Parti Socialiste sera fort au moment décisif et plus il aura de chances de sauver la liberté. Plus le Parti Socialiste, au contraire, sera devenu hésitant, souffrant de la crise d'absentéisme dans les élections et plus la crise risquera de se trancher par la victoire des ennemis de la République.
Il y a, contre le moral du Parti Socialiste, une entreprise de sabotage méthodique, scientifique dans les organisations satellites du Parti Communiste et qui quelquefois dérobent au Socialisme jusqu'à son nom en même temps que le Parti Communiste fournit non seulement des fonds mais encore prête des hommes et nos camarades de l'Aube savent très bien comment était constituée aux élections municipales de Romilly la liste communiste avec des prétendus Socialistes unitaires qui, de leur vie, n'avaient jamais milité dans le Parti Socialiste.
Ce travail est accompagné de brochures qui sont envoyées à domicile. Notre Parti Socialiste n'est plus ce qu'il était autrefois. Il a perdu son visage traditionnel. Ceux qui disent cela n'en tirent pas du tout cette conclusion qu'il faut aller au Parti Communiste, mais trop souvent ils restent chez eux.
C'est à cette propagande que nous devrions répondre.
Depuis Jaurès et Guesde, c'est d'une part Augustin Laurent, d'autre part, Guy Mollet qui l'ont dit en des termes excellents : être fidèles à une doctrine, à un esprit, ce n'est pas rabâcher comme des litanies ce qui doit être fait, mais s'est s'emparer des méthodes pour essayer de résoudre les problèmes que nous connaissons maintenant.

Fondation Jean Jaurès

La lutte de classe, aujourd'hui, ne se déroule pas de la même façon qu'autrefois. Il y a en plus, aujourd'hui cette lutte de classe, au moins provisoire opposent tous ceux qui, quelle que soit leur origine sociale, détient les marchandises indispensables et tous ceux qui souhaitent, pour eux et les leurs, pouvoir se les procurer.

Mon ami Étienne R. m'a dit qu'on ne se rendait pas suffisamment compte que les partis politiques à cause de cela, ne correspondaient pas avec les "frontières" des classes ouvrières. Mais nous voulons parer un inconvénient, celui de créer dans nos esprits, dans notre pays, une espèce d'équivoque permanente car nous ne nous rendons pas très bien compte aujourd'hui que l'ouvrier du marché noir est devenu un privilégié tandis que le petit bourgeois est terriblement atteint par la crise économique et est devenu victime des premières conséquences du changement de situation.

Ensuite, il y a eu, mes chers amis, depuis 1920 au moins deux événements prodigieux, la naissance du boulangisme et la naissance du fascisme qui ont complètement métamorphosé, dans le monde entier, l'échiquier des luttes politiques.

Je ne dirai moi, comme Ramadier, que nous avons eu l'illusion que le Parti Communiste avait changé peut-être quelques camarades l'ont-ils cru.

Nous avons eu encore l'idée bien nette que nous étions les héritiers nécessaires du capitalisme qui portait en lui, déchiré qu'il, était par ses contradictions internes, les raisons de sa propre disparition. Souvenons-nous de ce que nous a appris Marx. Le patriotisme est aux antipodes du véritable dilemme marxiste. La révolution sociale fut la première idée de la Constitution. La crise de confiance de la classe ouvrière elle-même qui voulait s'émanciper a fait faire un pas en avant à l'humanité tout entière beaucoup plus que la bourgeoisie révolutionnaire de 1892 car cette fois-ci il s'agit de l'avènement d'une société sans classe. Et nous savions très bien qu'au capitalisme pouvait succéder je ne sais quel régime d'anarchie intérieure et extérieure.

Nous avions une armature doctrinale qui constituait quelque chose de solide peur la lutte contre l'impérialisme. Nous avons continué à prononcer rituellement les mêmes formulés. Nous avons été attaques par derrière par d'autres sens que les capitalistes et tout d'un coup, nous nous sommes mis à combattre le boulangisme et le fascisme en oubliant de mener la lutte contre le capitalisme hors de laquelle nous perdons notre raison d'être et, par là même, notre efficacité.

Cette analyse qui consiste à utiliser la méthode Marx pour nous pencher sur les problèmes d'aujourd'hui, elle nous permet peut-être de comprendre quel doit être notre combat à nous, Socialistes, contre le boulangisme et contre le fascisme.

C'est avec ardeur, et parce que Socialistes révolutionnaires que nous devons être au premier rang de la lutte contre le fascisme oppresseur. Je le dis nettement à tous les camarades qui par leurs écrits ou leurs murmures ont voulu faire je ne sais quelle réserve contre l'attitude de Jules Moch.

(Applaudissements)

Collection Jean Bruhat

Cette bataille n'aurait pas été nécessaire si le climat social avait été différent. Engels nous apprend, que les Socialistes ne doivent jamais expliquer les situations par la provocation seule. Reste à savoir comment la provocation a été nécessaire. Le grand provocateur, c'est la hausse des prix, c'est le déséquilibre des prix, des salaires et des traitements contre lesquels un certain nombre de gouvernements de coalition dans lesquels les Socialistes, en dépit de leurs efforts valeureux, n'ont pas pu atteindre un résultat suffisant. Ils ont été trop timides. Ah, si on avait fait appel à toutes vos forces contre la politique de facilité qui a été celle de Pleven...
(Applaudissements)
Camille Delattre a eu cent fois raison de dire que les ouvriers des mines connaissent beaucoup mieux les bolcheviks que beaucoup d'intellectuels. Mais nous devons travailler à retirer aux bolcheviks ce climat social qui est leur complice le plus puissant.
Camarades, je ne suis pas tellement sûr que le Kominform ait perdu la bataille. Dans l'immédiat, le Parti Communiste et il recule dans les milieux ouvriers ce dont nous nous réjouissons si profondément. Mais, attention, nous allons manquer de charbon pendant longtemps, vous voyez la répercussion que ça peut avoir sur notre économie. Des devises vont être achetées à l'étranger qui auraient été plus efficacement utilisée à la modernisation de notre travail agricole et le Kominforn compte, à longue échéance, sur de nouvelles vagues de mécontentement. Faites un tour du monde par la pensée et vous voyez cette vérité que partout le Socialisme est fort. Partout où il y a un mouvement syndical, où il y a une classe ouvrière évoluée, le fascisme est pratiquement inexistant. J'aurais voulu qu'on insistât davantage sur la magnifique victoire des sociaux-démocrates regagnant des voix ouvrières au Parti Communiste : Suède, Norvège, Danemark... pas besoin d'expéditions mot risées pour protéger la liberté, les ouvriers ne vivent pas dans des taudis, il y a partout le chauffage central, partout des salles de bain ils dépensent 25% pour leur loyer, il leur reste 75% et ils vivent infiniment mieux que les ouvriers français. Voilà le barrage contre le fascisme.
Regardez à l'autre extrémité du monde, ces prolétaires en guenilles et en haillons.
Il y a tout de même un certain nombre de faits que nous devons révéler partout pour la santé de notre Parti et pour la pénétration du Socialisme surtout dans les milieux ouvriers.
Il y a un troisième point. Les événements font que depuis quelques temps, nous identifions complètement la défense du parlementarisme et la défense de la démocratie. Je voudrais qu'il n'y ait point la moindre équivoque sur ma pensée.
Au moment d'un parlementarisme bourgeois ou d'un néo-gaullisme, pas d'hésitation une minute, nous devons être comme l'étaient Jaurès et Guesde, au moment du boulangisme, avec des méthodes différentes, au premier plan de la bataille contre le césarisme.
Mais peut-être avons-nous tort de nous laisser acculer à des alternatives défensives entre le parlementarisme bourgeois et le néo-césarisme qui font que

nous nous trouvons aujourd'hui dans une position bien difficile.
Ce que nous voulons nous, c'est promouvoir les organes de la démocratie sociale, de la démocratie économique et il est peut-être vrai après tout que le parlementarisme qui fonctionne en France est admirablement adapté au libéralisme politique, économique et social à l'apogée de la bourgeoisie libérale.
Aujourd'hui d'autres problèmes se posent, problèmes d'économie dirigée, qu'on le veuille ou non. Il s'agit de savoir par qui sera dirigée l'économie. Nous devrons faire un effort de pensée autonome pour essayer de dégager ces instruments nécessaires de démocratie économique et de démocratie politique. Honnêtement d'ailleurs, les soviets ne sont pas une institution proprement bolchevik. Il y avait des soviets au moment de la révolution de 1905, en 1917, avant que les bolcheviks dispersent à coups de mitrailleuses une assemblée constituante élue au suffrage universel.
Faut-il répéter à tout le monde qu'il n'y a pas de démocratie où il n'y a pas de liberté de pensée.
Rosa Luxembourg avait au moins le courage, l'admirable courage, dès 1919 de dire, la démocratie, la liberté, c'est en définitif la liberté pour ceux qui ne pensent pas comme nous.
Les soviets n'existaient même plus dans la révolution bolchevik.
Il est peut-être bon de rechercher des organes de démocratie sociale et économique dans le véritable syndicalisme totalement indépendant qui ne doit jamais dégénérer en corporatisme étroit, tournant le dos à toutes les traditions glorieuses de la classe ouvrière
Mon ami, André Philip vous a parlé des coopératives. Il pense que la démocratie coopérative devrait marcher de pair avec la démocratie Socialiste. Je défi bien que dans un pays comme la France, on puisse transformer la société en de très nombreuses coopératives de production et de consommation dont je voudrais bien que les Socialistes soient les promoteurs et je me félicite de la très heureuse de la fédération du Rhône. On ne pense pas que c'est la commune française. Ce sont nos Conseils municipaux héritiers des anciennes communes. Les réalisations sont déjà les réalisations, non pas seulement sociales, mais Socialistes en plein régime Socialiste : cantines, terrains de sports, piscines, habitations à bon marché, colonies de vacances. Ne croyez-vous pas que ce sont des réalisations fondées sur la notion de l'intérêt collectif ?
Nous pourrions peut-être nous intéresser davantage à l'immense effort de décentralisation administrative qui donnerait à chacun sa place au département comme à la commune.
Alors, le Parlement retrouverait son rôle normal, son rôle politique, il ne serait pas encombré par une foule de tâches qui ne sont pas les siennes. En même temps, on réformerait de fond en combles le travail parlementaire. On ferait des lois très courtes en trois ou quatre articles sans la moindre équivoque en laissant à d'autres qu'au Parlement le soin technique de prendre les décrets d'application nécessaires et en demandant au Conseil d'état de jouer son rôle juridique, étant donné bien entendu que, lorsqu'il aurait des difficultés, le dernier mot resterait à l'assemblée élue au suffrage universel. Nous aurions alors un parlementarisme

Fondation Jean-Jaurès

épuré qui jouerait son rôle.
Le paradoxe de la sociale-démocratie allemande, c'est que ce parti révolutionnaire, un moment aculé a lutter sur deux fronts, a pris la résolution d'un parti conservateur, ce qui ne l'a pas conduit à la victoire au moment où les Communistes mêlaient leurs bulletins de vote contre les gouvernements républicains.
Voila le petit tour d'horizon doctrinal que je voulais faire devant vous.
Un problème ? Oui. Un problème et une attitude qui se gardera de deux excès. Ni un départ spectaculaire des ministres Socialistes ni non plus la participation conditionnée à n'importe quel gouvernement. Nous ne pourrions avoir une participation prolongée à un gouvernement qui laisserait monter le prix de la vie, qui créerait un mécontentement dans les syndicats animés par FO, et CFTC, car alors, nous créerions un divorce entre la République et ses meilleurs défenseurs, la classe ouvrière politiquement groupée dans le Parti Socialiste.
Je suis comme obsédé par les souvenirs de 48 à 51. Je suis persuadé que la deuxième République est morte beaucoup plus par l'indifférence de ses défenseurs que par les attaques de ses adversaires.
Camarades, je vous dis, attention, ne soyez pas indifférents. Allez dans les fédérations, dans les sections. Je suis persuadé que partout où l'on va et où on dit le vérité aux camarades, on est capable de ranimer l'idéal Socialiste.
(Applaudissements)
Ce qui désole le Parti actuellement et qui par conséquent, désole la République elle-même, c'est que beaucoup de militants aient oublié le chemin des sections et notre tâche n° 1 aujourd'hui, à nous Socialistes et républicains, c'est d'aller à travers le pays et de préparer dès maintenant les élections au Conseil général de l'an prochain, non pas tant par des réunions spectaculaires que par des réunions de sections avec des sympathisants, par des réunions de groupes Socialistes d'entreprises.
Il n'y a pas dans ma pensée de critique contre telle ou telle organisation, telle ou telle personnalité je serais d'ailleurs bien embarrassé. C'est collectivement que nous avons commis un certain nombre d'erreurs, c'est collectivement que nous devons réparer ces erreurs. Lorsque je vois Naegelen qui se réjouit d'avoir 60 000 abonnés au "Populaire-dimanche", je dis qu'il a raison de se réjouir, mais nous pourrions en avoir 200 000. Je dois dire que dans toutes les sections de la Seine où je suis allé, camarades, nos camarades ont accepté de faire cet effort de collectage a domicile qui a permis de retrouver des militants qui ne venaient plus et nous avons augmenté par là la vitalité de nos sections.
Le plus beau discours de ce Conseil national a été prononcé par notre camarade Suzanne Charpy alors qu'elle est allée réclamer de l'argent pour son journal des groupes Socialistes d'entreprises.
On ne devrait jamais terminer une réunion sans conclusion pratique. Il faut reconstituer des groupes de jeunesses qui se grouperaient autour du Parti de manière à agir avec toujours plus de force. Quels sont ceux que vous voyez vendre notre journal ? Les mêmes militants qu'en 1936. Ils avaient trente ans à ce moment-là. Leurs cheveux ont blanchi et ils ne sont pas remplacés par leurs

fils ou par leurs neveux. La jeunesse, nous devons essayer de la regrouper et nous pouvons la regrouper si nous avons, n'est-ce pas Marceau Pivert, une politique intelligente vis-à-vis des jeunes.
Il faudra que nous sortions de ce Conseil national une motion si possible unanime pour le programme a présenté au gouvernement, bien faire comprendre à nos partenaires que c'est sérieux et que nous serions très heureux tout de même d'avoir des partenaires à la vice-présidence car défendre le gaullisme avec Monsieur Giacobbi c'est comme si on luttait contre... (bruits)... avec Monsieur Pierre Cot.
(Applaudissements)
Le MRP a connu un très grave échec dont je suis pour ma part, très loin de me réjouir. Il m'est arrivé d'être en désaccord avec certains chefs du Mouvement républicain populaire, mais, pour le santé de la République, j'aime mille fois mieux sentir la masse catholique derrière le MRP que ...
(On applaudit et la voix est couverte).
Je voudrais que le parti radical fasse est effort de probité interne en disant : il faut choisir, ou l'on est avec la République on contre elle mais il devient impossible d'être à la fois pour la République et pour le rassemblement du peuple français.
Il est un problème immédiat : le problème des prix. Je voudrais parler d'un certain problème, celui du logement. Je voudrais bien que le Parti Socialiste se rendre compte que le problème du logement est aussi important que celui du ravitaillement et dans quelques semaines, il sera encore plus tragique. C'est un problème avec lequel il nous faut compter. C'est un problème immédiat.
Il y a un autre problème non moins immédiat et qui ne doit pas nous échapper non plus c'est qu'à l'heure actuelle, il y a 450 000 commerçants de plus qu'en 1958. Par leur nombre même, ils sont des parasites et constituent un élément permanent de hausse et toutes les démagogies n'empêcheront pas que si nous ne réformons pas notre appareil de distribution, nous n'arriverons pas à résoudre ce problème des prix et salaires.
Je voudrais également que l'on prenne une résolution au sujet de l'Indochine car cette guerre a beaucoup trop duré. Je souhaite de tout cœur - et je me suis penché depuis quelque temps avec beaucoup d'inquiétude sur les événements d'Asie - que nous réussissions à faire aujourd'hui la paix que nous avons refusée il y a six mois. Il faudra châtier tous ceux qui, quels que soient leurs noms et leurs partis politiques, ont prolongé cette effroyable politique qui ont tourné le dos à l'intérêt de la nation française. Si nous ne la faisons pas tout de suite cette paix en Indochine, nous porterons gravement atteinte aux intérêts et au prestige français. Vous savez camarades ce que coûte cette guerre en vies humaines et en matériel. Nous sommes les seuls qui pouvons sauver l'Union française contre le nationalisée abominable du Parti Communiste et les colonialistes qui se trouvent à notre droite.
Nous devons montrer que c'est nous qui sommes les défenseurs de l'intérêt de la République et de la démocratie en même temps que nous pouvons conduire les peuples d'Outremer à l'émancipation progressive.

Fondation Jean Jaurès

Un certain nombre d'événements se sont produits depuis 1939 : l'attitude du Parti Communiste, le vote des femmes, qui font que la propagande devrait être un peu renouvelée, d'où nécessite de créer, de regrouper les jeunesses, d'avoir des sympathisants dans toutes les entreprises.
Dans chaque commune nous devons créer un petit noyau Socialiste, au bureau de poste, au commissariat de police.
Nous devons jouer avec la volonté de faire triompher ce Parti, le seul espoir du maintien de la démocratie et il ne dépend que de nous de faire un instrument renouvellement social et par conséquent, de conservation des libertés républicaines.
(Applaudissements)

Alexandre Bracke

(C'est sous une véritable pluie d'applaudissements que notre camarade Bracke prend place à la tribune du Conseil national)
Mes chers camarades, je suis très touché de votre accueil si chaleureux. On dirait que vous attendez de moi des choses fantastiques qui allégeront dans tous les cercles, les difficultés dans lesquelles nous nous trouvons. N'en croyez rien.
Je veux d'abord vous dire combien je suis content de ce que je viens d'entendre dire par Depreux. Il m'enlève non pas le pain de la bouche mais il m'enlève une difficulté que j'avais à introduire ce que j'avais à dire.
Je dois dire aussi que je n'ai pas pu serrer la main à tous les vieux camarades ou les jeunes camarades que je connais et qui sont à ce Conseil national. Je suis heureux de constater que les vrais représentants sont réellement là au lieu d'envoyer ceux dont on va discuter surtout la façon dont ils ont entendu leur mandat. Vous serez contents vous aussi quant, durant votre voyage, vous relierez le texte de la motion qui aura été préparée par vos discussions en ce qui concerne tout ce qu'il y a à faire en ce moment dans une France qui se trouve devant un monde nouveau où elle doit prendre sa place, et qui doit en même temps, aborder les problèmes les plus humbles parce que ces problèmes les plus humbles représentent ce pied sur la terre que nos camarades anglais ont pris comme titre d'une de leurs brochures que j'espère voir lire par beaucoup d'entre vous, à savoir, les choses qui paraissent les plus simples sont quelque fois difficiles à solutionner.
Nous devons suivre une sorte de plan sur ce que nous avons à dire à nos fédérations, ce que nos fédérations ont à dire à nos sections, ce que dans les sections on a à faire car c'est celle que nous devons étudier et c'est cela qui doit être dans la motion qui sortira demain de ce Conseil national.
Qu'est-ce que nous allons faire ? On a parlé du beef-steak. C'est bien luxueux. Je vais prendre un exemple bien simple dont je puis dire qu'il est fondé sur l'expérience, non seulement de moi-même, ce qui, en ce qui concerne l'alimentation n'est peut-être pas la meilleure des expériences - à mon âge, or n'a plus l'appétit de la jeunesse - mais sur l'expérience de plusieurs.
À Paris, et ailleurs bien entendu, dîtes à la ménagère quand elle revient du marché que le kilo de pommes de terre qu'elle vient d'acheter douze francs à

Fondation Jean-Jaurès

Paris, a été payé dans la région parisienne - pas très loin de la région parisienne - à celui qui l'a conduit cinq francs le kilo et qu'il dit lui-même qu'il y trouve sa vie. C'est cela qu'il faut dire à ces messieurs puisqu'ils sont chargés de la distribution. Il faut voir le problème du consommateur, remonter du consommateur au distributeur, du distributeur au producteur. Comme le disait notre camarade Depreux tout à l'heure, c'est plus de 400 000 nouveaux commerçants qui sont aujourd'hui installés. Ce sont en réalité des sangsues attachées au sang de la France, des gens qui se sont institués commerçants, uniquement pour pouvoir faire augmenter le prix des vivres soit qu'ils l'aient voulu, soit qu'ils ne l'aient pas voulu. Voilà des choses qu'il faut que nous disions. Et j'élargirai alors la question à tout ce que nous avons à faire.

Il faut établir une espèce de hiérarchie des responsabilités depuis les camarades qui sont au gouvernement jusqu'à travers le groupe Socialiste lui-même, à travers le journal Socialiste qui n'est pas obligé de se regarder comme un organe du gouvernement qui est obligé de se regarder comme un organe d'une classe salariée tout entière, d'une classe salariée souvent en retraite.

On a parlé tout à l'heure de ceux qui ne sont plus producteurs et qui représentant précisément la plus grande difficulté de vie de maintenant et à travers tout cela, aux fédérations, aux sections, à chaque membre du Parti... Ah, Depreux, vous l'avez bien dit, vous l'avez dit avec force et vous l'avez-dit avec clarté, il faut que chacun se dise qu'il y a quelque chose à faire autour de lui, à côte de lui. On a parlé des coopératives et j'avais inscrit des notes tous ces jours-ci sur ce qui c'était passé dans les fédérations. J'avais noté qu'il y avait lieu de faire des coopératives de consommateurs partout.

On vous a dit, naturellement, il ne s'agit pas seulement des coopératives, il s'agit de tous les mouvements populaires. Il s'agit surtout de la propagande à faire parmi les ouvriers à qui on peut dire quelle est la cause de la difficulté devant laquelle ils viennent de se trouver, devant laquelle vient de se trouver le Parti Socialiste par les hommes qui le représentent au gouvernement et je tiendrai, moi aussi, à prononcer le mot de Jules Moch, attendu que je suis sûr qu'il y a dans son esprit en même temps que la conscience d'avoir fait ce qu'il avait à faire, la tristesse que nous éprouvons à savoir que les procédés sans lesquels on ne peut pas travailler, sont ceux que nous avons connus quand les autres représentaient le mouvement d'une classe ouvrière qui recherchait son affranchissement.

Par conséquent, nous devons nous dire chacun qu'il ne s'agit pas de reprocher à Jules Moch telle ou telle mesure, qu'il ne s'agit pas non plus de rendre, hommage à tel grand fait de la conduite de Jules Moch mais qu'il s'agit, pour nous, de bien faire comprendre à tous ceux qui sont autour de nous, qu'il n'y a pas de salut pour eux s'ils ne le préparent pas eux-mêmes, à savoir qu'ils comprennent ce qui se passe dans le monde, dans le monde entier. Oui, c'est vrai Depreux, dans le monde entier, le Parti Socialiste s'est trouvé devant des questions qui ne se présentaient plus comme il y a quarante ou cinquante ou même soixante ans bien entendu.

Ce n'est pas moi, vous savez, qui demanderai jamais que l'on travaille sur des

formules. J'ai toute ma vie, et beaucoup pourraient le dire - ceux qui m'ont entendu alors que j'étais capable de plus d'action que je n'en suis capable maintenant - que j'ai toujours demandé qu'on ne se paie pas de mots, que l'on travaille seulement à voir quel est le problème et à dire qu'il appartient à chacun de le résoudre dans sa petite personne et dans sa petite conduite pour que dans l'ensemble, la question soit résolue autrement que par cette espèce d'indifférence dans laquelle on plonge ceux qui ne se sont pas encore associés à la besogne d'indépendance et d'affranchissement. Je ne veux pas entrer dans tous les détails qui ont été évoqués ici. Je me suis permis une petite interruption au moment où notre ami Philip, dans un très beau discours, que pour ma part, y ai applaudi continuellement, a rappelé ce qui s'est passé vis à vis des Communistes dans la Commission dite de défense nationale. Je ne crois pas qu'on ait le droit d'écarter aucun membre d'une assemblée des Commissions qui sont nommées légalement, par le règlement de cette assemblée, sous prétexte qu'on n'est pas sûr de son secret.

J'ai été membre des Commissions. J'ai été membre de la Commission de la défense nationale. Je n'ai jamais accepté que l'on demandât, même à un membre de cette Commission le serment de ne rien dire. J'ai senti à ce moment-là que le caractère de ces Commissions permanentes est précisément celui qui fait que la politique se fait dans les couloirs, en dehors de l'assemblée et qu'un ministre n'a pas à garder pour lui un propos qui peut être dit à un homme qu'il ne puisse répéter lorsqu'il se trouve devant l'assemblée, c'est-à-dire devant les représentants du suffrage universel, sous prétexte que les "cocos" ne garderont pas tel ou tel secret. Êtes-vous sûrs que les secrets ne sont pas connus autrement ? Croyez-vous qu'ils ne l'ont pas toujours été du temps qu'il n'y avaient pas de "cocos" ? Êtes-vous décidés à les écarter de l'assemblée elle-même ? Non. Tout à l'heure, unanimement vous avez applaudi à deux ou trois orateurs qui vous ont dit le contraire et par conséquent, je suis sur d'être d'accord avec vous en disant que ce n'est pas ainsi qu'il faut remédier à des difficultés crées par le règlement de l'assemblée elle-même.

Tâchez de faire changer ce règlement, tâchez de faire que les membres d'une assemblée ne soient pas, dans les règlements mêmes, mis en denors du devoir de se renseigner eux-mêmes sur les questions qu'on devraient être appelés à discuter, c'est-à-dire à entendre discuter et à résoudre par un vote auquel ils seront appelés à prendre part pour ainsi dire à l'aveuglette.

Camarades, j'aurais bien d'autres choses à dire et je n'ai pas l'intention de reprendre tout ce qui a été dit ici. J'ai applaudi beaucoup de ce qui a été apporté à la tribune. J'ai applaudi Marceau Pivert, j'ai applaudi André Philip, j'ai applaudi Delarbre au nom de la fédération du Pas-de-Calais, j'ai applaudi ceux qui ont apporté ici, une idée réfléchie.

Je me félicite de la tenue de ce Conseil national mais je pense qu'il doit sortir de cette réunion à la fois une définition de ce que vous avez à faire chacun et aussi de ce que vos mandataires auront à faire pour que le nouveau gouvernement se trouve devant la volonté exprimée par des travailleurs, par des travailleurs réunis soit dans leurs syndicats, soit dans un parti qui se permet de conquérir le pouvoir

pour la libération non pas d'une classe, mais de toutes les classes et je suis persuadé que si vous savez trouver dans ce qui a été dit ici, l'union des cerveaux, l'union des cœurs que j'ai entendu se manifester dans tous les discours, je suis sûr qu'alors devant vous, vous aurez la perspective d'un parti qui aura compris que non seulement tous les travailleurs, tous ceux qui ont travaillé autrefois et qui se trouvent dans la situation que l'on a évoquée tout à l'heure devant vous, que ceux-là se grouperont autour de vous et qu'ils trouveront avec vous, le chemin qui est celui du Socialisme, le chemin tout droit contre ce qui est en réalité, le capitalisme. Je ne veux pas discuter ici. Mais je crois qne nous nous trompons quand nous pensons que le capitalisme est moins fort qu'il ne l'a été.
Je crois que le capitalisme est en train de réunir, de rassembler toutes ses forces sous des formes nouvelle ; et que nous devons trouver, dans la collaboration de chaque membre du Parti, de chaque membre du Parti sous la forme de jeunesse, par la collaboration de tous ces hommes, une atmosphère un peu plus claire dans laquelle on verra véritablement où est l'enneni.
(Applaudissements)
La séance est levée à 20 heures.
La séance de nuit est prévue pour 21 heures.

PARTI SOCIALISTE – SFIO
Conseil national des 13 et 14 novembre 1948
Pantin

Séance du samedi 13 novembre (nuit)

Président : André Ferrat (Comité directeur)
Assesseurs : Hubert et Li-Vin-Khuon

Max Lejeune
Camarades, je n'ai pas l'intention de foire un grand discours. Je veux tout simplement, ce soir, donner aux camarades réunis en Conseil national, quelques indications assez précises sur la tâche que Ramadier, ministre de la Défense nationale et moi-même, Secrétaire d'état à la guerre, avons essayé de poursuivre depuis deux mois.
Nous nous sommes parfaitement souvenus de l'impératif fixé par les Conseils nationaux antérieurs où l'on avait beaucoup parlé des questions militaires et plus particulièrement des dépenses.
Le Conseil national avait indiqué, dans sa motion de clôture qu'il entendait, par les efforts des Socialistes, arriver à ce résultat que l'ensemble des dépenses militaires ne dépassent pas le quart du budget national.
Avec Ramadier, depuis deux mois, je me suis efforcé d'obtenir, au moins pour le département de la guerre, dont j'ai la responsabilité, le respect de cette application directrice et je dois dire qu'en la circonstance, le Président du

Fondation Jean Jaurès

Conseil, Monsieur Queuille a eu la même intention ferme et délibérée, et à plusieurs reprises depuis un mois, il a manifesté cette volonté dans nos propres termes et il a déclaré : “il faut absolument que les charges militaires ne dépassent pas le quart du budget de la nation”.
Nous avons donc, au cours de ces dernières semaines élaboré le budget et devant Gozard, Rapporteur de la Commission des finances, je veux dire que nous sommes arrivés à des chiffres qui donne satisfaction à nos préoccupations. C’est environ 320 milliards qui sont prévus pour les dépenses militaires sur un budget qui dépassera 1 200 milliards de francs. Il faut reconnaître d’ailleurs que ce budget ne se présente pas comme les budgets antérieurs du fait, comme l’a souligné Ramadier cet après-midi, qu’il y a eu les accords internationaux.
Les engagements que nous avons pu prendre en matière militaire sur le plan international ont leurs incidences sur les ventilations des dépenses que les départements traditionnels de la guerre, de l’air, de la marine et des dépenses communes, étant entendu que sur l’ensemble des 320 milliards prévus pour l’année 1949, c’est le chapitre d’Outremer le plus lourd et supporte un fardeau exceptionnel de 60 milliards de francs. Je ne veux pas m’appesantir sur le côté technique du problème, mais je dois dire simplement qu’à l’énoncé de cette constatation financière, une charge de 60 milliards de francs pour les dépenses d’Outremer, en plus des 20 milliards actuels, on sent tous le poids de l’expédition d’Indochine sur l’ensemble des dépenses militaires.
Nous avons donc été amenés, en l’absence de lois organiques à prendre des responsabilités. J’ai voulu, pour le Parti, que ces responsabilités soient nettement limitées. Mon premier geste a été de demander à tous les officiers généraux commandant une région, une division, l’inventaire des forces qu’ils avaient sous leur responsabilité propre, du matériel qu’ils avaient sous leur contrôle et, aujourd’hui, j’ai en mains, ce document inestimable qui est signé de tous les officiers généraux de l’armée française et qui est l’inventaire au mois de novembre 1948 de l’état de l’armée française que l’on pourra comparé u moment où nous partirions, l’état dans lequel nous laisserions l’armée et cet inventaire a été établi sous leur propre responsabilité. Il faut, je crois en politique, savoir prendre quelques précautions.
L’inventaire est fait. Il est peut-être un peu marqué d’une note pessimiste de la part de ses rédacteurs et signataires, mais il est évident que pour nous, il a été tout de même une grande mine de renseignements. Nous l’avons prospecté immédiatement en attendant que les lois votées par le Parlement réorganise l’ensemble de notre défense nationale, nous avons pratiqué des économies massives, peut-être même brutales.
Le budget de la guerre comportait, il y a encore quelques semaines, un milliard pour la cavalerie à cheval, un milliard de supplément sur 309 pour l’entretien des chevaux, pour l’entretien d’unités de cavalerie à l’usage rendu de plus en plus hypothétique par l’évolution de la guerre moderne.
La décision a été prise de réduire le nombre des chevaux de 36 000 à 10 000. L’économie annuelle réalisée est de 550 millions et la rentrée immédiate de 650 millions, c’est-à-dire que par la vente des chevaux, à la fin du mois de novembre

seront rentrés dans les caisses du trésor 650 millions et qu'il faudra défalquer pour l'année prochaine sur les demandes de crédits 550 millions. Nous avons également réalisé la vente de 4 500 camions et autos pour une valeur de 600 millions qui viennent s'ajouter au 20 millions réalisés par la déréquisition de 1 900 voitures de et 250 voitures de course, celles qui existaient dans l'armée de terre il y a quatre mois. De même nous avons commencé à aliéner une partie du domaine militaire : immeubles, casernes, terrains. Toutes les opérations sont en cours et enclenchées depuis six semaines et elles doivent, d'ici la fin de l'année, rapporter 700 millions.

Si je me permets de citer ces chiffres à des camarades, c'est pour montrer que même en l'absence du Parlement, par simple autorité gouvernementale, on peut, quand on le veut, tout de même alléger les dépenses publiques et c'est ainsi que ces aliénations, tant en chevaux, camions et immeubles, casernes, terrains, représentent une réalisation de plus de 2 milliards de francs qui tomberont d'ici la fin de l'année dans les caisses du Trésor.

(Applaudissements)

Nous avons été amenés à prendre des décisions assez importantes qui, étant donné le climat général, pourraient quelque fois discutées. Les effectifs de l'armée de terre ont été diminués pour le budget de 1949, de 70 000 hommes, ramenés d'environ 400 000, chiffre moyen de cette année, à 320 000 dans le cadre du service d'un an.

Nous avons pensé qu'il était absolument impossible de continuer à mener une politique d'armée d'effectifs sans matériel car une telle armée est purement et simplement susceptible de fournir en cas d'hostilités, les camps de prisonniers de l'armée adverse.

À partir du moment où elle n'est pas équipée, où elle n'a pas le matériel de combat nécessaire, il faut prendre des précautions et ne pas se laisser prendre au de la fausse grandeur.

La 48/2 a été réduite de 115 000 à 90 000 hommes.

Vous avez vu dans les journaux quelles sont les catégories qui vont bénéficier des exemptions : celles au cours de l'exercice précédent ont bénéficié d'une exemption partielle, vont bénéficier au cours de l'année prochaine d'une exemption totale et, puisqu'on a voté des pouvoirs réglementaires dans les assemblées, nous avons demandé en Conseil des ministres que les pouvoirs réglementaires soient, au moins une fois, employés dans ce domaine. Il nous a fallu vaincre l'hostilité d'une maison qui a un caractère très digne mais ne comprend pas toujours les nécessités budgétaires et cette Maison, c'est le Conseil d'état.

Pour les officiers, voici les chiffres de l'année dernière : 22 000 ; pour l'année prochaine (armée de terre) 17 500. En tout état de cause, dans la métropole, l'Allemagne, l'Afrique du nord, on en a soldé, l'année dernière 17 500. L'année prochaine, on ne pourra pas en soldé plus de 17 500.

Pour certains éléments parlementaires, ce chiffre pouvait apparaître comme une imprudence. J'ai pris la césure suivante :

Nous avons dégagé des états-major la date d'aujourd'hui après six semaines

d'action systématique 852 officiers. Nous atteindrons pour la fin de l'année 1 000 officiers dégagés des états-major et ramenés à un niveau inférieur à celui de 1939 avec des écoles dont le régime a été simplifié.
Cela nous évitera peut-être des critiques que certains voudraient sans doute porter étant donné le chiffre de 17 500.
Nous toucherons quelques généraux. Nous avons revu le statut de l'officier général et nous avons voulu marquer qu'un officier général était un homme qui devait prendre son commandement exactement comme un sous-lieutenant ; au moment ou le gouvernement lui donnait un ordre il devait rejoindre l'affectation.
Au cours de nos dernières études, nous avons eu soin de ménager le sort des officiers généraux qui, républicains ou résistants, ont pu être bousculés au cours des exercices antérieurs.
Nous avons aujourd'hui, malgré tout, une nécessité à appliquer. Il nous faut réduire l'ensemble des officiers généraux d'une cinquantaine et dans l'armée de terre d'une trentaine. Quand nous aurons fait cela, nous aurons encore plus de généraux de divisions que nous aurons de divisions sous les armes.
Cela c'est une politique qui est faite dans la mesure des possibilités, sans engager outre-mesure l'avenir et surtout avec le souci de ne pas heurter un Parlement qui s'est réservé le droit légitime de fixer l'organisation de la défense nationale et de voter rapidement j'espère, les lois organiques.
Ce n'est pas seulement dans le domaine militaire que des compressions ont été opérées. C'est également dans les personnels civils qui relèvent du département de la guerre. Ces personnes civiles étaient assez nombreuses parce qu'au lendemain de la libération, Monsieur Dietel, ministre du gouvernement du général De Gaulle n'avait pas fait les compressions qu'impliquait le retour à l'état de paix.
Ces derniers temps, il a fallu mener une politique prudente pour éviter les incidences sociales et tenir compte de la sensibilité des personnels des arsenaux.
En février dernier, j'avais donné l'ordre de respecter les injonctions parlementaires, de ne pas embaucher de personnels nouveaux. Des administrations continuent à le faire.
L'administration de la guerre ne l'a pas continué. C'est ce qui m'a permis de signer un décret ces jours derniers permettant de supprimer 2 500 emplois, cela se traduisant simplement par un total de 1 200 licenciements.
Quand il s'agit de licenciements à opérer, j'opère avec l'organisation qui s'appelle FO... (très bien ! très bien !)... parce que j'estime que c'est la tâche d'un ministre Socialiste de rester d'accord avec les organisations syndicales qui sont les plus proches de son propre mouvement politique.
J'ai d'ailleurs donné une consigne que je dois donner en tant qu'homme responsable d'un département ministériel qui recevra peut-être demain des commandes d'armement. J'ai la responsabilité devant l'opinion publique et devant le Parlement que les commandes qui seront passées soient exécutées loyalement et sans sabotage.
J'ai demandé aux directeurs des établissements et également aux camarades de FO de ne donner d'autres indications utiles pour que les licenciements ne

s'égarent pas et ils ne s'égareront pas.
J'ai également donné, d'accord avec notre camarade Ramadier, plus particulièrement pour l'armée de terre, des consignes très précises pour éviter des dépenses excessives dans le train de vie qui heurte énormément la sentimentalité populaire.
Nous avons réduit le nombre des fanfares, etc. Je n'insiste pas.
En tout cas, vous voyez que c'est là la ligne directrice fixée par le Parlement, compte tenu des indications qui ont été données par les discussions parlementaires des budgets antérieurs mais surtout en tenant compte des directives données par le Parti. Nous avons fait, d'accord avec Ramadier, et d'accord avec le Président du Conseil, une besogne qui, échelonnée sur quelques semaines est déjà assez sérieuse.
Ce qui nous reste à faire, c'est la réorganisation profonde de toute la structure militaire. Il faut simplifier, concentrer les armes et les services. La défense nationale ne s'entend plus comme il y a plusieurs mois. Il est absolument indispensable aujourd'hui, qu'une défense nationale soit de jour en jour plus unifiée, plus uniformisée. J'ai eu le souci de ne pas pratiquer l'autonomie ministérielle dans le département de la guerre et j'ai aidé au maximum notre camarade Ramadier dans la tâche qu'il a entreprise avec vigueur pour réaliser véritablement le département uniquement de la défense nationale. La fusion des services de santé est décidée. La coordination des services des trois intendances est faite et on s'achemine vers la fusion. Le service social a été allégé.
Ce service social avait été, au cours d'un gouvernement précédent, une arme politique, on y rencontrait toutes sortes de personnes militaires, des assistantes sociales qui en faisaient une machine de guerre politique à l'intérieur des départements militaires.
Comme le gouvernement a déposé un projet étendant la sécurité sociale aux militaires, le service social a été réduit dans son fonctionnement, de 50% par décision de notre camarade Ramadier.
Il y a là toute une tâche qui peut donner des résultats substantiels. Cette tâche, nous la menons avec l'esprit Socialiste. Les thèmes que nous connaissons bien ont été ceux de Jaurès, ceux de Paul Boncour après la guerre précédente pour que nous nous soyions trouvés d'accord avec nos camarades Le Troquer et Métayer quand nous avons étudié toutes ces questions ensemble, à l'intérieur du Parti.
Nous ne nous sommes pas cantonnés à cela et tout récemment, je supprimais des cadres de réserve. On chiffre qui est entre 400 et 500 officiers de réserve ont été supprimés pour n'avoir pas eu entre 1940 et 1945, l'attitude patriotique que doit avoir n'importe quel officier de réserve.
(Applaudissements)
Nous n'avons pas diminué nos capacités de défense nationale et au cours de ces jours derniers, j'ai fait expérimenter en présence des ingénieurs de l'armée, toute une série de prototypes. Ce sont ceux à l'étude au mois de février quand je suis arrivé au secrétariat à la guerre. J'ai trouvé les mêmes querelles entre militaires sur tel ou tel modèle de prototype, chacun dans le sien, cette querelle des

techniciens que nous avons connue avant guerre et qui malgré l'abondance des crédits distribués nous avaient en 1959, trouvés et laissés sans armement entre les mains. Il y a beaucoup de prototypes mais pas de réalisations concrètes. Nous avons expérimenté tout cela il y a quelques jours. Ca a tenu trois ou quatre lignes dans les comptes-rendus de presse mais je dois dire que c'était quelque chose qui était très sérieux et en avance sur beaucoup d'armements étrangers.
Les Communistes prétendent que depuis que Tillon n'était plus à l'armement, personne ne veillait plus à la capacité de production des arsenaux français. Cela c'est une erreur et dans quelques jours, notre camarade Ramadier assistera à l'expérimentation officielle pour enlever une fois de plus aux Communistes, la possibilité de dire que personne en dehors de leur Tillon ne s'est occupé des fabrications d'armement.
Pour l'aviation, je n'insisterai pas. Ramadier vous en a parlé tout à l'heure. La politique de Tillon a porté ses fruits. Actuellement, nous avons beaucoup de prototypes, beaucoup de désirs, mais nous sommes incapables de fabriquer des avions en séries avant deux ans. Actuellement, nous ne pouvons pas attendre deux ans étant donné ce que vous savez, ce que nous savons.
On pourra peut-être gêner les méthodes de travail du secrétariat à la guerre. Mais, nous avons pris nos risques et nos responsabilités dans le cadre qui avait été indiqué par le Parti, le cadre que vous connaissez, les dépenses de la défense nationale ne doivent pas dépasser le quart de l'ensemble du budget.
Nous nous efforçons de le respecter et, pour ma part, au département de la guerre, j'ai été de l'avant de façon que Ramadier puisse demander à mes collègues de l'air et de la marine un effort au moins parallèle au mien.
L'handicap c'est les dépenses d'Outremer, mais c'est une question de gouvernement, une question de partis et le Parti aura son mot à dire sur le problème.
Nous avons restauré l'autorité d'état et Ramadier, bien que sergent, avait donné l'impression aux généraux depuis quelque temps, qu'ils étaient commandés et il n'y a rien de tel pour obéir qu'un général qui est bien commandé, même par un civil.
(Applaudissements)
Je crois qu'en faisant cela, nous répondons purement et simplement aux vœux du Parti. Nous sommes des hommes qui avons eu, dans le passé, un comportement personnel et même un comportement collectif qui nous permet de traiter tous ces problèmes de défense national avec autant d'autorité et avec autant de qualités que n'importe quel autre.
J'estime qu'il ne faut pas que le Parti ait l'air de traiter ces questions avec un certain désintéressement. Il a, heureusement, au cours de ses dernières assises montré qu'il y attachait une énorme importance, et, comme Ramadier l'indiquait tout à l'heure, ça a d'autant plus d'importance aujourd'hui que les ministres de la Défense national avec lesquels nous sommes amenés à traiter sur le plan international sont très souvent des ministres Socialistes ou des représentants de gouvernement à majorité Socialiste et ce qui fait les progrès de la défense internationale commune qui a été élaborée au cours de ces dernières semaines

c'est que devant Ramadier Socialiste, ministre de la Défense nationale en France, se trouvaient Alexandre, ministre de la Défense nationale en Grande-Bretagne et quand on fait cette simple évocation, on se rend compte que le problème de la défense nationale, c'est tout simplement le problème de la défense de la liberté.
(Applaudissements)

Le président (André Ferrat)

Je pense qu'il serait on que je vous communique la liste des orateurs inscrits pour que cette liste soit close afin que nous ayons la possibilité de faire travailler le plus rapidement possible la Commission des résolutions.
(Lecture est faite de la liste des camarades devant faire partie de la Commission des résolutions)

Gozard

Camarades, après les brillants exposés que le Conseil national a entendus cet après-midi, je devrais m'excuser auprès de lui de l'exposé beaucoup plus terre à terre que je vais être obligé de lui faire au nom de la presque unanimité de la fédération de l'Allier.
En effet, nous avons considéré, dans la fédération de l'Allier que les motions qui nous étaient présentées paraissaient excellentes mais qu'elles avaient toutes un tort, c'est de ressembler un peu trop à un catalogue des devoirs tiré du chapitre du programme du Parti Socialiste et ce que le Conseil national - doit décider aujourd'hui, au lendemain des élections du Conseil de la République, c'est un programme limité mais un programme d'action immédiate qu'il doit présenter à nos co-participants au gouvernement, qu'il doit présenter aux autres partis avec lesquels nous sommes obligés de collaborer mais que ce programme doit être limité.
La République est menacée. D'autres vous l'ont dit avant moi aujourd'hui. C'est sans doute pn.rce que certains cherchent à la détruire. Mais c'est aussi et je dirai, presque c'est surtout parce que ceux qui devraient la défendre, et en particulier nous, Parti Socialiste, nous ne cherchons pas toujours à résoudre les questions essentielles, les questions du moment et que nous ne regardons pas assez le réel pour aller à l'idéal.
Présentement nous sauvons la démocratie et la République qui sont indispensables pour que le Socialisme se développe. Il faut que nous arrivions à résoudre rapidement et dans l'espace de quelques mois quelques questions parmi celles qui se posent. C'est pourquoi nous avons, dans une motion - que nous avons d'ailleurs fait parvenir au Secrétariat du Parti - précisé quatre ou cinq points d'un programme qui peut paraître bien terne mais qui nous paraît être essentiel pour redresser la situation du pays, la situation économique d'abord car c'est l'économie, comme on vous l'a déjà dit, qui compte et qui prévaut actuellement. Il faut un programme capable de redresser la position du pays et permettre du Socialisme d'avancer.

Notre seule ambition est d'asseoir le régime républicain politique qui permettra au Socialise de se développer. Les cinq points de ce programme, je vous les énonce immédiatement.
- institution d'une délégation permanente de liaison entre les partis de la majorité et le gouvernement ;
- modification du règlement de l'assemblée ;
- revalorisation de la monnaie ;
- réforme fiscale ;
- statut démocratique du droit de grève.

Institution d'une délégation permanente, de liaison entre les partis de la majorité et le gouvernement

Cela peut paraître secondaire. Pourtant cette question nous semble quelque chose d'essentiel si nous voulons continuer à faire fonctionner le régime parlementaire car voyez-vous, cet après-midi, Depreux disait qu'il ne fallait pas voir pour le Socialisme seulement le fonctionnement du régime parlementaire. Je suis d'accord. Mais il faut d'abord faire fonctionner le régime parlementaire car présentement, le sort du Socialisme dans ce pays est lié au fonctionnement du régime parlementaire.

Si trop souvent nous nous sommes laissés acculer à des solutions que nous, Socialistes, nous n'aurions pas voulu, c'est que le gouvernement nous a présenté des textes qu'il nous a fallu, au Parlement, avalé parce qu'il était trop tard pour reculer.

S'il existait un organisme de liaison entre le Parlement et les membres de la majorité gouvernementale - et Léon Blum l'avait proposé l'an dernier déjà - des erreurs seraient évitées, des crises ministérielles seraient évitées et on pourrait travailler dans un climat beaucoup plus favorable.

Modification du règlement de l'ensemble

Qu'est-ce qui, présentement, empêche au régime parlementaire de fonctionner normalement dans notre pays.

C'est parce que, au sein même du régime parlementaire, il s'est glissé deux corps étrangers : le Parti Communiste et le RPF qui sont l'un et l'autre anti-parlementaires et qui, à longueur de journée, vous l'avez vu l'an dernier, s'efforcent de paralyser le fonctionnement du régime parlementaire, s'efforcent de discréditer les assemblées.

Cela peut paraître secondaire aussi à certains mais c'est capital dans le temps présent.

L'an dernier, notre camarade Leenhardt avait élaboré un projet de modification de l'assemblée. Nous voudrions que vous fassiez apparaître ce soir ou demain, dans la motion qui sortira, comme premier travail, de reformer le règlement. Ainsi, au lieu de passer plusieurs semaines sur quelque chose qu'on pourrait voter en deux heures, on puisse arriver à un résultat : voter en deux heures ce qui peut être voté en ce temps.

Dans les semaines à venir, il y aura des lois qu'il faudra voter en 24 heures. Ces lois, et j'en viens à l'essentiel de nos préoccupations, c'est d'abord la revalorisation de la monnaie.

Fondation Léon Blum

Revalorisation de la monnaie

Pourquoi revalorisation de la monnaie ? C'est une question qui, d'ailleurs, ces jours-ci, a été abordée à plusieurs reprises dans la presse qui n'est pas Socialiste, question qui préoccupe beaucoup de gens. Mais, pourquoi devons-nous nous en préoccuper ? C'est qu'actuellement elle paraît devoir commander la revalorisation des salaires, elle nous paraît devoir commander la réalisation de l'équilibre prix-salaires.

On a depuis longtemps cherché à réaliser cet équilibre prix-salaires et jamais on a réussi à l'établir. Pourquoi ? Parce qu'en réalité, nous nous trouvons actuellement dans ce pays devant une monnaie en laquelle le pays n'a plus confiance. C'est l'absence de confiance dans la monnaie qui, actuellement est le facteur principal dont la France souffre. C'est l'absence de confiance dans la monnaie qui provoque la hausse des prix par l'achat de n'importe quoi ? N'importe quel prix par ceux qui ont de l'argent.

En matière de viande, on a obtenu, ces derniers temps, les résultats par la contrainte, mais la contrainte ne peut pas aller jusqu'au bout.

Lorsque je vois, moi représentant d'un département agricole d'excellents camarades dirent dans une motion "envoyés des CRS dans les fermes", je vous dis tout de suite que j'aime mieux qu'ils ne tentent pas cette expérience qui serait désastreuse et n'aboutirait pas à des résultats fructueux.

Il y a du bétail dans nos campagnes, mais les paysans ne veulent pas le vendre parce qu'ils se disent : si aujourd'hui je vends mon bétail, demain j'aurai des billets qui ne vaudront plus rien et avec lesquels je ne pourrai rien acheter.

C'est, je le répète, le manque de confiance dans la monnaie qui met notre pays en état d'inflation

Lorsqu'on examine simplement les 900 et quelques milliards de billets en circulation, on oublie de tenir compte de la vitesse de circulation de la monnaie. Elle circule deux à trois fois plus vite qu'avant guerre de telle sorte, que ces 900 et quelques milliards représentent 2 700 milliards au point de vue prix.

La confiance dans la monnaie a été ébranlée par une mesure votée l'an dernier, la suppression des billets de 5 000 francs. À tort ou à raison, le public a la conviction profonde que les billets de 1 000 et peut-être aussi les autres, subiront le même sort que les billets de 5 000 francs.

Comme c'est malheureusement le cas, l'insuffisance des billets en stock doit rendre plus difficile, techniquement, l'opération. Il faut la réaliser quand même. Cette opération a été déjà réalisée dans un pays voisin : dans l'Allemagne occupée où, un beau jour, on a bloqué la monnaie en circulation et on a mis de nouveaux marks en circulation dans le pays.

En France, il pourrait en être autrement, en réduisant la valeur du franc de 100 fois sa valeur actuelle, c'est-à-dire, en le ramenant pratiquement à la valeur de 1914.

En même temps, il faudrait bloquer une partie importante des sommes déposées, remettre à chaque français une certaine somme qui pourrait varier entre 40 et 100 francs par exemple. Le Parti Socialiste demande cette opération depuis la libération et elle n'a jamais été réalisée encore.

Il y aurait une raréfaction de la monnaie en circulation. Il y aurait un poids considérable qui pèserait sur les prix. Il y aurait la sortie de ces stocks. Cette opération devra être réalisée rapidement ; elle permettra de déceler les fautes fiscales, de faire l'inventaire d'un certain nombre de fortunes qui, jusqu'à présent, ont échappé, à la fois aux impôts normaux et à l'impôt de solidarité. Enfin, et c'est peut-être une chose importante pour nous, si nous la réalisons, elle pourra permettre d'effectuer un transfert de pouvoir d'achat aux travailleurs qui continuent de recevoir leurs salaires avec un coefficient qui pourrait être un coefficient 15 par rapport à l'avant guerre, au détriment de ceux qui possèdent beaucoup.

Pour les premiers mois de l'année - car cette mesure devrait intervenir assez rapidement - elle assurerait la trésorerie de l'état.

L'an dernier ce prélèvement qu'on a tant critiqué a assuré pendant six mois la trésorerie de l'état et a empêché l'inflation de se propager. Il serait nécessaire que la trésorerie de l'état soit alimentée pendant les six premiers mois de l'année prochaine si nous voulons réaliser la réforme fiscale.

Nous l'avons imposé au gouvernement dans la loi des pouvoirs réglementaires du 17 août dernier en lui enjoignant de déposer avant le 15 décembre 194S sur le bureau du Parlement, un projet de réforme fiscale.

Il semble que le réforme fiscale qu'on va nous proposer n'en soit pas une. On va faire encore un colmatage des impôts existants. On en supprimera quelques-uns pour attendre une réforme plus profonde dit-on déjà dans les bureaux de la rue de Rivoli.

Ce n'est pas cela qu'il faut faire actuellement camarades. C'est une véritable réforme fiscale que le pays attend. Il faut une réforme simplifiée de notre système fiscal qui répartisse plus équitablement les impôts entre toutes les situations. Il y a alors une question qui se pose.

Depuis de longues années, nous avons, dans le Parti Socialiste, inscrit la réforme fiscale dans le programme électoral. Ainsi nous ne savons pas exactement ce que nous allons mettre derrière cette étiquette de la réforme fiscale. Les camarades qui ont été désignés pour faire partie de la Commission de la réforme fiscale, le Président de la Commission des finances du Conseil de la République et moi-même nous voudrions savoir quelle position défendre au nom du Parti Socialiste.

Jusqu'à présent, aucune thèse nette et précise ne nous a été indiquée ? Le système fiscal actuel dans lequel nous vivons depuis cinquante ans repose sur une prédominance théorique des impôts directs, selon le système d'impôts cédulaires, coiffé d'un impôt général sur le revenu imaginé en 1914-1917 par Monsieur Joseph Caillaud.

Croyez-vous sincèrement qu'actuellement nous vivons sous un régime d'impôts directs réels. Examinez si vous voulez un instant quel était le rendement des divers impôts et taxes en 1947. Impôts directs : 163 milliards, 5 ; impôts indirects et taxes diverses : 358 milliards dont 230 milliards au seul titre de la taxe sur le chiffre d'affaires et de la taxe sur les transactions.

En 1948, les rendements escomptés étaient de 249 milliards d'impôts directs

dont 150 milliards pour impôts de solidarité qui est un impôt exceptionnel, 519 milliards pour les impôts indirects. C'est dire que les impôts indirects avaient une prédominance que l'on pourrait dire absolue.
Dans les prévisions de 1948 la répartition s'établissait ainsi : bénéfices industriels et commerciaux : 74 milliards ; bénéfices agricoles : 11 milliards ½ bénéfices des professions non commerciales : 5 milliards ; contribution foncière : 4 milliards, impôts sur les traitements et salaires : 85 milliards, impôt général sur le revenu : 43 milliards ½.
Mais depuis que ces prévisions ont été établies, des événements nouveaux sont survenus.
Au Conseil national d'informations des 9 et 10 octobre, Daniel Mayer vous indiquait que le gouvernement avait supprimé pratiquement l'impôt cédulaire sur les traitements et salaires et l'avait transformé en une taxe payable par les patrons à raison de 5% sur le total des salaires payés.
C'est ainsi qu'à la suite de ce décret on a fait passer de 519 à 600 milliards le produit probable des impôts et taxes indirectes, tandis que l'impôt général sur le revenu et les impôts cédulaires proprement dits étaient de 65 milliards. C'est donc bien sous un régime de prédominance des impôts indirects et cette prédominance est plus considérable encore si l'on considère ceux qui paient en définitif les impôts.
On peut soutenir sans risquer la contradiction qu'à part les salariés et à part l'impôt général sur le revenu, tous ceux qui paient des impôts cédulaires sont des intermédiaires ou sont des vendeurs de services ou de marchandises qui, automatiquement, sont payés par le consommateur les impôts cédulaires qu'ils paient. Ainsi, dans le système actuel qui, théoriquement, est un système d'impôt direct, en compte 675 milliards d'impôts indirects contre moins de 100 milliards d'impôts directs.
Devant un tel système, la première réaction d'un Socialiste, il y a un certain temps, aurait été de rire. Mais c'est absurde. Il nous faut revenir à un véritable système d'impôts indirects. Est-ce possible ? Est-ce souhaitable.
Nous vous répondons : non.
Il faut réaliser, il faut établir en France, un système d'impôts indirects, équitable, juste, qui ne frappe pas les consommateurs ou pour lesquels le consommateur recevra des transferts de revenus qui compenseront l'impôt indirect de consommation.
En effet, ils existent d'ailleurs en partie, ces transferts de revenus.
Ce matin Daniel Mayer nous parlait des allocations familiales et de la sécurité sociale. C'est un des moyens de transfert de revenus imaginé depuis 50 ans au bénéfice des consommateurs, car les allocations familiales sont calculées à partir du salaire moyen départemental qui, lui-même, tient compte des impôts indirects.
En ce qui concerne les salaires eux-mêmes, vous avez une notion nouvelle à laquelle on n'a peut-être pas fait attention assez.
Dans le salaire minimum vital, inévitablement on est obligé de tenir compte, pour l'établir, des produits de consommation courante et, par suite, des impôts

Collection Jean Jaurès

introduits dans les prix de consommation courante.
Nous vous disons que c'est vers un système de taxation indirecte qu'il faut que nous nous tournions résolument en apportant aux travailleurs des éléments de compensation qu'ils trouvent déjà dans le salaire minimum vital, les allocations familiales, qu'ils pourront trouver demain dans des allocations logement.
Ce système devra d'ailleurs être complété pour compenser encore la charge qui pourrait être reportée sur le dos des consommateurs par un système d'impôt général sur le revenu, impôts progressifs avec une surtaxe d'impôt en ce qui concerne les revenus et les revenus du capital, car il y a un problème qui ce pose également, c'est le problème d'impôt sur le capital. A priori, il est assez séduisant. Mais lorsqu'on se penche en technicien sur les conditions d'établissement d'un tel impôt, lorsqu'on constate qu'il faudrait six ans, il faudrait à ce moment-là procéder inévitablement à un échange des billets, ce qui amènerait une diminution de la circulation monétaire. Les gens n'hésiteraient pas à se débarrasser de l'argent qu'ils ont en possession.
Des techniciens Socialistes ont étudié la question. L'impôt sur le capital de cette façon est impossible.
Ce n'est que par une surtaxe qu'on pourra arriver à taxer le capital, tenant compte des signes extérieurs de richesse comme ceux que nous avons déjà commencé d'introduire dans les projets de loi des finances ces derniers temps. Voilà ce que nous voulons vous proposer aujourd'hui dans le programme minimum.
En ce qui concerne les collectivités locales et départementales, ce serait un impôt additionnel aux taxes de consommation, une taxe foncière en ce qui concerne les campagnes, en ce qui concerne les communes rurales qui pourrait procurer à toutes les communes une autonomie financière, économie qu'elles réclament depuis la libération.
Ce programme peut vous paraître extrêmement limite, mais nous vous demandons de l'inscrire demain dans la résolution du Conseil national qui sortira demain, car le pays demande actuellement des mesures pratiques, des mesures qui s'imposent comme la réforme monétaire car, si nous ne la faisons pas, nous Socialistes, en en faisant une réforme Socialiste, ce transfert des revenus sera fait par les capitalistes dans quelques mois et il sera fait contre la classe ouvrière et contre les travailleurs.
De même pour la réforme fiscale, si nous ne la faisons pas, si nous n'en faisons pas une réforme Socialiste, ce sera contre les travailleurs qu'elle ce fera et contre la République.
(Applaudissements)

Guy Mollet - Je voudrais faire une simple constatation. Ce matin, je m'étais félicité de ce que nous avions tenu une conférence d'informations. J'en arrive à me demander si l'expérience devra ou ne devra pas être renouvelée car il apparaît que la tenue de la session d'information est complètement inutile si nous devons recommencer les mêmes indications.
Il reste un certain nombre d'orateurs inscrits. On ne peut pas limiter le temps de

Collection Jean-Jaurès

parole quand on ne l'a pas fait pour les orateurs précédents. Si tous ceux qui ont parlé à la dernière tenue veulent se répéter, si tous ceux qui sont inscrits pour prendre la parole doivent le faire, nous en avons simplement pour les entendre, jusqu'à 5 heures 40 demain matin. Je voudrais qu'un certain nombres d'entre eux, soit qu'ils aient déjà dit ce qu'ils veulent dire, soit que des camarades aient exprimé leur pensée, renoncent à la parole.

Gaston Defferre - Si tous les camarades qui sont encore inscrits renonçaient à la parole et que la discussion ait lieu devant la Commission des résolutions, étant donné que je crois que l'essentiel a été dit, nous pourrions avoir demain un début beaucoup plus utile que celui que nous aurons ce soir. Nous pourrions en tout cas connaître les résultats des travaux de la Commission des résolutions.

Le président - Une proposition pratique est faite par Defferre. Êtes-vous d'accord pour que tous les camarades sans exception, inscrits, renoncent à leur temps de parole, étant entendu qu'ils pourront éventuellement - ceux qui le désirent - défendre leur point de vue devant la Commission des résolutions. Si cela était, nous passerions immédiatement à la nomination de la Commission des résolutions.

Guy Mollet

Pour ma part, je ne veux pas suivre la proposition de Defferre, ça supposerait que la Commission des résolutions se trouverait composée des 15 ou 20 qui doivent encore parler.
Je demande un effort à ceux encore inscrits. Je leur demande de faire un effort sur eux-mêmes, qu'ils se demandent si ce qu'ils ont à dire n'a pas déjà été dit par des orateurs précédents ou s'ils ne l'ont pas déjà dit à la tenue de la conférence d'informations à Puteaux. Personnellement, je n'ajouterai rien.
Si nous terminons vers minuit et demi environ, ceci permettrait d'envoyer immédiatement le car conduire nos camarades jusqu'à Paris, de ne pas faire siéger la Commission des résolutions, mais de la réunir dès-demain matin pour qu'elle travaille dans la matinée.
Pendant le même temps, la Conseil national parlerait du problème financier et vous auriez des rapports dès demain après-midi. Il ne s'agit pas d'étouffer une discussion quelle qu'elle soit, pas non plus d'empêcher des camarades de prendre la parole. Il s'agit de demander à chacun un effort sur lui-même. Rien de plus. Je crois qu'on peut répondre à cet appel.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, ceux qui maintiennent : leur inscription pour prendre la parole pourraient essayer de se limiter à une dizaine de minutes. Nous leur demandons de faire un effort.
La parole est à Boutbien.

Fondation Jean Jaurès

Léon Boutbien

Je n'ai pas l'intention de vous faire un discours. J'aurais volontiers renoncé à la parole, mais il y a tout de même des choses curieuses dans un Conseil national Socialiste se réunissant en novembre 1948. Lorsque je suis arrivé avec une vieille voiture devant la porte de ce Conseil national et que j'ai voulu me ranger là où je voyais de la place, on m'a dit : c'est réservé aux ministres. Lorsqu'on arrive à la tribune, on arrive au même résultat, tout a été dit, tout arrive trop tard.
Si aujourd'hui je tiens à prendre la parole, ce n'est pas seulement en mon nom personnel.
Je vais être très bref. Je n'ai pas l'intention de faire un discours.
Nous avons un travail extrêmement sérieux au sein de la Commission des résolutions mais il ne serait peut-être pas inutile, comme le disait Ramadier, que l'on ne ruse pas avec la réalité. Et plutôt que de chercher à penser avec la réalité, qu'on le regarde en face et je pose la question tout de suite, sans aller plus loin.
On est actuellement très enclin dans le Parti Socialiste à parler d'autorité. Certes je sais bien que lorsque Jules Moch a envoyé les CRS dans les bassins miniers, il ne l'a pas fait à la légère.
Dans une certaine mesure, grâce à la présence d'un ministre Socialiste à l'Intérieur, les dégâts ont été très limités et cela compte pour les Socialistes.
Seulement, voyez-vous, j'ai l'impression qu'aujourd'hui nous ne parlons plus tout à fait le même langage les uns et les autres. J'ai l'impression que nous n'avons pas les mêmes préoccupations.
Ce qu'il importe de sauver dans les circonstances présentes, ce sont les chances d'avenir du Socialisme démocratique en France. Or, j'ai bien l'impression que nous sommes en train de nous laisser entraîner sur une pente extrêmement redoutable.
La défense de la légalité républicaine est une défense à laquelle nous pouvons nous associer dans la mesure où elle comporte des contreparties valables pour la classe ouvrière de ce pays. Mais j'ai bien peur que nous nous laissions entraîner.
Vous êtes aujourd'hui à la fin d'une journée de grève générale décrétée dans la région parisienne. Vous avez pu constater que cette grève n'a pas été générale et vous avez peut-être le droit de vous en réjouir. Si elle ne s'en était tenue qu'aux motifs pour lesquels elle a été inspirée, je m'en réjouirais aussi, mais je constate avec certain regret qu'aujourd'hui la classe ouvrière ne suit plus les directives syndicales quelles qu'elles soient. Il est regrettable que les Communistes aient entraîné la classe ouvrière dans de telles fautes, mais si demain c'était une menace réelle, si demain De Gaulle arrivait, vous auriez la même apathie dans la classe ouvrière.
(Applaudissements)
Et voyez-vous, lorsque nous nous engageons dans une politique où les Communistes ont posé toutes les cartes de la défense républicaine, de la défense de la démocratie, nous devons faire très attention, ne leur laissons pas trop le champ libre pour une agitation extérieure lorsqu'il s'agit de défendre les conditions de vie.
C'est cela qui nous préoccupe aujourd'hui, qui nous préoccupe tous et je pose

Fondation Jean Jaurès

une question au Conseil national. Je suis d'accord avec la plupart des programmes, qu'on appelle ultimatums ou non, mais je suis d'accord avec les programmes d'action immédiate.
Il y a là un certain nombre de mesures extrêmement valables, mais je pose très honnêtement la question au Conseil national et il devra y répondre.
Estime-t-il qu'il est en mesure d'appliquer la politique que comporte de telles décisions politiques ?
A-t-il les élites gouvernementales, les élites d'hommes dans le Parti pour la faire ? Et, en définitif, ne nous leurrons pas trop. Nous sommes en train, en quelque sorte, de faire des conditions de participation à court terme, conditions qui si elles n'étaient pas respectées, entraîneraient le retrait des ministres.
Au moment où le radicalisme en France s'acoquine avec le RPF et d'autre part, essaie de jouer un rôle intermédiaire pour faire son jeu personnel, croyez-vous que le même radicalisme est capable d'être d'accord avec vous sur les mesures immédiates que vous proposez.
Si vous allez en dehors des questions sociales en dehors du problème de l'Union française, je crois qu'il y a l'unanimité dans ce Conseil National pour dire que cette guerre d'Indochine a trop duré, d'autant plus duré qu'aujourd'hui une menace se précise dans le sud-est asiatique ; croyez-vous que nos radicaux seront d'accord ?
N'envisagez-vous pas les conséquences directes des motions ultimatums que vous croyez présenter à un tel gouvernement ? Il n'y a pas que cela. Il y a aussi la politique international. Je suis, comme tout le monde, content de l'élection de Truman car je considère qu'elle a fait reculer la guerre de quelques années. Je suis content que les syndicats américains aient pris une part active dans cette élection car on peut espérer un retour à la politique de Roosevelt et une démocratisation du plan Marshall. Mais pensez-vous aux conséquences que peut avoir le pacte-Atlantique ; tel qu'il est conçu aujourd'hui vous appartenez en fait à une force organisée.
Il n'y a pas seulement tout cela. Il y a beaucoup d'autres choses. Nous allons adhérer au pacte-Atlantique. Je rends personnellement hommage aux efforts de Max Lejeune. Mais avons-nous défini, dans nos assises nationales une politique de défense nationale solide ? Jamais. Vous êtes en face d'une guerre, menaces sans avoir su définir une politique de défense nationale. On en est encore à la construction des armées de couvertures à une époque où la guerre n'est plus une guerre en culotes rouges, une guerre essentiellement militaire, mais avant tout une guerre économique.
Rendez-vous compte que la France est une nation mineure et n'a pas su se relever et que dans ces conditions, la France est condamnée à des situations plus ou moins stables.
Vous avez bien conscience de tout cela les uns et les autres. Alors, pas d'hypocrisie lorsque nous parlons entre nous.
Nous ne voulons pas, bien entendu, être soviétisés. Je crois qu'on ne considère pas notre action comme étant inspirée par le Parti Communiste.
Nous n'avons, ni les uns ni les autres, envie d'être américanisés. Dans les

circonstances présentes, camarades, il y a une chose qu'il faut faire. Il y a peut-être une possibilité de survie pour cette Europe occidentale, non seulement dans un fédéralisme tel qu'il a été exprimé à cette tribune, mais dans une association toujours plus étroite avec nos camarades travaillistes anglais. Le seul point de rapprochement possible reste le Labour party et l'organisation travailliste anglaise et d'ailleurs, même sur le plan des réalisations de l'action quotidienne, nous aurions beaucoup de leçons à prendre chez les camarades anglais. Je n'en veux pour preuve que l'exemple des nationalisations.

On peut dire que les Communistes ont saboté les nationalisations. C'est évident. Mais on peut dire aussi et constater que la classe ouvrière française n'était pas mûre pour les nationalisations efficaces.

Je voudrais aussi parler des comités d'entreprises.

Camarades, nous avions beaucoup d'espérance dans ces comités d'entreprises. Des lois ont été mises à la disposition des ouvriers eux-mêmes dans ces comités d'entreprises. Dans le domaine de la sécurité sociale même, n'avez-vous pas l'impression quelquefois quel que soit le sentiment humanitaire à l'intérieur de nous-mêmes, que nous avons péché par un excès de démagogie.

(Applaudissements)

Enfin, lorsque nous avons voulu aborder les problèmes de la participation ouvrière au gouvernement, nous nous sommes aperçus que les Communistes qui accédaient pour la première fois aux responsabilités gouvernementales y poursuivaient une politique qui n'avait rien de commun ; avec les intérêts légitimes et réels de la classe ouvrière. Mais ce qui est plus grave, c'est que cette mystification Communiste, cette mystification a détruit le potentiel de lutte de la classe ouvrière française dans les circonstances présentes et est la cause de cette apathie dont nous souffrons.

Mais en engageant notre politique de participation, nous nous sommes intégrés dans un état intermédiaire qui n'est pas encore un état Socialiste.

Il ne faut pas perdre de vue ce mot "légalité" dans nos discussions de tous les instants. Nous n'allons pas nous battre pour des formules, nous allons nous battre pour un contenu réel. Je vous demande de ne pas vous laisser enfermer dans des mots.

Aujourd'hui la défense de la République, c'est la défense des conditions de lutte de la classe ouvrière car en définitif ce qui conditionne la victoire de la République, c'est dans la mesure où les gens vivent, dans la mesure où les gens peuvent avoir des conditions de vie normales.

J'en ai fait l'expérience dans les camps de concentration. L'homme est d'abord un tube digestif.

Aussi longtemps que vous n'aurez pas réalisé ce problème des conditions de la vie permanente, pas un système ne réussira.

Je veux arriver maintenant à un certain nombre de considérations pratiques pour ce Conseil national. On nous parle toujours des dangers du retrait immédiat des ministres. Là je me permets de dire très honnêtement que mon nom s'est trouvé accolé à certaines définitions que je ne partage pas. Je pense qu'en regardant la réalité en face, ce retrait immédiat des ministres peut nous être imposé de

l'extérieur.
Regardez la réaction du MRP actuellement. Le MRP maintiendra ses ministres au gouvernement.
Si le MRP maintient sa participation au gouvernement - et il la maintiendra - qu'il essaiera de faire prévaloir un certain nombre de préoccupations essentielles à sa clientèle électorale, notamment le problème de le liberté de l'enseignement. Car en définitif, le MRP ne se sacrifiera pas et les difficultés rencontrées par le camarade Depreux à cause du décret Poinso-Chapuis ne sont pas terminées.
Piette a dit tout à l'heure qu'il était partisan de la liberté des salaires dans les circonstances présentes à la condition que l'état garantisse un minimum vital. Si ce minimum vital est garanti, je suis moi aussi pour la liberté des salaires. C'était la position des syndicats FO. Mais nous n'avons pas les résultats que nous espérions obtenir de Force ouvrière. Dans une certaine mesure, l'expérience FO malgré les efforts des camarades, est restée en deçà de l'espérance.
Je vois aussi les conditions de lutte des camarades FO. Il n'y a pas eu un enthousiasme parmi les masses ouvrières pour aller à FO et se libérer de l'influence stalinienne.
À ce sujet, la véritable lutte contre les Communistes, elle nous appartient à tous, camarades, beaucoup plus qu'aux CRS et qu'aux moyens de défense. C'est dans la mesure où vous ferez un travail de propagande en profondeur que vous ferez une véritable lutte anti-Communiste réelle et valable. Ce n'est pas en vous laissant entraîner progressivement.
Aujourd'hui on déclare que les parlementaires Communistes n'ont pas leur place dans les Commissions de la défense nationale pour que les secrets qui peuvent y être exprimés ne soient pas transmis immédiatement à l'ambassade soviétique.
Mais, le gouvernement n'a même pas le droit d'exclure de ses négociations la CGT car il n'a pas le droit de faire un choix syndical ou alors pensez-vous aux suites que cela peut avoir.
Certain on les exclura de la Commission de l'intérieur. À quelle politique ira-t-on ? Quel en sera l'aboutissant ?
Si le Parti Communiste en France ne comprenait que des Communistes... Je ne voudrais pas que la démocratie se retourne contre les démocrates. Mais il y a des millions d'hommes qui suivent le Parti Communiste dans les circonstances présentes et que faire ? Le Parti Communiste actuellement cherche à avoir des martyrs et avoir des possibilités de s'extérioriser autrement que sur le domaine de la légalité concrète.
Faites attention car, un certain nombre de mesures, même si elles s'imposaient dans l'immédiat, se retourneraient tôt ou tard centre la République elle-même.
Après avoir mis les Communistes hors d'état de nuire, nous aurions enlevé le contrepoids d'une force révolutionnaire pour laquelle seul, le Parti Communiste actuellement offre un contrepoids valable.
Si nous avions un million d'adhérents, je vous dirais, faisons l'opération sans danger. Mais étant donné les faiblesses devant lesquelles nous nous trouvons, je vous dis, faites attention qu'en mettant hors d'état de nuire les Communistes,

Collection Jean-Paul Bies

comme dans le fond notre raison le demande tous les jours, vous n'éliminez pas les forces de la réaction. C'est cela le danger. Tout le monde en a grande conscience. Il faut aller plus loin. Alors, quelles sont les directives que le Conseil national doit donner au Parti dans les circonstances présentes. Les risques que comporte la politique d'aujourd'hui sont grands.
Que l'on adopte la position de notre camarade. Ramadier, qui est d'ailleurs une logique que je reconnais volontiers, ou que l'on adopte une autre position, les risques sont immenses de part et d'autre.
Croyez-vous que l'on continuera éternellement cette politique. Ne sentez-vous pas le ravage ? Ne sentez-vous pas cette crise sociale profonde qui existe aujourd'hui dans ce pays ? Ne sentez-vous pas la nécessité qu'il y aurait dans les circonstances présentes à revivifier la conscience de ce pays ?
J'en ai conscience tous les jours. Croyez-vous que ces combinaisons gouvernementales, qui malgré tout sont taxées d'impuissance parce que trop contradictoires dans leur constitution, que ces combinaisons gouvernementales dis-je, seront capables de créer ce choc-psychologique ? Nécessaire ?
Il arrive que le bon sens populaire a tellement conscience de la nécessité de ce redressement et de ce jeu de certains éléments qu'ils sont prêts à se plier à un système d'autorité qu'il ne réalisera pas.
Quand on parle du gaullisme - là encore entre nous, nous sommes des militants, soyons honnêtes - je ne crois pas que le régime gaulliste arrivera en France.
Je suis convaincu que dans les circonstances présentes, nous assistons à un recul du mouvement gaulliste et France, du mouvement gaulliste initial. Le général De Gaulle me fait penser à cette anecdote de Napoléon qui voulait attraper sur un rayon de sa bibliothèque un livre. Il était trop petit pour y parvenir. Son valet de chambre qu'il avait appelé était plus grand que lui et lui a dit : je suis plus grand que vous, je peux donc le prendre. Bonaparte se retourne et lui dit : vous n'êtes pas plus grand que moi, vous êtes plus long que moi.
Je crois que De Gaulle est devenu très long.
Ce qui renaît en France, c'est un nouveau système à la Saint-Lazard, à la Franco dont De Gaulle peut-être, ne sera pas le porte-drapeau. Ces conditions ne sont possibles que dans la mesure où il y a inefficacité gouvernementale et une absence d'organisation de la classe ouvrière en face.
Ce qu'il y a de certain c'est que si demain, camarades, il y avait un coup d'état fasciste ou même un coup d'état gaulliste, quelles sont les forces que vous auriez à opposer à une telle tentative en dehors des CRS ?
Nous aurions encore des vies humaines à sacrifier pour rétablir l'ordre, nous aurions des difficultés immenses à surmonter avant d'arriver à coordonner l'action efficace. Vous le sentez bien cela.
Vous n'êtes pas étonnés que ce soit cela et seulement cela l'aboutissement d'une politique de sacrifices volontaires consentis par un Parti pour une cause nationale. C'est cela camarades. Il faudra bien réfléchir. Ce Conseil national marque un tournant important de la vie politique française et il marque un événement tellement important que nous avons le droit de libérer nos consciences.

L'essentiel de nos exposés depuis deux ans c'est la question de la forme parlementaire de la démocratie et ils sont à la base de nos difficultés actuelles.
Nous n'avons pas su créer les conditions de la démocratie nouvelle. Parce que nous n'avons pas su créer les conditions de la démocratie nouvelle, nous ne devons pas créer les conditions d'un étatisme qui risque de se retourner contre nous et de nous étouffer.
Il y a deux attitudes. Elles sont valables l'une et l'autre. Il y a ceux qui comme nous pensent que l'essentiel est de sauver l'avenir, qu'il n'y a pas de forces capables d'organiser la vie du monde autre que le Socialisme démocratique. Il y a ceux qui, au contraire, croient qu'ils sauveront la République, qu'ils sauveront le Socialisme en continuant une participation dont les conditions seront modifiées de jour en jour et d'heure en heure, ceux qui seront, demain, amenés à accepter beaucoup de concessions et qui les accepteront malgré tout parce que chaque fois ils ne pourront régler et la dissolution et les risques de pouvoir totalitaire. Il y a ceux qui croient qu'il faut passer à l'offensive dès maintenant avec les risques que cela comporte.
L'avenir nous départagera. Mais si j'ai demandé à prendre la parole ce soir, c'est qu'à la suite des travaux des différentes fédérations, il m'apparaissait indispensable d'attirer l'attention du Parti sur la gravité de l'heure et il était indispensable que le Conseil national réponde à l'angoisse qui nous étreint tous d'une façon nette et claire. Le Parti aura à choisir sa voie. Les uns et les autres nous la choisiront. Ce que je veux souhaiter c'est que de toute manière, quelle que soit la voie choisie, celle qui le sera triomphe.
(Applaudissements)

Gauthe (Nièvre)

Camarades, je ne ferai pas un long exposé, mais ma fédération m'a mandaté pour apporter à ce Conseil national quelques observations.
D'abord, elle est inquiète sur les décisions que prennent les Conseils nationaux et les Congrès. Depuis longtemps on prend des décisions qui restent lettre morte. De même, dans la résolution ; que vous allez adopter, très certainement, une fois encore, il y aura la défense des journaux de la résistance et une fois encore - et là je mets en cause personne - le Parti oubliera d'appliquer les décisions du Conseil national.
Nous avons, à Nevers, donné au Parti un journal que nous avons arraché au Parti Communiste et à la réaction, journal qui tire à 54 000 exemplaires et qui intéresse quatre fédérations de notre Parti. Depuis des mois, nous nous battons avec l'aile droite et la justice, pour essayer de conserver au Parti ce journal.
Il n'est pas possible, malgré tous les ministres qui se sont succédé, d'obtenir le décret de dévolution des biens de la société Paris-Centre qui, pendant quatre années s'est vautrée dans la collaboration.
Malgré tous les dossiers que nous avons faits, nous n'avons pu obtenir ce décret de dévolution et nous avons subi de la part des anciens propriétaires de multiples jugements du tribunal civil. Les juges, suivant les directives du ministre de la Justice, ont pris de multiples arrêts plus ou moins contradictoires et puis la cour

de Bourges a suivi, et, dernièrement, malgré l'intervention de Monsieur André Marie, malgré l'intervention de Monsieur Mitterrand, secrétaire à l'information, les juges de la cour de Bourses, fatigués, ont fait ont pris un arrêt qui nous donne pour que temps un espoir.

Je ne pense pas que le Conseil national dont les délégués représentent l'ensemble du Parti, qui a apporté à notre ami René Naegelen tous ses efforts, puisse se désintéresser de journaux que des militants dans la clandestinité ont pensé donner à notre Parti et je voudrais demander au Conseil national qu'une nouvelle fois, dans la résolution finale de ses travaux figurât la dévolution des biens des journaux que nous avons arraché à la collaboration pendant la résistance.

Camarades, une autre question. Vous conviendrez que le délégué d'une fédération d'un département producteur de viande, vienne vous dire quelques mots sur cette affaire.

Il est certain qu'André Philip et Gazier, qui sont les techniciens de notre Parti, considèrent la viande aujourd'hui comme l'étalon-monnaie de notre économique. Nous avons assisté, il y a quelques mois à la mise en route d'un nouveau plan de réglementation du marché de la viande. Nous avons eu le regret de constater que dans le Populaire, on félicitait ce vingt huitième plan de réglementation du marché de la viande.

Je ne veux pas faire ici de la politique anti-paysanne et j'ai regretté, tout à l'heure, quand Gozard parlait de cette question certaines rumeurs qui se sont produites dans la salle.

Aujourd'hui il y a en France la viande nécessaire, plus que nécessaire à notre alimentation. Il y a un stock considérable de bêtes. Il y a aussi, Gozard le disait tout à l'heure, un manque de confiance dans la monnaie. Il est facile de comprendre la situation des paysans.

On parle de patriotisme, de civisme. Mais il y a surtout en France, dans toutes les couches de la société de l'égoïsme et reprocheriez-vous aux paysans de préférer des bêtes dans leurs étables que de garder un compte en banque. Non. Nous comprenons, nous qui vivons avec les paysans, qui travaillons avec eux, qui faisons de la propagande parmi eux, nous comprenons leur situation. Nous savons qu'ils sont inquiets de demain de cette hausse continuelle du coût de la vie, du coût des produits métallurgiques qui leur sont indispensables.

Mais, voyez-vous, ils conservent ce qu'ils ont parce qu'ils n'ont pas confiance en cette monnaie et alors vous me direz : que doit-on faire ?

Eh bien, camarades, la solution est simple. Il faut chercher dans les archives du Parti et vous alliez trouver la solution.

Le plan de Monsieur Coudé du Foresto, plus ou moins aménagé par le libéralisme de Monsieur Queille, est voué à l'échec. L'échec est déjà là. On a condamné des lampistes, peut-être des gros lampistes... J'entendais André Philip dire tout à l'heure qu'un trafiquant de Lyon avait été condamné à un million d'amende quand il pouvait en sortir cent sans être gêné. Ce n'est pas cela qu'il faut faire. Ce ne sont pas là des mesures énergiques, les mesures énergiques qu'attend le pays.

J'ai lu avec un certain ahurissement dans le Populaire qu'on avait rappelé à l'ordre quatorze Préfets qui, n'avaient pas été asses énergiques. Que s'est-il passé ? On a arrêté des lampistes, on a rassemblé les journalistes, on a fait des articles de journaux mais le résultat se solde à zéro.
Et alors, vous allez critiquer le producteur.
Mais au gouvernement on n'a pas eu le sens des responsabilités dans cette affaire et, voyez-vous, il y a une affaire formidable de trafic de la viande à Villefranche-d'Allier. On ferme la porte et un beau jour on la rouvre et aujourd'hui Villefranche-d'Allier achète la viande à des taux tels qu'il lui est impossible de la revendre sur le marché français.
Il y avait même plus grave que le trafic de la viande. Des personnes obtenaient, sous prétexte qu'il fallait exporter, des licences d'exportation pour une vingtaine de bêtes et qui en exportaient quatre vingt avec la même licence et alors, là, il y avait hausse inconsidérée du prix de la viande, trafic de devises parce que les devises ne rentrait pas pour les soixante bêtes supplémentaires. Il y avait donc escroquerie des impôts parce qu'on ne payait pas les impôts sur ces bêtes qui étaient parties.
Maintenant, on a des attaches avec les milieux ministériels et on recommence, les bêtes repartent. Alors vous allez dire qu'il faut apporter une solution. Eh bien, voyez-vous, la paysannerie française et le consommateur, à une certaine époque, a souffert de scandales. Je pense à l'affaire du blé. Au moment où l'on payait aux paysans le blé 45 francs les cent kilos et où on vendait le pain très cher aux consommateurs, le Parti Socialiste a pris le taureau par les cornes. Il a supprimé les intermédiaires. Il a créé l'office du blé.
Camarades, dans votre programme, dans votre résolution, il faudra avoir le courage de demander la suppression des intermédiaires. Il y a assez de fonctionnaires du ravitaillement sans en créer de nouveaux pour rassembler, dans l'intérêt du paysan et du consommateur la viande de ce pays.
Camarades, je ne veux pas embarrasser la tribune. Notre fédération se félicite que dans les événements graves qui viennent de se passer, nous avions eu un ministre Socialiste à l'Intérieur. Nous n'avons pas l'habitude de flatter les gens, mais nous reconnaissons que Jules Moch a manipulé l'appareil de répression avec une intelligence, un doigté qui, aujourd'hui, fait l'admiration de tous les Socialistes et de bon nombre de français.
Je ne suis quand même pas d'accord avec ce que disait Guy Mollet ce matin. Guy Mollet, ce matin, disait qu'il ne fallait pas suivre ceux qui exigeaient une répression beaucoup plus grande.
J'ai accompagné chez le Préfet de mon département une délégation des mineurs de la Machine. Le maire m'avait demandé de ménager une entrevue et j'ai été surpris de la jeunesse des mineurs qui venaient en délégation chez le Préfet pour avoir le droit de travailler, qui venaient demander au Préfet de faire respecter la liberté du travail.
Il y avait là un sentiment qui était difficile à freiner. Les délégués demandaient qu'on fasse des exemples et qu'on impose la liberté du travail. De mon mieux j'ai cherché à faire comprendre à nos jeunes camarades que c'était très difficile

de les suivre.
Un appareil de répression était très difficile à manier et je leur ai expliqué qu'il fallait faire confiance aux pouvoirs publics pour le faire.
J'aurais préféré faire mon intervention cet après-midi en présence de Jules Moch, pour lui dire qu'il y a dans la classe ouvrière une certaine inquiétude, qu'il y a dans le pays, à la suite des déclarations de Jules Moch, une certaine inquiétude.
Et nous avons le devoir de freiner cet esprit de répression parmi la classe ouvrière, il y a tout de même des paroles qu'on aurait dû prononcer avec plus de réserve. J'ai écouté Jules Moch un soir à 20 heures alors qu'il faisait une déclaration aux mineurs.
On a raconté qu'il y avait une liaison très étroite entre la CGT et le Kominform, qu'il y avait des fonds, et ces jours-ci on a pu lire dans le Populaire que la deuxième tranche de 50 millions du Kominform était débloquée.
Eh bien, voyez-vous, il y a les camarades du sommet qui savent et les camarades de la base qui se battent tous les jours et qui ne savent pas, qui ne savent que ce qu'on dit dans le Populaire.
Les camarades de la base se demandent si on a fait tout ce qu'il faut faire. Si cette documentation dont parlait Jules Moch, on a trop parlé, si elle existe, on n'a pas suffisamment agi et à la base, dans les campagnes, dans les chantiers, on attend des actes.
Camarades, je m'excuse, je passe à un autre sujet. Nous sommes, nous, entièrement d'accord qu'il faut défendre la République et je suis - d'accord avec Depreux et je pose la question au Conseil national : avec qui devons-nous la défendre ? Je ne parlerai pas du MRP.
Notre camarade Léon Blum, dans le Populaire du 11 novembre a très bien fixé la position. Ce qui m'inquiète c'est que nous faisons bande avec les radicaux et qu'il faudrait tout de même, si nous voulons défendre la République, être sûrs que nos co-équipiers sont vraiment des co-équipiers. Voyez ce que les radicaux font un peu partout.
Chez nous, dans le Cher, où la lutte radicale continue, le conseiller sortant inscrit à l'intergroupe gaulliste est un radical-Socialiste et sur la liste RPF c'est un indépendant et un radical-Socialiste.
Eh bien, nos camarades des sections, quand nous leur parlons de faire alliance avec le parti radical, ils "tiquent" un peu et nous avons quelques difficultés pour nous expliquer. Il faudrait tout de même que la question soit posée de savoir avec qui nous faisons alliance, quels sont ces radicaux que l'on recherche aujourd'hui. Il y a aussi l'UDSR par lequel je veux terminer. Il y a Monsieur Mitterrand.
On raconte beaucoup de choses dans notre département - parce qu'il est député de la Nièvre. On raconte qu'il a porté la francisque. Un camarade qui a une lettre dans sa poche en dit long sur ce ministre. Cet homme, je dois le dire, ne se mouille pas les pieds. Il a toujours un poste où il n'y a aucune espèce de responsabilité.
Quand il a succédé à Max Lejeune, il m'a dit :

Fondation Jean Jaurès

“Moi, je ne ferai pas la bêtise de Max Lejeune, ça peut aller comme ça voudra.” Eh bien, camarades, défendre la République avec un homme comme cela.
Lors de son passage à Nevers, le général De Gaulle disait : je ne veux en aucune façon que cet individu rentre au RPF. Eh bien, aujourd’hui, Mitterrand, est très près du RPF.
Il faut donc absolument savoir avec qui nous sommes pour défendre la République.
Je pense que pour défendre la République, il est utile que nous soyons avec de vrais amis et je ne crois pas que ce soit le cas en ce moment.

Francis Leenhardt

Nous sommes sur un bateau qui est actuellement extrêmement menacé. Je pense que tout a été dit le mois dernier à la conférence d’information de Puteaux. J’exprimerai cependant ici, le vœu que les amitiés partent d’en haut et que l’on ait pas une action différente à la direction du Parti. Je ne parlerai pas du projet de campagne parlementaire, cela a été fait le mois dernier, par notre camarade Lussy. Il avait lancé un appel avec force. Notre camarade Philip a lancé, lui aussi un appel qui a été ridiculisé alors que pourtant notre camarade Philip a le droit de lancer un appel après tout ce qu’il a fait dans la résistance.
Je vais maintenant parler de la question économique sur laquelle doit se pencher le Conseil national.
Marceau Pivert a soutenu, cet après-midi, la thèse d’un Congrès. Je suis profondément convaincu que cela serait nécessaire, mais qu’à défaut, un Conseil national est indispensable si l’on veut pouvoir sanctionner ; les conditions que nous proposerons probablement à notre collaboration au gouvernement.
Les ministres eux-mêmes ne pourraient que souhaiter la perspective d’un Congrès au début de l’année prochaine. Ca ne peut que les aider pour que leurs thèses soient prises davantage en considération.
Je crois que nous serons unanimes à vouloir soutenir les ministres dans l’action où ils se sont engagés mais je souhaiterais aussi que nous soyons unanimes à vouloir leur donner un mandat et à vouloir leur préciser dans quelles conditions devrait être jugé le respect de ce mandat au bout d’un délai qui doit être également fixé.
Je regretterais que nous ne soyons pas tous d’accord sur la nécessité d’un programme. Certains voulaient laisser les choses dans le vague, surtout à Puteaux.
Ce programme doit être conçu non seulement pour la collaboration gouvernementale immédiate, mais aussi comme pouvant servir de base à un appel aux électeurs.
Je suis convaincu que personne, dans le Parti, ne souhaite que nous ayions à faire face à la dissolution.
Le mécontentement grandissant que beaucoup d’orateurs ont signalé à cette tribune nous rend cette menace plus perceptible. Là, nous devons être très prudents, n’oubliant pas de signaler l’opposition permanente des radicaux aux conditions que nous jugeons indispensables aux participations gouvernementales

efficaces.
Cela fait peur aux militants. Même dans ma fédération, il y a une minorité qui a voulu se servir de cette menace de la dissolution. Mais, voyez-vous, il est inutile que nous posions des conditions si nous ne sommes pas à l'avance, prêts à aller. Jusqu'au bout.
Il ne faut pas laisser dire que le Parti s'occupe par-dessus tout de la consultation des électeurs.
Ce qui nous sépare, c'est la question de savoir si on doit exiger le respect des conditions qui seront posées ou bien si on doit consentir, sans le dire, le maintien sans conditions.
Actuellement, nous ne défendons pas assez efficacement la République. Peut-être au fond, n'y a-t-il entre nous, qu'un malentendu.
Il y en a peut-être qui sont prêts à fermer les yeux sur l'action gouvernementale parce qu'ils croient sincèrement que le gouvernement fait tout ce qui est en son pouvoir et qu'on peut espérer que tout va s'arranger.
Je suis certain qu'ils seraient impressionnés s'ils voyaient de façon étaillée et précise la situation. Je ferai une simple énumération pour que les camarades comprennent les raisons de notre insistance.
Les trafiquants
Il a fallu tout de même en arriver à ces grèves d'une extrême gravité pour persuader les ministres radicaux qu'il fallait agir contre les trafiquants.
Le gouvernement a refusé d'agir avec autorité sur les patrons et nous savons par conséquent que cette réduction sur les textiles sera très théorique et peu efficace. Les lois sur les hausses injustifiées n'ont jamais été appliquées. Il y a cette loi importante du 4 août 1947 qui visait à réprimer la rétention des stocks. Nous nous sommes battus pendant plusieurs jours à l'assemblée pour faire aboutir cette loi qui n'a jamais reçu le moindre commencement d'exécution. Il en est de même de la loi qui devait sanctionner la propagande contre la collecte, loi qui nous a valu, au temps de Ramadier, de volontaires bagarres à l'assemblée.
On parle de la répression de le spéculation, mais la spéculation elle est libre, elle est licite sur tous les prix qui sont libres. On n'est pas encore arrive à la notion essentielle que la spéculation est illicite.
Nous refusons l'échelle mobile des salaires et l'échelle mobile des profits est manifeste et les, profits apparaissent chaque fois qu'il y a une augmentation des salaires et même chaque fois qu'il y a une augmentation des impôts. Souvent, nous nous figurons que c'est faute d'effectif que le contrôle économique manque d'efficacité. Mais ce ne sont pas les effectifs qui leur font défaut. Ils ne sont plus que le tiers de ce qu'ils étaient il y a deux ans mais on a réduit 80% dans le domaine de la taxation. Mais ils vous diront que ce qui manque, c'est le civisme des magistrats, l'autorité gouvernementale. Nous avançons vers la catastrophe. Regardez la progression des prix. Sous le gouvernement De Gaulle, l'indice des prix de détail est passé de 250 à 500 ; Gouin : 500 à 570 ; Bidault : 570 à 850 ; Blum : 850 à 830 ; Ramadier : 830 à 1230 ; Mayer : l 230 à 1 700. Actuellement, il est au dessus de 1800. Il sera probablement de 2 000 au mois de décembre et si la cadence s'accentue, il pourra être de 2 700 en septembre

prochain.
Je ne crois pas tellement qu'il faille parler de stabilisation. Il faut sortir de ce cycle infernal dont la cadence est chaque jour plus rapide.
Il n'y a pas qu'une façon d'en sortir, la baisse autoritaire, le renforcement de la tendance.
Aujourd'hui, nous recevons des leçons d'un ministre radical. C'est le professeur Nogaro qui dans une brochure qui, à mon avis, le Parti Socialiste devrait, faire éditer, dit qu'il est inutile de boucher les trous par des fiscalités s'il n'y a pas à côté action sur les prix. On pourrait remettre cela en dix pages.
C'est très bien expliqué du point de vue technique et la conclusion est qu'il n'y a qu'une solution : une nouvelle expérience Léon Blum, mieux préparée et conduite à son terme.
Les gens ne comprennent pas pourquoi on s'enfonce, pourquoi l'on n'en sort pas. Il faut absolument essayer de les éclairer en leur expliquant cela. Il faut que nous marquions dans notre résolution que c'est tout simplement faute d'avoir appliqué les solutions Socialistes.
Le gouvernement actuel est un gouvernement de coalition et seul serait vraiment efficace un gouvernement homogène ou un gouvernement comme celui que Ramadier avait préconisé. Il faut marquer que seuls l'expérience. Blum pouvait réussir. Mais il faut que ce soient des Nogaro qui mettent l'accent sur l'efficacité de l'expérience Blum et chez nous, c'est à l'arrière-plan. Il faut faire remarquer que c'est par l'expérience Blum qu'on a renforcé la tendance.
Je ne crois pas que nous avions, intérêts à faire un catalogue de mesures nombreuses. Nogaro m'a dit n'avoir tiré que cent exemplaires à ses frais. Mais je pense que c'est un instrument de travail essentiel que nous devrions mettre entre les mains de nos militants.
Ce serait, à mon avis, une dépense utile et extrêmement rentable.
J'exprime le vœu que le Comité directeur, s'inspire de la résolution du Congrès qui soulignait : que nous devions marquer qu'en toutes circonstances il existe des solutions Socialistes à côté des solutions gouvernementales ; je suis convaincu que notre propagande serait puissamment servie si chaque semaine, le Comité directeur, dans un communiqué marquait l'effort Socialiste, les résultats obtenus sur le plan de la réduction des prix, dans l'établissement de certaines taxes, du contrôle des circuits directs d'importations, lutte contre les rétentions des stocks. Par ces communiqués, le Parti Socialiste pourrait prendre à son actif toutes les réalisations obtenues dans les mois qui viennent.
Camarades, nous avons des atouts énormes. C'est par exemple que les autres partis n'ont pas voulu prendre les responsabilités de notre camarade Jules Moch au ministère de l'Intérieur, nous avons des postes lourds de responsabilité. Nous servons, en quelque sorte, de couverture sociale pour les autres formations. Ils sentent bien que si nous n'étions pas dans le gouvernement, ça ne marcherait pas.
Nous devons agir avec efficacité. Nous devons prendre des mesures fermes et les appliquer aussi fermement.
Je crains que la hausse des prix ne s'accentue très rapidement et je voudrais

insister sur ce raz-de-marée, sur lequel Augustin Laurent insistait à Puteaux, par lequel nous pourrions être coulés.
Quelle que soit la réalité politique, les conversations à l'assemblée, les problèmes restent posés, les vrais problèmes demeurent, et si on ne leur importe pas de solution, on ne peut qu'être condamné à voir arriver cette catastrophe.
Un camarade sympathisant qui votait toujours Socialiste m'a dit son étonnement de voir que le Parti Socialiste accepte la libération des prix, c'est-à-dire la libération des profits sans consentir à la libération des salaires. Il m'a dit : la prochaine fois, je ne voterai pas. J'attendrai qu'il y ait un Parti Socialiste.
Eh bien camarades, prenons garde et redonnons au Parti Socialiste son véritable visage.
(Applaudissements)

Joseph Begarra (Oran)

Ma tâche est assez délicate car la fédération d'Oran connaît non seulement le problème de l'équilibre des salaires et des prix, danger pour la République mais aussi des problèmes qui lui sont propres et qui ne sont pas moins difficiles à résoudre.
D'autre part, ma tâche sera encore compliquée parce que devant ma fédération se pose un cas un peu personnel. Je voudrais vous montrer, par un simple exemple les difficultés dans lesquelles nous militons.
Les fédérations algériennes sont les plus proches de la métropole. Avant-hier, quand nous avons quitté nos amis, nous n'avions pas encore reçu le "Bulletin intérieur" donnant le compte-rendu de la conférence de Puteaux. Le Comité directeur n'y est pour rien. Ceci est dû à l'éloignement, à la grève des marins aussi. J'ai constaté, en lisant le Populaire d'hier que le troisième numéro du "Populaire-dimanche" avait déjà paru. À Oran, nous n'avons pas encore reçu le premier numéro. Nous sommes très mal informés.
Notre camarade Rabier et moi-même, nous avons essayé de préparer notre Congrès fédéral de notre mieux. Nous avons parcouru le plus grand nombre de sections, apportant, l'un son point de vue personnel sur les événements politiques, l'autre s'efforçant de donner un compte-rendu aussi objectif que possible de ce qui fut dit à Puteaux.
Croyez bien que la fédération d'Oran ne suit pas. Rabier pas plus qu'un autre homme. Elle se détermine par elle-même et la meilleure preuve c'est, que si cette fédération approuve l'attitude de Rabier en ce qui traduit son sentiment profond, elle ne l'a pas suivi en ce qui concerne la politique générale.
Je ne m'étendrai pas longuement.
La fédération d'Oran soumet le maintien de ministres Socialistes au gouvernement à des conditions formelles tendant à rétablir le pouvoir d'achat et limitant cette participation à une durée pendant laquelle l'efficacité des mesures adoptées aurait été modifiée.
Ce qui intéresse la fédération d'Oran c'est la politique suivie par le Parti en matière d'Union française. Là, notre fédération est quelque peu émue, de voir souvent le manque d'intérêt que notre Parti porte aux problèmes d'Outremer.

Fondation Jean Jaurès

Nous avons trop souvent l'impression que seules les questions purement métropolitaines ont mises à l'avant-garde des préoccupations de notre Parti. Nous avons trop souvent l'impression que les revendications d'Outremer servent de monnaie d'échange pour maintenir, pour affermir des positions prises sur le domaine purement métropolitain et cela est assez grave.
Nous avons constaté en particulier en ce qui concerne l'Algérie que l'on a simplifiée notre position sur le statut de l'Algérie. On est même allé jusqu'à violer la décision du Congrès de Lyon qui mandatait le groupe parlementaire Socialiste, qui mandatait les ministres Socialistes pour défendre le projet que Rabier défendait au nom de la Commission de l'intérieur et je suis au regret de te rappeler, Lussy que notre camarade Ramadier a demandé à l'Assemblée Nationale de prendre en considération le projet gouvernemental et d'abandonné le projet, dont Rabier était rapporteur.

Charles Lussy - Même contre Ramadier, alors Président du Conseil, le groupe parlementaire Socialiste, d'accord avec le Comité directeur, a suivi très exactement ce que la fédération d'Algérie demandait et n'a jamais voté autrement que sur les indications de Rabier.

Joseph Beggara - Ce que je dis n'est pas valable pour le groupe parlementaire, mais valable pour Ramadier, ministre Socialiste. Vous attachez, camarades métropolitains, beaucoup d'importance à la loi électorale. Vous avez décidé que les villes de plus de 9 000 habitants élisent leurs conseillers municipaux à la proportionnelle, mais, ce qui est bon pour la métropole est également valable pour les territoires d'Outremer et en particulier pour l'Algérie. On nous a applique là-bas une loi spéciale, préconisant un scrutin majoritaire pour toutes les villes.
C'est ce qui explique en particulier le recul du Parti Socialiste dans les trois départements algériens.
Pour l'élection de l'assemblée algérienne qui présente une importance énorme pour l'avenir de l'Algérie, les fédérations algériennes demandent le scrutin proportionnel.
En nous à imposé le scrutin majoritaire et notre Parti a été éliminé à peu près de toutes les circonscriptions ; mais quand il s'est agi des élections au Conseil de la République, à ce moment-là, alors que les élus Socialistes d'Algérie demandaient à ce que nous applique la même loi en Algérie que dans la métropole parce qu'en Algérie, les élections municipales n'ont pas eu lieu dans les mêmes conditions que dans la métropole ; à ce moment-là on a appliqué la même loi, c'est-à-dire un scrutin majoritaire. Les MRP, les radicaux et les RPF obtenaient ainsi le maximum dans ce mode de scrutin majoritaire. Là-dessus est venu se greffer ce malheureux procès des malgaches.
À la conférence de Puteaux, Guy Mollet a le dessaisissement du tribunal de Tananarive. Le groupe Socialiste vote contre ; le lendemain, le groupe Communiste prend une décision analogue. Ce sont là des manœuvres tactiques que les fédérations lointaines d'Outremer ne suivent pas parce qu'elles ne

Fondation Jean Jaurès

comprennent pas toutes ces subtilités et la encore, nous avons l'impression que les intérêts du Parti de la France d'Outremer n'ont pas été complètement servis.
C'est pour cela qu'en cette matière, la fédération d'Oran a compris le geste de Rabier. Elle a compris le geste des élus qui ont démissionné du groupe parlementaire sur ce brûlant problème parce, qu'il traduisait le sentiment précis, le sentiment profond de cette fédération qui pensait qu'ici en France, au Parlement, on n'accorde pas aux problèmes d'Outremer toute l'importance que ces problèmes méritent.
Voilà pourquoi nous ne comprendrions pas que notre camarade soit l'objet de sanction. Nous pensons que le Parti Socialiste doit reprendre avec plus d'énergie, plus de fermeté, sa politique traditionnelle, sur le plan de la France d'Outremer et traduire les motions qui ont déjà été adoptées dans les Congrès et Conseils nationaux dans des actes, dans ses postes au Parlement.
En ce qui concerne le procès des malgaches, le le verdict a déjà été prononcé. Sept parlementaires malgaches ont été condamnés à mort. Nous ne pouvons plus maintenir les revendications qui ont fait l'objet des décisions du Comité directeur en date du 23 septembre et qui demandait que le tribunal de Tananarive soit dessaisi. Il est trop tard, mais il est encore temps de demander la révision du procès, de ce procès unique.
Les faits dénoncés par notre camarade André Philip dans son intervention à l'Assemblée Nationale, dans ses articles du Populaire, à savoir que des tortures ont été exercées sur les accusés et sur les témoins par le sieur Baron, directeur de la Sûreté de Madagascar, à savoir que l'accusation n'est pas fondée sur des preuves certaines, tous ces faits demeurent et par conséquent, le verdict doit être infirmé et notre Parti doit s'employer à fond pour obtenir sa révision.
J'ai eu le plaisir de constater que c'était dans la conclusion de notre camarade Marceau Pivert parlant au nom de la fédération de la Seine et je fais cette même constatation pour la motion présentée par la fédération du Nord. Je pense que le Conseil national d'aujourd'hui et de demain la fera sienne et alors que notre camarade Rabier, comme nos camarades Lamine Gueye et Sylvandre, ainsi qu'ils l'ont fait connaître dans une lettre adressée au Comité directeur, retrouveront leur place dans le groupe parlementaire Socialiste.
Camarades, si vous connaissez des difficultés dans votre propagande, dites-vous bien que nous, militants des fédérations d'Outremer, nous luttons dans des circonstances beaucoup plus difficiles que celles que vous connaissez. Je fais appel aux démarches des propagandistes qui sont venus en Algérie, par exemple, Pineau et Laurent, ces militants, savent que nous avons à résoudre des problèmes humains, des problèmes sociaux autrement compliqués que ceux de la métropole. Eh bien camarades, nous vous demandons de nous comprendre, nous vous demandons de nous aider, nous vous demandons de nous donner des armes pour faire triompher et pour propager le Socialisme dans toute la France d'Outremer.
(Applaudissements)

Gaston Defferre

À cette heure tardive, mes explications ne dépasseront pas 5 à 6 minutes.

Je viens ici au nom de la majorité de la fédération des Bouches-du-Rhône, qui, lors de son Congrès a refusé d'admettre l'idée d'un Congrès national extraordinaire.

Ma fédération est pour le maintien des ministres sous certaines conditions et surtout à condition non seulement que des mesures soient décidées, mais qu'elles soient exécutées et que les garanties soient prises pour leur exécution.

Je crois que notre ami Ramadier a eu raison, et après-midi, que le Parti était sorti grandi des épreuves que nous venons de traverser. Mais je crois qu'il ne suffit pas de mâter les agents du Kominform pour résoudre les véritables problèmes qui nous sont posés.

Il est évident qu'à l'heure actuelle, les entreprises Communistes sont facilitées par une injustice sociale qu'il est difficile de nier. Il est évident que la politique de blocage des prix et des salaires a constitué depuis quelque temps à bloquer les salaires sans bloquer véritablement les prix. Il est évident aussi qu'il existe dans le pays, dans les masses laborieuses un mécontentement. Ce n'est pas un fait nouveau. Mais ce qui est un fait nouveau, c'est qu'on est maintenant arrivé à un point tel de mécontentement, que nous avons le sentiment qu'il n'est plus possible d'accepter que ça continue si nous voulons éviter de plus graves dangers contre la République et la démocratie.

Alors, camarades, que faut-il faire ? Je ne, veux pas m'étendre sur les mesures qu'il faudrait prendre pour amener la baisse des prix. Je crois qu'il faut que nous solutionnions aujourd'hui la question de savoir si véritablement nous voulons faire quelque chose et surtout si véritablement nous pensons que dans les circonstances actuelles, nous sommes capables de faire accepter par nos alliés au gouvernement, que quelque chose soit fait.

Quel procédé employer pour cela ? Comment faire penser aux militants que quelque chose a changé.

Ce matin, perlant avec Guy Mollet, je lui disais que les militants, à l'heure actuelle, sont dans certains cas découragés parce qu'ils ont l'impression que quelles que soient les décisions prises, elles ne sont pas exécutées et que dans les mois qui viennent de s'écouler, on aurait pu faire plus, on aurait pu faire mieux pour lutter contre la hausse des prix. Qu'allons-nous faire maintenant pour lutter à la fois efficacement et pour donner aux militants les garanties auxquelles ils ont droit.

La fédération des Bouches-du-Rhône propose une solution, qui donne je crois assez de garantie et qui permettrait d'armer nos camarades ministres pour la lutte qu'ils auront à mener vis à vis de nos alliés au gouvernement, pour obtenir que les décisions que nous aurons prises soient respectées.

La fédération des Bouches-du-Rhône décide que demain, dans ce Conseil national nous prenions des décisions qui s'imposent et que nous décidions en même temps que dans un délai très rapproché - la fédération des Bouches-du-Rhône propose avant le fin de l'année - qu'un nouveau Conseil national se réunisse pour vérifier si les décisions qui ont été prises aujourd'hui ont été

exécutées, si les engagements qui ont été pris, aussi bien par les parlementaires - et y appartiens au groupe parlementaire - que par les ministres ont été maintenus, de façon à ce que les militants aient la sensation non seulement de participer à la décision mais d'avoir un droit de regard sur ce qui a été décidé pour savoir si oui ou non les décisions ont été exécutées conformément aux engagements pris.
Il est une question dont on n'a pas parlé beaucoup, c'est de notre attitude par rapport au, Parti Communiste après la décision de la Commission de la défense nationale.
Je crois que c'est Philip qui disait ici, à propos des nationalisations qu'il n'était pas possible de continuer avec eux et qu'il allait les exclure de toutes sortes d'activités professionnelles. Mais il ne s'agit pas d'activités professionnelles. Il s'agit d'un point de vue politique.
Si nous suivons la Commission de la défense nationale, si nous suivons nos camarades Socialistes de la Commission de la défense nntionle qui ont voté avec tous les autres contre les Communistes, c'est dire que nous excluons les communistes de la vie parlementaire. Nous considérons que les Communistes sont des parlementaires comme les autres et que c'est en tenant compte de cela que nous devons nous décider.
Je voudrais poser une question à Jules Moch. Cette position a été prise en fonction de deux éléments. On a d'abord tenu compte d'une déclaration faite par le Parti Communiste, "le peuple de France ne fera jamais la guerre à l'union soviétique" et on a tenu compte des déclarations faites par Jules Moch à Puteaux sur les relations étroites entre le Parti Communiste de France - je n'ose pas dire français - et l'Union soviétique dont il avait la preuve.
Jules Moch a-t-il vraiment ces preuves ?
C'est la question qui nous a été souvent posée à ceux d'entre nous qui ont fait des réunions ces temps derniers.
Si Jules Moch n'avait pas agi en fonction des documents qu'il pouvait détenir, si demain Pollin l'interpellait disait à Jules Moch qu'il a apporté à la tribune d'un Conseil national des affirmations graves, (se tournant vers Jules Moch)... Pouvez-vous apporte des preuves ?

Jules Moch

Je voudrais dire que si je me suis abstenu de prendre la parole aujourd'hui, c'est parce que nous ne manquions pas d'orateurs c'est ensuite parce que je crois qu'il eut été maladroit de parler, deux fois dans une Assemblée de Parti et la deuxième c'est qu'à 48 heures d'une séance à l'Assemblée, ce n'était pas davantage adroit.
Il y a une interpellation de Monsieur Louis Rollin et de Monsieur Legendre et trois de parlementaires Communistes.
Je pense que le gouvernement acceptera leur discussion immédiate dès mardi et j'ai l'intention de dire à la tribune de l'assemblée, mardi, ce que j'ai dit à Puteaux et même quelque chose en plus.
À la question précise que vous me posez, je ne puis pas répondre avec la même

précision. Les preuves en ces matières-là, résultent de recoupement, résultent des renseignements qui parviennent de France et de l'étranger. Ce ne sont pas - et je m'adresse à l'avocat que vous êtes - des preuves juridiques. Je n'ai pas vu le document Jdanoff mais je sais qu'il existe parce que j'ai des rapports identiques sur son départ de Belgrade et à son arrivée en France, mais ces rapports ne peuvent pas être fournis devant un tribunal. Ce sont des opérations politiques et non pas juridiques que je ferai mardi à l'assemblée, opérations politiques qui vont être considérables car je tâcherai de montrer notamment que les 250 millions de francs que la classe ouvrière tchèque a envoyé aux mineurs français sont purement et simplement le camouflage d'un certain nombre de virements clandestins qui ont été faits par des diplomates sous couvert de la valise diplomatique et la meilleure preuve que j'en puis donner c'est que j'ai obtenu des affaires étrangères françaises que l'on demande le rappel de ces diplomates sous peine d'expulsion par mes services et que ces diplomates ont quitté la France avant que fut écoulé le délai que nous leur avions donné.
Je demande que les journalistes n'en parlent pas d'ici là. Le renvoi de France du Premier Ministre roumain, ex-collaborateur des Allemands, le fait que l'Humanité n'en a jamais parlé et que le gouvernement roumain, sentant que cet homme était "brûlé" l'a rappelé trois jours avant l'expiration de la date que nous avions fixée pour l'expulsion. C'est une preuve politique..
Ceci dit, je crois que nous devons mener la lutte sur un front très précis. Nous ne devons pas nous laisser entraîner dans une croisade d'anti-Communisme pour l'anti-Communisme et c'est un peu ce qu'a fait la Commission de la défense nationale. Je comprends très bien sa réaction, mais il faut voir plus loin. Si l'on s'engage dans cette voie, il faut aller à l'exclusion du Parti Communiste de l'assemblée, ce qui revient à dire, à la dissolution du Parti Communiste. Je crois que c'est une mauvaise méthode. Je crois que dans l'intérêt de notre Parti, le Parti Communiste, totalement clandestin serait encore plus dangereux que le Parti Communiste actuel.
(Applaudissements)
L'effort que nous devons faire, c'est de poursuivre le Communisme dans le cadre des lois démocratiques toutes les fois qu'un Communiste commet un délit ou un crime et le poursuivre non pas parce que c'est un Communiste mais parce qu'il a commis ce crime ou ce délit.
(Applaudissements)
C'est en tout cas, avec quelques arguments, le sens de l'intervention que je prépare actuellement et qui sera longue - je crains ne pas pouvoir l'épuiser en une après-midi de l'assemblée - car je veux donner vraiment aux militants, un certain nombre d'arguments pour poursuivre le combat de ce côté-là.
(Vifs applaudissements)

Gaston Defferre

Je vais terminer. Je ne regrette pas d'avoir sollicité l'intervention de Jules Moch car même si nous ne faisons pas état des choses à caractère confidentiel qu'il nous a dites, je suis très heureux qu'au poste où il est placé, étant donne le dur

combat qu'il avait à mener - lui-même vienne nous dire aujourd'hui qu'il considère que ce serait une erreur politique et c'était par là que je voulais conclure, de s'engager dans la voie de l'exclusion des parlementaires Communistes et de la dissolution du Parti Communiste à l'heure actuelle.
Je pense qu'une pareille condamnation ne doit pas être le fait d'un tribunal mais le fait de l'opinion publique.
(Applaudissemenst)
Le jour où l'opinion publique aura été peu à peu éclairée, aura été sensiblement "mûrie" c'est le, jour où le Parti Communiste aura été condamné par des millions d'hommes, c'est le jour où la situation aura suffisamment évoluée, c'est alors que, si c'est nécessaire, cette condamnation pourra intervenir et que l'hypothèque qui pèse à l'heure actuelle sur la vie politique française pourra être levée.
Nous avons vu des troubles l'an dernier et je peux malheureusement vous en parler puisque c'est à Marseille qu'ils ont été les plus, graves le 12 novembre 1947. À ce moment-là, Jules Moch a dit : j'ai interdit aux CRS de tirer, même au prix de leur vie.
Je dois dire qu'ayant un peu vu ce qui se passait à Marseille, je me demandais à ce moment-là si Jules Moch avait raison d'agir ainsi. La situation a évolué.
Et je dois dire que je me permets de féliciter le gouvernement qui a su choisir le moment psychologique pour dire qu'il autorisait les CRS à se servir de leurs armes. Si le gouvernement avait donné cette autorisation la première fois, par la suite, opinion n'aurait pas compris parce qu'à ce moment-là, la situation n'avait pas assez évolué.
L'expérience qui a été faite à l'occasion de l'autorisation donnée aux forces de police de tirer, nous prouve que dans cette matière, ce qui compte, c'est la compréhension de l'opinion publique.
Je crois qu'il était bon que cette question soit traitée dans ce Conseil national, que nous y réfléchissions les uns et les autres. Il sera nécessaire que nous, donnions un mandat explicite pour que les députés sentent bien que c'est un des problèmes les plus graves que nous avons à résoudre.
(Applaudissements)

Li-Vinh-Khuon

Camarades, je n'encombrerais pas longtemps la tribune. Je ne dirai que quelques mots et je remettrai la résolution à la Commission des résolutions.
Je tiens tout d'abord à remercier le camarade Depreux qui a parlé cet après-midi de la guerre d'Indochine. Il a vu ce problème douloureux sous son véritable aspect et en quelques mots il a résumé toute notre pensée.
Camarades, la fédération de Cochinchine, dans la réunion du 3 novembre 1938, a adopté la motion suivante.
(Ci-joint la motion)
Sur le plan de l'Union française, je me permets de rappeler au Conseil national que la guerre continue au Viêt-Nam et qu'elle risque de compromettre toute l'Union française déjà mal assise.

Oui, la guerre continue au Viêt-Nam et c'est une véritable guerre de reconquête. Depuis trois ans les gouvernements français qui se sont succédés à une cadence accélérée n'ont cessé d'envoyer au Viêt-Nam des troupes fraîches et des armements provenant d'Amérique. Et quels sont les résultats obtenus ? Les troupes françaises n'arrivent à contrôler, et non sans difficultés, que quelques grandes villes. Toutes les autres régions restent sous le contrôle du gouvernement Ho Chi Mînh. D'autre part, d'un observateur étranger.

Motion de la fédération du sud Viêt-Nam

En vue du Conseil national du 14 novembre 1948.

La fédération Socialiste SFIO du sud Viêt-Nam qui s'est réunie le 3 novembre 1948, à Saïgon, après avoir pris connaissance des informations donnée et des positions prises à la conférence de Puteaux des 13 et 14 octobre 1948 ;

1°/ Sur le plan national : tenant compte de la volonté démocratique déployée au cours des derniers mois par nos camarades ministres contre une action tendant à détruire le patrimoine commun des travailleurs, contre les trafiquants, spoliateurs de la classe ouvrière et contre le néofasciste, est d'avis de maintenir la présence Socialiste au sein des gouvernements républicains, restant entendu que notre participation est et sers, toujours subordonnée par l'acceptation des partis bourgeois d'un programme Socialiste minimum de défense et d'amélioration, du sort du prolétariat.

Elle demande au Comité directeur, au groupe parlementaire et aux ministres Socialistes devant les dangers qui menacent la République et la démocratie, de poursuivre avec une énergie extrême, dans le cadre de la cinquième force, une politique, faisant barrage tant aux agissements du Kominform qu'aux ambitions du gaullisme RPF, et tendant à l'écrasement du marché noir et de la spéculation.

2°/ Sur le plan international : Considérant la politique d'asservissement poursuivie tant par le bloc capitaliste américain que par l'impérialisme soviétique, demande instamment le renforcement des liens qui unissent les Partis Socialistes dans le cadre de la seconde Internationale afin de solidement constituer une véritable troisième force mondiale, seule capable de sauvegarder la paix et de permettre aux prolétaires de tous les pays de maintenir leurs droits acquis et de poursuivre leur marche en avant.

3°/ Sur le plan Union française : Compte tenu de la position des éléments réactionnaires colonialistes qui souhaiteraient par une révision constitutionnelle porter dangereusement atteinte aux droits octroyés aux populations d'Outremer au lendemain de la victoire des peuples libres, tenant compte que le Parti Socialiste et ses hommes ont fait naître au sein de ces populations ;

Réclame avec force que l'Union française "ne soit pas un changement d'étiquettes" mais une construction originale, hardie et durable qu'il convient de mettre en chantier sans plus rien attendre. Ce sera la gloire de notre Parti que d'être à la fois l'architecte et l'ouvrier de cet édifice.

En ce qui concerne plus spécialement le Viêt-Nam, la fédération du sud Viêt-Nam se rallie à la position prise par le dernier Congrès national et demande, avec une angoisse qu'elle ne dissimule pas que les principes posés par le Congrès, seuls capables de ramener la paix dans cette partie de l'Asie, se

traduisent sans aucun délai, ni atermoiements par des réalisations positives et concrètes.
Si elle demande toujours que des négociations soient ouvertes avec toutes les familles spirituelles et politiques du Viêt-Nam, sauf aucune exclusive, la fédération du sud Viêt-Nam, elle, n'a pas attendu pour tenter d'obtenir un arrêt des hostilités sanglantes.
Approuvée en ce sens par le Parti tout entier pour une médiation entre les combattants, elle s'efforce de réaliser un contact immédiat avec les représentants autorisés de la résistance vietnamiennes qu'on ne peut taxer de partialité a estimé que ces régions représentent 90% de la superficie totale du Viêt-Nam. D'autre part, d'après les sources dignes de foi, plus de 30 000 jeunes français et un nombre beaucoup plus grands de jeunes vietnamiens sont tombés, sans parler des milliards et des milliards de francs qui ont été dépensés et qui constituent une véritable saignée pour le budget de la France. Or ces folles dépenses sont faites au moment où l'ouvrier français mène une vie difficile, au moment où tout le peuple de France est appelé à consentir de lourds sacrifices pour le relèvement du pays, au moment où le gouvernement français ne cesse d'être en difficulté avec ses finances. Oui, camarades, cette guerre d'Indochine coûte trop cher à la France, au peuple français tant en vies humaines qu'en argent.
Mais au juste que veut le peuple vietnamien et pourquoi cette guerre fratricide ? Le peuple vietnamien lutte pour sauvegarder son indépendance et son unité qu'il a reconquises à la suite des défaillances des représentants vichyssois en 1945 devant les japonais.
Le peuple vietnamien ne demande qu'à vivre en paix avec le peuple français pour lequel il tarde encore son amitié.
Le peuple vietnamien ne demande rien moins au gouvernement français que le respect des signatures données et les engagements pris le 6 mars et le 14 septembre 1946, envers le gouvernement de la République démocratique du Viêt-Nam ?
Ces aspirations, de liberté et d'indépendance que d'aucuns ont qualifiées de légitimes n'ont rien d'excessif si on les considère avec un esprit vraiment démocratique et si on veut reconnaître le réveil national des peuples colonisés après la deuxième guerre mondiale.
Et pourquoi cette guerre dure encore. C'est simplement parce que le gouvernement ne veut pas envisager le problème vietnamien sous son véritable aspect. C'est simplement parce que les influences colonialistes restent encore fortes dans certains milieux politiques. C'est aussi parce que la situation intérieure de la France n'a pas permis à notre Parti et surtout à nos parlementaires et ministres de prendre une attitude ferme vis-à-vis de ce problème.
Et c'est à cause de la perplexité, de l'incohérence, de la part du gouvernement français que des manœuvres politiques ont pu se trouver au Viêt-Nam afin de diviser le peuple vietnamien et semer la discorde, pour provoquer enfin la guerre civile.
On en est maintenant à la solution Xuan / Bao-Daï, et depuis plus de quatre mois

qu'un accord a été signé en baie d'Along entre Monsieur Bollaert et le général français Xuan assisté de l'empereur Bao-Daï, la situation au Viêt-Nam n'a pas changé et le problème reste tout entier.
La situation au Viêt-Nam n'a pas changé. Le problème vietnamien reste tout entier mais non insoluble du moment que le gouvernement HCM ne refuse pas de reprendre contact avec le gouvernement français.
Dernièrement son délégué à Paris a fait une déclaration à la presse. Notre "Populaire" l'a justement interprété comme des offres de paix de la part de HCM et a bien fait de demander au gouvernement français de les prendre en considération.
Personnellement je n'ai jamais cessé de préconiser une entente avec le gouvernement Ho Chi Minh, seul moyen pour arrêter ce conflit qui nous a assez ruinés et divisés car la logique la plus élémentaire voudrait, faute de n'avoir pu l'écraser, qu'on traite avec l'adversaire contre qui on se bat. D'autre part, jusqu'ici, les événements ont nettement démontré que toute tentative des négociations en dehors du gouvernement Ho Chi Minh est vouée à un échec certain par le fait qu'il exclue de la discussion l'interlocuteur principal.
Je profite également de cette occasion pour rendre un juste hommage aux camarades qui n'ont cessé de combattre pour montrer au peuple et au gouvernement français le vrai chemin à suivre afin d'arriver à une collaboration franche, loyale, fraternelle entre nos deux peuples.
J'approuve entièrement Guy Mollet quand il écrivait dans le Populaire du 29 septembre 1947 :
"En Indochine la politique des gouvernements sans base populaire, l'absence de réelles négociations pour arrêter les hostilités avec des gouvernements représentatifs comme celui de Ho Chi Minh témoignent qu'on s'éloigne sérieusement des principes affirmés et confirmés par nos assises souveraines."
Les événements de Chine sont lourds de conséquence. Guy Mollet l'a bien dit ce matin.
Notre Parti a pris l'initiative d'un rapprochement avec le gouvernement Ho Chi Minh par l'intermédiaire d'un de nos camarades de Saigon.
Il faut que cette mission réussisse car il y va non seulement du prestige de la SFIO au Viêt-Nam et en France, non seulement des intérêts des deux peuples français et vietnamien, agis il y va aussi de l'avenir du Socialisme au Viêt-Nam et en Asie, il y va aussi de l'Union française toute entière et de la paix mondiale.
C'est un cri d'alarme que je jette au Conseil national.
(Applaudissements)

Larroque

Je n'ai que quelques mots à dire. Je veux intervenir pour les événements qui viennent de se produire. Je veux, pendant que notre camarade Moch est encore la spécifier qu'il faut mentionner dans la résolution finale l'attitude à prendre dans les entreprises nationalisées.
Il y a des gens qui n'ont pas fait leur devoir. Il y a souvent le directeur, le Président du Conseil d'administration. Nous nous rendons parfaitement compte

que nous assistons à certaines manœuvres.
Nous voyons des manœuvres qui ne sont pas payés et à côté de cela, les directeurs, les Présidents des Conseils d'administration touchent des salaires énormes. Ces gens-là ne font pas leur devoir. On a permis de cette façon aux Communistes de prendre tous les postes clé et nous en sommes arrivés aux bagarres que nous avons vues.
Étant membre du Conseil d'administration, j'ai demandé que l'on porte plainte contre les fauteurs, que l'on fasse un état des dépenses que coûte cette grève aux bassins miniers, que l'on nous dise ce qu'on coûte les sabotages qu'ont fait les Communistes et j'ai demandé aussi que l'on nous dise ce que, coûtent aux mines tous les étrangers qui sont dans les bassins miniers.
On a volé des camions, du ravitaillement, de l'essence, des voitures, on a même, fait des chèques sans provision.
Des plaintes ont été portées. Il faut que cela finisse. Il y à autre chose et je regrette d'être obligé de le dire. Nous sommes larges, nous les français, nous sommes hospitaliers, cela d'accord, mais que cet esprit hospitalier aille jusqu'à nous faire passer pour des "c..." envers l'étranger qui commande chez nous, cela, non. Nous ne pouvons pas le permettre. Nous devons dire à nos camarades étrangers, nous vous accueillons fraternellement, mais quant aux différences qu'il y a entre les français, ce n'est pas à vous à les départager et vous n'avez qu'à travailler, manger, boire et vous taire.

Jules Moch - Je confirme qu'il y a eu dans les bassins miniers une série d'actes de sabotage contre les biens des houillères nationales dont certains extrêmement graves et qu'il y a eu plus de quatre cents attentats contre les personnes ou contre les demeures des mineurs qui voulaient travailler.
Actuellement, nous arrêtons un grand nombre de saboteurs. La nuit dernière, une douzaine d'hommes ont été arrêtés. Ils étaient porteurs de grenades OF avec l'intention de les lancer dans les maisons des mineurs qui travaillent. C'est en effet un véritable régime de terreur qu'il a fallu faire régner dans les mines mais vous reconnaîtrez je pense que nous avons pris les mesures et envoyé les forces nécessaires.

Larroque - D'accord, d'accord !

Jules Moch

Contre ces saboteurs, nous devons être, impitoyables, et chaque fois qu'on en pince un, on lui demande qui lui a donné l'ordre de faire ce qu'il a fait et chaque fois qu'il répond que c'était un délégué mineur, soit un délégué de base ou un secrétaire de syndicat, on lance un mandat de dépôt centre l'homme en question peur l'englober dans la responsabilité.
C'est ainsi que nous montrerons qu'il s'agit de consignes générales du Parti Communiste.
Nous avons eu aujourd'hui un commissaire de police, deux inspecteurs et un chauffeur en voiture qui ont été kidnappés dans le Puy-de-Dôme et qui sont

Coll. Fondation Jean Jaurès

actuellement prisonniers au fond d'une mine. C'est vous dire qu'il y a un mordant qui correspond à un mot d'ordre du Kominform.
En ce qui concerne les étrangers, hélas, ne nous laissons pas aller à la xénophobie. J'ai dit et répété dans des déclarations auxquelles j'ai essayé de faire donner de la publicité, que toutes les fois qu'un étranger se mêlerait de notre vie intérieure, participerait à des troubles, il serait expulsé. Je crois qu'il ne fait pas aller plus loin. En particulier j'ai reçu de nombreuses lettres me demandant de prendre l'initiative de faire dénaturaliser des hommes qui ont été peut-être à tort, naturalisés il y a quelques années. Vichy avait fait cela. Nous ne devons pas le faire. Il y a un problème douloureux. Autant je suis prêt à renvoyer dans leur pays des tchèques, des polonais, des roumains ou des italiens, autant je me refuse d'expulser des espagnols, vers Franco même quand ils suivent la propagande Communiste.
(Applaudissements)
On recherche actuellement une solution pour les espagnols. On peut les éloigner des bassins miniers sous surveillance. Mais un ministre Socialiste ne peut pas prendre la responsabilité des espagnols dans leur pays d'origine. Ce sont surtout les espagnols qui sont fauteurs de ces troubles dans mon département et ce sont les espagnols qui ont mené l'affaire abominable du Gard où une demie compagnie de CRS qui avait soixante quinze hommes engagés là-dedans, a été attaquée 24 heures après, avec une telle sauvagerie que, respectant jusqu'au bout l'ordre de ne pas tirer, 56 ont été conduits à l'hôpital et tous ont été volés de leurs stylos, de leurs blousons, de leurs montres par des gens qui n'étaient autre que des criminels espagnols. Ceux-là sont en prison. Ils seront jugés et une fois jugés, nous ne les expulserons pas vers Franco.
(Applaudissements)

Larroque - Mais voyez-vous, ils ont le droit de vote et nous ne serons plus les maîtres. Il faut empêcher ceci. Qu'ils désignent des délégués, pour eux, comme ils voudront mais qu'ils ne viennent pas pour commander. Et l'expérience prouve que nous avons raison. Nous vous faisons confiance. Je vous demande de prendre ces décisions en considération. Les mineurs attendent avec impatience. Ils en sont arrivés à désirer que la troupe vienne pour les délivrer. Voilà quel est actuellement l'esprit des ouvriers mineurs. Si nous avons demandé que les étrangers votent, nous nous sommes trompés, nous vous demandons, camarade Moch de faire la justice pour qu'enfin nous puissions nous-mêmes commander dans les mines. Mettez-nous des chefs capables, justes et honnêtes.
(Applaudissements)

Le président donne lecture de la liste des membres composant la Commission des résolutions et la séance est levée. Il est 1 heure du matin.

PARTI SOCIALISTE – SFIO
Conseil national des 13 et 14 novembre 1948

Fondation Jean Jaurès

Séance du dimanche 14 novembre 1948 (Matin)

Président : Joseph Begarra (Oran)
Assesseurs : Albert Lamarque (Var)

Victor Provo

Mes chers camarades, je n'ai que peu de chose à ajouter au rapport, assez complet, qui vous a été envoyé, et qui a servi de base à vos discussions dans les fédérations. La situation financière du Parti appelle de la part du Congrès, une attention particulière. D'une manière générale, les questions financières dans les Congrès, passent très rapidement en fin de session, ne suscitent presque jamais d'interventions, et de retour dans leurs fédérations, nos camarades sont surpris par les incidences des décisions qu'ils ont prises. Il faudrait que nous puissions consacrer, dans nos Congrès, un peu plus de temps aux questions financières.

Il est évident qu'un parti comme le nôtre est toujours très fortement gêné, et que s'il ne prend pas des mesures en temps utile, il risque de se trouver très rapidement dans une situation extrêmement difficile.

L'an dernier, à peu près à la même époque, nous avions décidé, dans un Conseil national qui avait également pouvoir de Congrès, après de longues discussions à la Commission chargée d'établir un projet, nous avons décidé d'imposer aux fédération deux timbres semestriels de trente francs soit soixante francs dans l'année, et le Conseil national a accepté.

Nous avons donc fait imprimer des timbres, nous les avons adressés aux fédérations et basé notre budget de 1948 sur la rentrée normale des timbres.

Or, à ce jour, alors que noms attendions de cette cotisation 13 800 000 francs, nous avons reçu des fédérations 750 000 francs. Il y a des fédérations qui ont payé intégralement les charges qui découlaient de ces décisions : je pense au Cher, à la Corrèze, à la Charente, à la Mayenne. Je suis bien obligé de constater que toutes les autres fédérations n'ont donné ou que des acomptes ou rien du tout. Vingt fédérations ont commencé à acquitter leur dette, deux l'ont complètement liquidée. Avouez que c'est complètement insuffisant et que les deux chiffres 13 800 000 et 760 000 marquent tout ce que le Parti montre de carence au point de vue financier dans le courant de cette année. Dans ces conditions, nous sommes très gênés ; de nombreuses factures sont impayées ; le bureau du Parti, la trésorerie du Parti reçoivent constamment, la visite des fournisseurs, et nous sommes obligés de les renvoyer.

Nous avons des dettes assez importantes à la Sécurité sociale et au Fisc ; un jour on exigera des paiements massifs que nous ne pourrons pas effectuer, et nous aurons à payer des sommes spéciales d'imposition ; vous sentez la gravité de cette situation : au 31 décembre, nous aurons à peu près 9 millions de factures impayées : 3 millions pour l'année dernière, 6 millions pour cette année.

Il faut de toute urgence que le Parti comprenne que cette situation ne peut durer. Si les Fédérations avaient payé, nous n'aurions pas de dettes ; nous aurions même pu liquider le passif de la Moisson, de la Vie heureuse, des éditions de la

Liberté, organismes créés par le Parti, qui nous ont laissé des dettes assez importantes.
J'ajoute que nous avons proposé l'an dernier, avec ces timbres, une espèce de cotisation sociale ; je le souligne parce que c'est vrai. Nos parlementaires, actuellement, prélèvent sur leur traitement 84 000 francs par an soit 7 000 par mois. C'est une charge très lourde qu'ils consentent, parce que le Parti a besoin d'argent. Pourquoi, dans nos sections, nos fédérations, serions-nous incapables quand nous avons des docteurs, des avocats, des commerçants, des hauts fonctionnaires, des camarades qui gagnent pas mal d'argent, et qui n'ont pas les charges d'un député (double logement pour les parlementaires de province) pourquoi n'obtiendrions-nous pas une cotisation spéciale qui donne au Parti une aide appréciable ? Le double timbre permettait de faire cela, et d'essayer de gagner des sympathisants, leur faire comprendre leur devoir vis à vis du Parti qu'ils soutiennent au cours de leurs conversations. C'était possible, personne ne l'a fait. Pourtant, il faut que nous sortions de cette situation.
Nous nous sommes demandé si c'était parce que ce timbre n'entrait pas dans le calcul des mandats, que les fédérations n'avaient pas le souci de le placer.
Nous nous sommes demandé cela, car nous pensons que si ces timbres avaient compté dans le calcul des mandats, il est vraisemblable qu'on aurait mis un peu plus de diligence à les placer. C'est une pure supposition.
Le Comité directeur a été d'avis de demander au Parti des pouvoirs de Congrès pour ce Conseil National, pour ne pas attendre le mois de juin de l'année prochaine pour augmenter les cotisations. Je pense que vous avez bien fait de prendre cette décision, pour discuter les propositions du trésorier national.
Nous pensons qu'il est nécessaire de majorer le prix du timbre, d'incorporer dans le prix du timbre, les sommes dont nous avons absolument besoin. Car si le Parti, ainsi que lui en avait fait une obligation une Commission spéciale, a pris un certain nombre de dispositions pour réduire son train de vie, il n'en est pas moins vrai que les dettes de l'année dernière pèseront sur la situation de l'année prochaine. Les charges d'administration ont augmenté ; les effectifs du personnel ont été ramenés de 106 à 40. Quelques-uns de nos camarades se sont félicités de cette situation. Nous pouvons dire qu'il y a eu là un gros effort de la part du Comité directeur. Mais le Parti supprime la propagande, réduit les envois aux sections, réduit les interventions demandées par nos camarades ne peut plus agir comme il le faisait auparavant par l'apposition de nombreuses affiches, restreint le train de vie dans tous les domaines, y compris en politique extérieure. C'est une politique qui diminue l'autorité du Parti.
Nous sommes contraints de le faire à cause de la situation financière ; mais ne nous réjouissons pas trop de la situation qui nous est faite de cette manière. C'est pourquoi j'ai été chargé de vous proposer le maintien de la carte permanente à 50 francs, de la feuille à 20 francs, dm timbre mensuel à 16 francs. C'est une augmentation de 100% comparativement à l'an dernier. Nous pourrions ainsi récupérer pour les finances du Parti les sommes qui lui sont indispensables pour assurer sa vie ; nous ne pouvons pas demander moins. Il faut que les camarades le comprennent, sinon le Parti ne pourrait plus assurer ce

qui lui est normalement demandé par les fédérations. Je suis sûr que vous accomplirez cet effort, que vous nous donnerez les moyens de continuer à administrer le Parti. Il est évident ne l'augmentation de la cotisation aura des incidences dans les fédérations et les sections. Je me permets de dire au Congrès que les trésoriers fédéraux pourraient se réunir et examiner ensemble les moyens de faire rentrer de l'argent. Plus la cotisation est élevée, plus il est nécessaire d'être près de ses adhérents ; nous perdons des adhérents, dans des sections, parce qu'il n'y a pas de percepteur de cotisations.
Voilà une proposition que je suis appelé à vous faire : majoration de la feuille de cotisation 10 à 20 francs, et du timbre mensuel de 8 à 16 francs. Je vous demande d'y réfléchir et d'adopter ces chiffres. C'est indispensable.
Pendant que je sais à cette tribune, laissez-moi vous dire que le secrétaire d'une union cherche les fonds nécessaires pour payer son maitre personnel, il n'a même plus une dactylo, les factures restent impayées en ce qui concerne le dernier numéro. Cette situation ne peut durer. Jamais nous n'avons eu un nombre de maires aussi élevé, à travers le pays. Nous étions en droit de compter, à la fédération des élus, que les fédérations agiraient en vue de faire rentrer dans la caisse du Parti les cotisations qu'elles doivent. À part quelques fédérations et quelques maires, il ne rentre pas d'argent dans la caisse de la fédération des élus. La fédération des élus "tire la langue" parce que les camarades, dans les mairies, ne paient pas, parce que les élus, sur le plan général, ne font pas leur devoir. C'est mon cri d'alarme : vous verrez disparaître votre fédération des élus si vous ne parvenez pas à liquider les cotisations en retard et à agir de telle sorte que les maires et adjoints des grandes cités comprennent leur devoir.
(Applaudissements)

Théodore Staub

Camarades, bien que les questions de trésorerie ne soient pas passionnantes, nous avons eu une longue discussion sur la proposition de notre camarade Provo.
En ce qui concerne la proposition d'augmentation de matériel, nous avons pensé qu'il fallait accepter : on ne peut rien faire si on ne paye pas. J'apporte l'accord de la fédération sur le nouveau prix de la carte et da timbre. Je me demande même si ces sommes sont suffisantes, car si j'ai bien compris, c'est sur un chiffre de 200 000 adhérents que compte Provo pour boucler son budget. J'ai peur que ce chiffre soit purement théorique : cette année, les cartes ne sont pas aussi nombreuses que l'an dernier, dans ma fédération, et je crains que ce soit général. J'ai l'impression que ces propositions sont trop modestes. La cotisation supplémentaire, noms sommes prêts à la consentir. À propos des deux timbres exceptionnels, je veux poser une question : ils deviendraient facultatifs pour l'année prochaine ; j'estime que c'est nécessaire. Je me rappelle avoir été le seul à dire que les camarades des sections sont en général hostiles à cette différence de cotisation, et ce sont ceux qui bénéficieraient de cette cotisation différentielle qui y sont le plus opposés, pour des raisons psychologiques : ils auraient l'impression d'être des Socialistes diminués du fait qu'ils n'auraient pas autant

Fondation Jean Jaurès

de timbres sur leur carte, que les camarades qui paieraient davantage.
Ces timbres supprimés pour l'année prochaine, c'est très bien. Mais il reste la question des timbres 1948 : ils constituent une dette vis à vis du Parti ; je ne vous le dis pas parce que ma fédération a payé, mais parce que je le pense.
71 500 francs, cela fait plus de 2 000 timbres, c'est à dire 2 timbres pour plus de 1 000 adhérents ; c'est le nombre de timbres que nous avons placés. Même si nous avons acheté des timbres mensuels, cela représenterait, à 8 francs pas loin de 900 adhérents de plus, cela ferait 20 mandats de plus.
Je pose la question : ne pourrait-on pas, pour 1948 décider que ce double timbre entrera en ligne pour le décompte des mandats ? Cela inciterait peut-être les fédérations à payer leur dette au Parti.
Je sais que ce ne sera pas l'avis des camarades qui n'ont pas payé ; il ne faut pas que ce soient toujours les mêmes qui paient et ensuite qu'ils soient les cornichons parce qu'ils ont perdu les mandats. Je pense qu'on pourrait au lieu du double timbre pour 1949, et pour permettre tout de même le principe d'une cotisation sociale, chercher un système plus souple. Je n'aime pas beaucoup le système de la souscription. Bien des camarades n'aiment pas voir leur nom sur une liste de souscription, surtout dans l'ouest. Ne pourrait-on pas faire une vignette qui pourrait être placée aussi parmi les sympathisants ? Il y a des gens qui prendraient une carte postale avec la photo de nos leaders ; les fédérations en placeraient le maximum possible. Les timbres sont trop petits : une carte serait placée plus facilement. Nous avons fait l'expérience, précéderaient, de tirer des carnets de solidarité avec la photo des militants disparus ; nous les avons placés, alors que le timbre est impossible à placer à l'extérieur. C'est une suggestion, je demande qu'on l'étudie.

Jean Minjoz - Je pose simplement une question à Provo pour éclairer le débat et faciliter la discussion :
Pourrait-il nous indiquer, non pas dans le détail article par article, mais chapitre par chapitre, les dépenses actuelles du Parti.
D'autre part, ne pourrions-noms pas envisager le changement de couleur du timbre mensuel, chaque année ? Car le maintien de la même couleur fait que dans les sections, on retire beaucoup de timbres au début de l'année et qu'ensuite on les garde un an ou plus.

Faviel

Provo a fait allusion tout à l'heure à la question des maires ; on pourrait y ajouter les adjoints. Il y a trop de communes où les maires ont scrupule de demander ce qui leur revient d'après la loi. Segkla, du Tarn-et-Garonne, en avait parlé à Depreux, ministre de l'Intérieur, pour qu'il force les communes à percevoir l'indemnité prévue par la loi pour les maires et adjoints. Depreux répondit : il y a des maires qui ne sont pas très zélés, qui ne font pas leur métier consciencieusement, c'est aux élus de voir s'ils méritent l'indemnité que la loi leur octroie. Mais le Parti ne pourrait-il pas forcer ses élus à réclamer cette indemnité aux conseillers municipaux. Ils n'osent pas le faire pour eux-mêmes ;

Coll. Fondation Jean Jaurès

ils le feraient plus aisément s'il était entendu que la moitié ou les 2/3 de cette subvention iraient au Parti. Car on arrive à ce résultat, que le maire ou l'adjoint, c'est le plus souvent celui qui a promis aux électeurs de ne pas réclamer ce qui lui est dû par la loi. Il est démocratique que les fonctions soient subventionnées.
Je demande : que le Parti invite maires et adjoints à réclamer la subvention à laquelle ils ont droit ; et qu'il leur réclame ensuite d'en verser la moitié à la Caisse du Parti.

Daniel Metayer

La fédération de Seine-et-Oise a décidé à l'unanimité d'accepter les conclusions du rapport de Provo. Il est certain qu'il faut donner des ressources au Parti, et nous allons avoir d'ici quelques mois des élections cantonales, et notre camarade Marsauk disait tout à l'heure qu'il n'a aucune ressource pour donner une documentation sur le plan national, absolument nécessaire si nous ne voulons pas nous présenter comme trop souvent nous le faisons, en ordre dispersé, avec un programme dans le Nord, qui ne ressemble pas au programme présenté dans le Sud. D'autre, part, plusieurs camarades réclament l'institution de la cotisation sociale.
La fédération de Seine-et-Oise a discuté longuement de ce problème ; nous nous sommes rendu compte que, pas plus sur le plan national que fédéral, cette cotisation ne peut être instituée ; aucun contrôle ne pourrait être fait de façon précise. Je ne sais pas comment Provo pourrait discuter avec les trésoriers des fédérations, qui lui indiqueraient qu'il y a X cotisations à tel prix et X à un prix inférieur ou supérieur.
Je crois que la cotisation sociale doit être instituée à l'échelon section, et cela permet de fixer un prix relativement plus fort, un prix moyen relativement plus fort aussi, plus à l'échelon national qu'à l'échelon fédéral.
Ainsi, le Conseil fédéral de notre département, acceptant que le timbre mensuel soit fixé à 16 francs payés au Parti, nous vendrons notre timbre mensuel 40 francs ; cela nous donnera sur chaque timbre une marge de 24 francs qui permettra de donner à notre fédération des ressources lui permettant de vivre d'une façon convenable.
Mais dans les sections, ce chiffre de 40 francs peut être pour certains militants, en particulier pour les vieux travailleurs, les économiquement faibles, trop fort. Eh bien, les sections décident que le timbre acheté 40 francs sera cédé 30 francs à certains de leurs cotisants, 75 et 100 à d'autres. Sur le plan local, une vérification est très facile, étant donné que ce sont les militants eux mêmes qui s'inscrivent dans les catégories visées par une décision de la section. Et alors, vous avez la possibilité d'avoir des ressources et de pouvoir donner au Parti les moyens de vivre.
Je voudrais m'élever contre des propositions qui sont dans l'air, qui feraient que l'on donnerait plusieurs timbres de même couleur aux mêmes militants, par exemple que le militant qui pourrait verser 40 ou 50 francs aurait deux timbres pour un même mois.
À ce moment là, nous aurions des difficultés pour le calcul des mandats pour la

représentation ; il y aurait là certainement quelque chose qui serait inadmissible, car on ne pourrait pas connaître le nombre exact d'adhérents, et on se rappelle qu'avant la guerre, une certaine fédération que je ne veux pas nommer, faisait déjà des achats de timbres pour avoir une représentation plus importante dans les Congrès. C'est pour cette raison que je crois que la cotisation sociale, seule équitable, doit être décidée par le Parti. Son exécution doit être confiée aux sections qui connaissent les ressources de leurs militants. Il faut donner au Parti, sur le plan national, les ressources financières, pour qu'il fasse sa propagande et permette le développement du Socialisme.

Victor Provo

Chers camarades, Staub fait très justement remarquer que sa fédération a liquidé sa dette vis à vis du Parti, et pose le problème de la créance du Parti vis à vis des autres fédérations.

Personnellement, je suis pour le maintien de la créance. Vous savez que nous le récupérerons sur les cotisations des élus, sur les frais de remboursement des délégués aux Congrès ou aux Conseils nationaux, par tous les moyens qui sont mis à notre disposition.

Je me rappelle qu'avant guerre, quand une fédération avait du retard vis à vis de notre trésorerie nationale, Granvallet, depuis disparu... (applaudissements)... prélevait sur les commandes des fédérations, une partie qui était destinée à faire rentrer dans la caisse du Parti, les dettes que sa fédération avait contractées.

Je pense que cette créance, nous devons la recouvrer, et que nous en avons les moyens. C'est une question d'honnêteté vis à vis des fédérations qui ont payé ce qu'elles devaient au Parti.

Je ne pense pas qu'on puisse faire entrer le double timbre dans le décompte des mandats.

Par leur nature même, les timbres pourraient être placés chez les sympathisants, et pas mal de fédérations (le Nord par exemple) en ont placé chez des sympathisants.

À la fédération du Cher, le trésorier me disait tout à l'heure comment il avait opéré. Je réponds un peu à Staub lorsqu'il parle d'une carte de propagande, la fédération du Cher a fait une carte de propagande, qu'elle vend le prix qui lui plaît aux sympathisants. Ce prix est majoré chaque fois qu'il y a un timbre avec effigie de Jaurès dessus. Il y en a avec 1, 2, 3 timbres dessus. Il serait injuste de faire entrer dans le calcul des mandats les timbres placés de cette manière. La fédération du Cher, d'ailleurs, ne le demande pas.

Par conséquent, je ne pense pas qu'on puisse retenir la proposition de Staub.

Je veux dire à Minjoz que je suis d'accord avec lui ; il y a des maires qui ne réclament pas ce que la loi leur accorde. C'est incroyable. Cette loi a été votée à l'unanimité au Parlement ; elle ne doit gêner personne ; il n'y a pas un groupe politique, quel qu'il soit, qui pourrait reprocher à un maire d'agir conformément à la loi. Je sais que dans certaines communes, il y a eu coalition entre RPF et Parti Communiste pour refuser à des maires le droit à l'augmentation, mais c'est accidentel ; en tout cas, les maires doivent demander au budget de la commune

Fondation Jean Jaurès

ce que la loi leur permet d'obtenir.
Parallèlement, nous avons quelque raison de penser que nous avons le droit de demander à ces maires de payer la cotisation décidée par la Commission supérieure du Parti.
La cotisation sociale, je n'en entreprends pas la discussion ici ; pour répondre à Metayer, si elle devait être instituée un jour, ce serait après une étude du Comité directeur, pour pallier les inconvénients que vient de nous signaler Metayer. Si la question était posée, il serait sage de la renvoyer, pour étude, au Comité directeur.
Minjoz a demandé de lui faire connaître chapitre par chapitre, les dépenses du Parti. Les voici :
Je demande au Congrès de comparer ces chiffres aux efforts que nous devons fournir. Noms recevons pas mal de camarades étrangers chassés de leur pays. Il n'y a que 200 000 francs au budget, nous en avons dépensé 153 000, il faudrait demander l'autorisation de faire relever ce poste, car il y a là une œuvre de solidarité à accomplir.
(Provo communique à Minjoz le rapport détaillé des dépenses)
Ceci dit, je crois que nous n'avons pas eu d'opposition absolue aux propositions que je vous ai faites, et après les quelques explications données, je crois que nous pourrions voter les propositions de la trésorerie. Il faut que les fédérations trouvent le moyen de faire face à leurs frais ; je pense qu'elles ont toute qualité régler les difficultés qu'elles rencontrent.
À propos de la couleur des timbres : jusqu'à présent, noms ne l'avons pas fait, et je n'engagerai pas le Congrès à le faire, parce que si nous changeons la couleur du timbre, chaque année, nous serons obligés, au 31 décembre, d'échanger avec les fédérations, des correspondances supplémentaires pour reprendre les timbres non placés ; nous nous trouverions devant une situation très difficile.
Nous ne pouvons pas reprendre les feuilles de cotisation que les fédérations nous ont commandées au début de l'année ; c'est une vieille tradition, qui date d'avant guerre.

Le président - Je mets aux voix les propositions faites par le trésorier général.
(Adoptées à l'unanimité moine une voix)
L'ordre du jour de ce matin étant épuisé, la séance de cet après-midi est fixée à 17 heures pour permettre à la Commission des résolutions de terminer ses travaux. On vous propose le bureau suivant :
Président : Defferre (Bouches-du-Rhône)
Assesseurs : Paul Malroux (Tarn), Thérèse Courtois (Jura).

Théodore Staub - Impossible à 17 heures nous sommes un certain nombre qui devons prendre le train assez tôt ; nous ne serons pas là au moment du vote. Est-ce que les camarades ne pourraient pas se hâter pour ouvrir la séance à 16 heures ?

Le président - L'ouverture de la séance de cet après-midi dépend de la

Commission des résolutions. Je demande qu'on consulte Guy Mollet pour savoir si on peut avancer l'heure.

Jean Minjoz - Je comprends les difficultés devant lesquelles la Commission se trouve. D'autre part, le Conseil national est souverain, c'est à lui de manifester sa volonté pour que les débats aient lieu avec ordre et méthode. Nous reprochons assez au Parlement ses méthodes de travail déséquilibrées.
(Applaudissements)
Si on commence à 17 heures, la plupart des délégués de province, qui doivent repartir par un train de nuit, ne pourront pas assister au vote. C'est à ce moment-là que nous aurons des erreurs, et qu'ensuite, dans les fédérations, on est surpris des décisions prises parce que certaine camarades sont obligés de partir, et qu'ils donnent leurs mandats à n'importe qui, ou qu'ils ne les donnent pas. Voilà pourquoi je demande que le Conseil national demande à la Commission des résolutions de s'arranger pour commencer la séance à 16 heures.

Un camarade - 15 heures, car plus on lui donne de temps plus elle en prendra.

Le président - Quand on discute le rapport de la Commission des résolutions, généralement le débat est court devant le Congrès ; je suis persuadé qu'en une heure tout sera réglé si nous lui permettons de présenter quelque chose de sérieux. Mais si cette Commission rapporte un texte qui est discuté par le Congrès parce qu'insuffisamment préparé nous aurons un débat de 3 ou 4 heures. Je crois que 16 heures est raisonnable.
Il n'y a pas d'opposition à l'ouverture des travaux à 16 heures ?
(Adopté à la majorité)

Le même camarade - Un pointage.

Le président - Le vote ne fait pas de doute. La séance sera ouverte à 16 heures.

PARTI SOCIALISTE - SFIO
Conseil national des 13 et 14 novembre 1948

Séance du dimanche 14 novembre 1948 (après-midi)
Président : Gaston Defferre
La séance est ouverte à 17 heures.

Banquet Groussier

Un délégué

Camarades, je vais faire auprès de vous un appel pressant, très pressant. Hier, vous avez à juste titre applaudi vigoureusement notre ami Depreux lorsqu'il vous a demandé à tous de montrer plus d'assiduité dans les manifestations du Parti. Je viens vous offrir une occasion exceptionnelle, à vous qui êtes les cadres

Fondation Jean Jaurès

du Parti, de montrer que vous ne vous arrêtez pas aux applaudissements et que vous êtes disposés à aller jusqu'aux actes. Dimanche prochain, le groupe des anciens du Parti organise une manifestation d'unité et d'amitié Socialiste en l'honneur du quatre-vingt-cinquième anniversaire d'Arthur Groussier. Arthur Groussier, je suppose que la plupart d'entre vous savent qui il est. Il est une des plus belles figures du Socialisme contemporain. Il est de ceux qui au siècle dernier - je dis bien au siècle dernier, parce que de cette époque il ne reste plus beaucoup de militants en dehors de Bracke et de Groussier - il est de ceux qui ont défriché, créé notre Parti. Il a été, on l'oublie trop aujourd'hui, à l'origine de la plupart des lois sociales dont les travailleurs bénéficient aujourd'hui, je fais donc appel à vous tous, en particulier à ceux qui dans notre Parti occupent un poste, assument une responsabilité, pour que, même si vous êtes engagés par ailleurs, vous soyez tous avec Léon Blum, Ramadier et Bracke autour de notre camarade Groussier.

Nous organisons un banquet de 600 à 700 couverts, je ne sais pas si vous vous rendez compte des difficultés que présente l'organisation d'un tel banquet, même à prix réduit, je demande à tous ceux qui le peuvent d'être là. Et s'il s'en trouve quelques-uns qui soient vraiment dans l'impossibilité de venir, je vais me permettre de leur lire une courte lettre qui m'est arrivée hier, pour leur montrer comment, même absents, ils peuvent nous aider dans la réussite de cette manifestation qui doit être une grande réussite, voici la lettre qui m'est parvenue hier ; je vous demande de l'écouter attentivement. Elle a été écrite par un vieux camarade de trente ans qui n'a jamais manqué à aucune manifestation du Parti. Voici ce qu'il écrit :

"À mon immense regret, je ne puis assister, en compagnie de ma femme, au banquet de notre ami Groussier, faute de moyens pécuniaires, et je m'en excuse. Je suis ce qu'il est convenu d'appeler un économiquement faille, étant un petit retraité de l'imprimerie nationale de la loi du 27 juin 1927, ici spéciale dont les bénéficiaires sont écartés des avantages de ceux de la loi du 14 avril 1914. Comme l'augmentation de 20% ne me sera payée qu'en janvier 1949, je serai privé du plaisir d'être des vôtres le 21 novembre. Mais tu peux être persuadé que j'y serai de toute ma pensée."

Inutile de vous dire que ce camarade recevra dès demain sa carte et celle de sa femme.

Ceux donc qui ne peuvent pas être présents comprennent ce que je veux dire. Ile peuvent, même absents, nous aider à ce que, autour d'Arthur Groussier, Bracke, Blum et Ramadier, la salle doit archicomble dimanche prochain.

Les cartes sont délivrées au fond de la salle.

(Applaudissements)

Rapport de la Commission des résolutions

Le président (Gaston Defferre)

La parole est à Boutbien, au nom de la minorité de la Commission des résolutions.

Léon Boutbien

Camarades, dans quelques minutes ou dans quelques heures peut-être, suivant la durée du débat, se terminera cette seconde session du Conseil national qui est appelé à marquer un tournant important dans la vie du Parti, en liaison directe avec la situation intérieure de la France et les événements politiques dont les uns et les autres nous aurons à nous souvenir.

J'ai essayé hier, dans la séance de nuit, de définir exactement quelles étaient les deux solutions fondamentales qui se trouvaient en présence, je me suis bien gardé d'apporter une solution idéale, j'ai conscience comme vous tous de la gravité de la situation et des risques que comporte chaque solution. Mais la nécessité d'un choix s'est imposée à nous et elle est apparue avec encore plus d'évidence au cours des travaux de la Commission des résolutions.

De quoi s'agit-il ? Il s'agit de sauver la République et de permettre, dans le cadre des libertés démocratiques et essentielles, au mouvement ouvrier groupé derrière le Parti Socialiste, de trouver des chances d'accéder à un pouvoir total et définitif.

Nous luttons dans un climat particulièrement difficile et douloureux, avec des éléments chaque jour renouvelés qui s'accumulent contre nous tous. En gros, deux positions logiques se dégagent de l'alternative que nous avions posée hier soir : ceux qui estiment que véritablement la participation gouvernementale, après avoir conduit à pratiquer une politique qui n'est pas la nôtre, nous a peu à peu coupés des masses ouvrières dont nous étions et dont nous devrions toujours être l'expression vivante ; ceux qui, dominés par les exigences de l'actualité immédiate, jugeant les périls qui menaceraient la République, estiment qu'il vaut mieux prolonger encore, dans le domaine de la participation gouvernementale, une expérience qui a au moins le mérite de sauver la République.

Je ne suis pas convaincu que ces derniers se rendent compte de l'erreur qu'ils ont commise. Depuis de longs mois, nous essayons d'alerter la conscience du Parti sur la gravité d'une participation inconditionnelle. Il y a an an, nous eussions pu nous dégager d'une participation gouvernementale, sans entraîner de graves risques. Il est évident qu'aujourd'hui nous sommes acculés dans une impasse et qu'il importe, comme le disait hier Ramadier, de ne pas ruser avec la réalité. Nous n'avons pas l'intention de ruser avec la réalité, et c'est pourquoi je puis dire que ce qui m'a frappé le plus, dans les travaux de la Commission des résolutions, c'est que la plupart des camarades qui proposent, dans les circonstances présentes, un certain nombre de mesures que j'approuve pour le salut public, savent pertinemment qu'ils ne trouveront pas la coalition gouvernementale qui serait capable d'appliquer ces mesures, savent très bien que, dans la structure politique actuelle qui est marquée par le recul du mouvement ouvrier et peut-être même par un échec dans la recherche des objectifs que la résistance s'était fixés en décidant de combattre non seulement jusqu'à la libération nationale mais jusqu'à la libération sociale, la classe ouvrière n'a pas su égaler les élites qui pouvaient en quelque sorte justifier sa puissance et exprimer sa force. Cette promotion ouvrière ne s'est pas faite, si

bien que les élites sont encore apparues comme êtes élites meilleures. Mais, si nous n'avons pas pu mener à bien ce travail, il faut dire que ce n'est pas la faute de notre Parti, et que le Parti Communiste porte une lourde responsabilité quant à l'échec même de nos objectifs, car il a faussé le sens le la démocratie française.

Mais aujourd'hui, lorsqu'on nous propose certaines mesures qui conditionnent la participation des Socialistes au pouvoir, si j'applaudis à ces mesures, je sais très bien que leur mise en application pratique est impossible, non pas de notre fait, non pas du fait que nous ne serions pas assez dévoués pour les appliquer, mais parce qu'elles trouveront contre elles la condition sociale du gouvernement qui n'est pas prêt à les accepter, bien qu'elles puissent donner satisfaction aux intérêts légitimes des masses ouvrières.

Vous savez que le Parti s'est dépensé pour la défense de la légalité républicaine, vous savez que les institutions républicaines nous sont chères à tous sans distinctions ; aucun d'entre nous ne pense que la démocratie pourrait subsister dans un régime d'impérialisme. Mais, il est un fait que nous devons considérer. Ne soyons pas aveugles. En défendant les institutions républicaines, nous ne défendons pas seulement un cadre formel, nous défendons la condition ouvrière, et l'intérêt de la défense de la République, c'est précisément de satisfaire aux besoins essentiels et fondamentaux de la vie ouvrière. Ainsi, le drame pour nous est complexe. Nous sentons bien aujourd'hui quelles sont les difficultés de la situation. Nous sentons aussi et nous le disons, qu'il y a dans le Parti depuis deux ou trois mois une renaissance, un renouveau que nous devons encourager et développer au maximum. Nous sentons bien que nous sommes tous solidaires et qu'en dehors du Parti il n'y a pas de formation politique valable, sur laquelle nous puissions nous appuyer, même si nous en avions la fantaisie ; il n'y a pas, dans les circonstances présentes, de chance réelle de survie des conditions de lutte qui seraient liées à la survie du Socialisme et du Parti Socialiste.

C'est pourquoi nous avons délibérément exclu de nos préoccupations je ne sais quelle tentative de scission ou de séparation spectaculaire. Ce n'est pas quand le danger augmente que l'on doit se diviser ; c'est bien au contraire devant le danger que la cohésion est indispensable.

(Applaudissements)

Mais, si nous avons exclu cette idée d'une scission, nous ne voulons pas jouer non plus, à l'intérieur du Parti, le jeu que certains voudraient nous voir jouer.

(Nouveaux applaudissements)

Nous n'accepterons pas d'être les instruments politiques des forces qui nous sont hostiles, et j'en profite pour répéter que notre mouvement, notre tendance, si je puis m'exprimer ainsi sans choquer certaines susceptibilités, n'a rien de commun avec cette tendance de fusionnisme avec les Communistes, de laquelle nous sommes totalement et fondamentalement séparés.

(Applaudissements)

Dans les circonstances présentes, nous, n'avons qu'un choix : celui de ne pas gêner l'expérience en cours, pour la raison suivante que vous comprendrez très bien. Nous aurions pu peut-être nous associer à un certain nombre de nos

camarades qui ont préconisé des mesures immédiates qu'ils ont présentées comme des conditions sine qua non, ou encore, pour reprendre une expression de la fédération du Nord, pour des batailles dans lesquelles il faudrait nous faire tuer sur place plutôt que de reculer, je comprends très bien leur idée et je la partage. Si j'avais intellectuellement la conviction que ces mesures soient applicables, je n'associerais à leur effort dans l'immédiat. Mais je ne le crois pas. Je pense qu'en définitive cette politique à la petite semaine que qualifie Ramadier avec cette bonhomie toute spéciale qu'il représente dans le Parti, n'est pas une politique à grandes perspectives, mais une politique du moindre mal dans l'immédiat, une politique qui malgré tout répond à une situation. Cette politique, nous l'acceptons dans son inefficacité d'ensemble, mais il faut bien reconnaître qu'elle répond à une certaine situation que Ramadier lui-même a exprimée au cours de Congrès successifs.

Dès lors, que nous reste-t-il à faire ? J'ai ressenti au cours de cette Commission des résolutions, une hésitation intellectuelle que je vous livre. Notre Parti qui est un parti démocratique qui a toujours exprimé publiquement des divergences, a vu ses adversaires utiliser constamment ces divergences, qui pourtant ne portaient pas atteinte à l'unité de fond du Parti, et essayer de s'en faire une arme contre le Parti. Aujourd'hui, nous sentons bien qu'en aucune manière nous ne devons affaiblir les chances qui peuvent encore subsister. L'un groupement démocratique valable, et c'est pourquoi nous pensons que les camarades qui ne veulent pas prendre en quelque sorte le risque de croire à un certain nombre de mesures dont l'inefficacité est certaine, ne comprennent peut-être pas très bien qu'elles reposent sur des considérations économiques qui n'ont rien de commun avec la réalité actuelle. Lorsqu'on parle par exemple d'une politique de blocage des prix, il est évident que nous ne sommes pas encore en régime Socialiste, et vous savez très bien que dans les circonstances présentes un blocage des prix ne peut être qu'une grande illusion, par contre, une politique de blocage des salaires est beaucoup plus commode. Mais là, il faut marquer un tournant. Car si il est impossible, comme nous l'avons constaté, de pratiquer une politique de blocage des prix qui soit effective, il est indispensable, dans les circonstances présentes, de rendre la liberté aux salaires, de façon que ce ne soit pas la classe ouvrière seule qui supporte les conséquences de la situation économique française.

Ce retour à la liberté des salaires, ce retour à une vie meilleure conditionne également la défense de la République.

Dans le domaine de l'Union Française, nous avons tous été intéressés et passionnés. Nous avons pu nous séparer sur les solutions à apporter aux problèmes qui se posent, il n'en est pas moins vrai qu'aujourd'hui, avec un an de retard, on s'aperçoit enfin qu'il faut mettre un terme à cette guerre abominable d'Indochine, non seulement par souci humain, non seulement pas respect des grands principes, non seulement pour la reconnaissance de l'indépendance nationale d'un état, mais parce que le problème vietnamien s'intègre dans un problème national beaucoup plus large, né du développement du Communisme dans le sud-est asiatique, qui marquera un échec des forces démocratiques et une modification dans le rapport des forces démocratiques dans le monde.

Je pourrais encore reprendre un certain nombre d'idées qui nous sont chères. Je ne le ferai pas. Non pas que nous n'y pensions pas d'une façon quotidienne, mais parce que je cherche à vous communiquer seulement les grandes réactions de notre pensée.
Nous ne vous demandons pas d'arbitrer entre des amendements portant sur des mesures dont, je le répète, je crains fort qu'elles ne puissent dépasser le cadre de ce Conseil national. Mais par contre, il est pris par l'ensemble du Conseil national une mesure à laquelle nous souscrivons, c'est, dans les circonstances présentes, de reconstituer le plus rapidement possible, avec toutes les organisations politiques, syndicales et coopératives qui se réclament de la classe ouvrière, un véritable cartel de la démocratie, pour lutter contre toutes les forces totalitaires quelles qu'elles soient. À cette initiative, nous nous associons de plein gré.
Pour marquer notre position politique, en vous donnant rendez-vous à un prochain Congrès national, nous estimons nécessaire, non pas de rechercher des mandats - le problème n'est pas d'avoir des mandats dans le Parti - mais de réaliser l'unanimité du Parti autour d'une politique conséquente, que nous importerait d'être minoritaires ? Le véritable problème qui nous préoccupe, c'est d'affirmer une orientation politique. Pourquoi aurions-nous besoin de cacher la divergence qui est apparue au cours des débats ? Nous ne cherchons pas à le faire, nous voulons simplement expliquer notre position par la déclaration que je vais vous lire et qui signifiera notre prise de position de principe sur les problèmes contemporains. Voici cette déclaration :
"Depuis la libération, le Parti Socialiste a volontairement sacrifié (..) dans l'immédiat la défense républicaine."

Le président - La parole est à Guy Mollet, pour présenter le rapport de la Commission des résolutions.

Guy Mollet

Camarades, avant de vous présenter le rapport, je voudrais remercier l'unanimité des camarades de la Commission des résolutions, non seulement de l'effort matériel qu'ils se sont imposé, mais surtout de l'état d'esprit dans lequel ils ont travaillé. Je le dis aussi bien pour Léon Boutbien qui en fait a pris une position différente, que pour ceux qui sont arrivés à se mettre d'accord. La volonté de tous s'est manifestée de travailler dans une atmosphère fraternelle et je suis convaincu à l'avance qu'elle se manifestera de la même façon au Conseil national.
La très grande majorité de la Commission des résolutions, c'est-à-dire l'unanimité sauf quatre abstentions, a décidé de vous proposer ceci :
1°/ Un appel adressé au pays, c'est-à-dire la résolution concluant les travaux du Congrès ;
2°/ L'envoi d'un document long et complet dont je parlerai tout à l'heure, envoi qui sera fait au Président du Conseil, du groupe MRP, au parti radical et au cartel de la baisse ; ceci étant d'ailleurs susceptible d'être élargi à d'autres

organisations comme les coopératives, la CGA, etc. Ce document indiquerait les objectifs à atteindre et les moyens à employer, de façon à ménager avec toutes ces organisations des rencontres sur le plan gouvernemental et sur le plan parlementaire, avec la volonté de réaliser dans le pays un regroupement de ceux qui sont comme nous attachés à la liberté ;
3°/ Enfin, dernière proposition : le prochain Conseil national qui comporterait comme celui-ci une session d'information et une session de décision, en janvier et février, aurait pouvoirs de Congrès et, sauf convocation antérieure, sauf le cas où les organismes du Parti estimeraient que les conditions politiques exigent une convocation, le Conseil national ayant pouvoirs de Congrès serait appelé à juger des résultats.
Ceci dit, j'en viens au texte de la résolution qui est soumise au Conseil national :
"Le Conseil national, conscient des difficultés intérieures, internationales, économiques et sociales, se félicite de l'action menée par les militants Socialistes, quel que soit le poste qu'ils occupent, qui se sont portés à la pointe du combat pour la République,
Persuadé :
1. Que la lutte doit être poursuivie avec la même ardeur à la fois contre les hommes du Kominform résolus à ruiner l'économie française et contre les néo-boulangistes également menaçants pour la démocratie ;
2. Que la défense de la République est inséparable de l'amélioration de la condition ouvrière ;
3. Que cette lutte politique essentielle ne sera donc féconde que si elle est accompagnée d'un effort tenace, continu et accru sur le front des prix ;
4. Qu'en cette matière, des initiatives viennent d'être prises, notamment contre les mercantis, mais que le résultat positif dans le domaine des prix est loin d'être suffisant et ne saurait être atteint que par l'application de mesures énergiques, depuis longtemps réclamées par le Parti Socialiste ;
5. Que si une victoire n'était rapidement obtenue sur ce dernier plan, il deviendrait impossible de retarder plus longtemps ni la fixation des salaires par conventions collectives, ni la révision périodique du minimum vital en fonction de l'indice de prix de détail et du volume de la production ;
Décide d'adresser un appel solennel au Président du Conseil et à toutes les organisations républicaines, politiques, anti-totalitaires, économiques et sociales, pour dégager d'un commun accord les objectifs essentiels à atteindre dans le moindre délai ;
Charge les organismes permanents du Parti de préciser une fois encore les buts immédiats de ce cartel offensif de la démocratie sociale ;
Estime que seule une telle volonté d'union étroite et d'action audacieuse sur le plan économique permettra de consolider la République, de défendre la liberté et de sauver la paix ;
Décide que le bilan de l'action ainsi engagée sera soumis à l'examen des militants en vue d'être discuté dans de prochaines assises nationales du Parti qui auront à apprécier les résultats obtenus dans tous les domaines."
Quant au document lui-même, je ne pourrai vous donner connaissance que des

têtes de chapitres, le détail devant être établi demain, au secrétariat du Parti, par un certain nombre de camarades que la Commission des résolutions a désignés.
Il appuie essentiellement sur les points suivants :
"1° Prix de la vie (..) et 2° indépendance économique et politique."
Voici donc les deux textes qui vous sont proposés, je voudrais me permettre un commentaire.
Notre volonté, c'est de réaliser notre position qui est dans la défense des libertés et des institutions républicaines. Non que nous entendions hier dans l'absolu le sort du Socialisme au maintien de la démocratie parlementaire, mais parce que, dans la situation actuelle de la France, nous tenons à préserver l'outil, le seul outil qui puisse nous permettre de continuer notre action revendicative, notre action révolutionnaire.
Or, l'offensive que nous dénoncions dans la conférence d'information, loin de s'être atténuée, s'est renforcée, faut-il rappeler ce qu'est l'offensive du RPF ? C'est à peu près inutile. Je suis quant à moi persuadé que, dans le produit, s'est produit un recul des possibilités du RPF, recul qui ne s'est pas manifesté sur le plan de l'élection du Conseil de la République, simplement parce que les électeurs ont eux-mêmes été élus il y a un an. Je garde la conviction que le RPF est en recul, parce que, du fait que nous avons sur certains points enrayé l'offensive stalinienne, nous avons nous-mêmes avancé, et il est certain que chaque fois que nous battrons les staliniens, nous ferons reculer du même coup de RPF.
(Applaudissements)
L'offensive stalinienne, je dis qu'elle a été à certains égards brisée. Je voudrais que le Conseil national... Je voudrais... non ! C'est un vœu inutile : je sais, car cela a été dit et répété à la Commission des résolutions a été unanime, je sais que le Conseil national sera lui aussi unanime pour dire que, parmi ceux qui ont contribué à briser cette offensive et devant tous se trouve notre ami Jules Moch.
(Vifs applaudissements)
Je me permets d'associer à son nom ceux des camarades du gouvernement qui ont été avec lui dans cette bagarre. J'irai même un peu plus loin : j'associerai tous les militants responsables du Parti, j'associerai tous les hommes qui parfois ne sont pas dans notre Parti, ne sont que des sympathisants, et je pense en disant cela aux camarades qui, sur le carreau des mines et dans les corons, se sont battus.
(Vifs applaudissements)
Et s'il est vrai que nous rendons à Jules Moch et à tous nos amis cette justice qu'ils ont dissipé les angoisses que nous avons éprouvées à certaines heures, je dois, m'adressant à ceux d'antre vous qui n'ont pas dans leur département des coins miniers, leur faire part de la peur des militants mineurs et des ouvriers de la mine, je ne parle pas seulement de la peur physique, de la terreur que les autres ont fait régner dans les corons, je parle de quelque chose de beaucoup plus noble, je parle du courage moral qu'il a fallu à certains militants, à certains ouvriers pour aller reprendre le travail, alors qu'ils pouvaient se demander s'ils n'étaient pas des jaunes. Il faut qu'aujourd'hui, à ce Conseil national, nous leur

disions unanimement : “Non, vous n’étiez pas des jaunes ; vous étiez, bien au contraire, dans le respect le plus total de la tradition ouvrière.”
(Vifs applaudissements)
Ceci dit, il nous faut essayer d’être objectifs. Le stalinisme, en France, a essuyé une défaite, j’en suis convaincu. Je suis même convaincu que notre audience dans le pays s’en est trouvée remontée d’autant. Mais aussi - et là je traduis l’opinion unanime du Conseil national - et les autres ont été battus, nous n’en avons pas pour autant remporté une victoire, c’est le problème qui nous est posé à tous et qui crée cette angoisse que nous devons exprimer ici. Ce n’est pas une victoire, dans la mesure où dans les mois, peut-être les semaines qui vont suivre, les staliniens seraient susceptibles de reprendre l’offensive, ce qui arriverait inévitablement si, dans le même temps, nous n’étions pas capables de vaincre la misère et de faire disparaître les causes de mécontentement.
(Applaudissements)
Tout le problème est de savoir si nous pouvons gagner cette partie. Je dis que nous pouvons la gagner. Nous sommes tous convaincus que nous devons la gagner, et la question est seulement de savoir si nous pouvons la gagner ; eh bien oui, nous pouvons la gagner.
Nous maintenons toutes nos revendications. Mais celle que nous voulons mettre au premier plan de nos préoccupations actuelles est celle de la revalorisation du pouvoir d’achat, parce que c’est juste et aussi parce que nous savons bien que nous ne sauverons pas la République sans le concours d’une fraction importante de la classe ouvrière.
Pour cela, il faut que nous soyons exigeants, que nous maintenions non seulement le contact mais aussi l’action commune avec nos amis à des organisations syndicales, force ouvrière et cartel de la baisse, action commune qui nous permettra d’exercer sur nos partenaires les pressions nécessaires et victorieuses.
Nous avons essayé, à la Commission des résolutions - je crois que nous y avons réussi - de demander à la fois tout ce qui était possible et en même temps de nous montrer assez politiques pour ne demander que ce qui était possible. Pouvons-nous l’obtenir de nos partenaires ? Léon Boutbien nous a dit tout à l’heure son scepticisme. D’ailleurs, dans l’essentiel de son analyse et de ses considérants, il traduisait nos préoccupations communes à tous. Je suis sûr que, dans ce Conseil national, sauf sur certaines conclusions et sauf le caractère pessimiste de la position de Boutbien, vous auriez été nombreux à signer sa proposition. Nous lui avons tous dit : “Nous voudrions pouvoir signer cela.” Mais, où est le point de divergence ? C’est que Boutbien en arrive à dire que ce n’est plus la peine de lutter, que le succès n’est plus possible. Et il nous rend à tous cette justice que cette impossibilité ne serait pas due à l’insuffisance des hommes, mais à la situation économique, à la situation politique et au fait qu’il faudrait convaincre des partenaires qu’il ne sera pas possible d’entraîner. Il faut porter la responsabilité sur nos partenaires et il en arrive ensuite, au nom de ses camarades, cette conclusion que l’échec serait fatal.
Je ne voudrais pas reprendre ce que j’ai dit à la conférence d’information. La

plupart d'entre vous l'ont lu dans les comptes rendus qui ont été envoyés dans les sections. Je l'ai dit et je suis convaincu que la plupart d'entre vous sont contre cette position négative, contre cette position qui consiste à dire uniquement : "Puisque nous allons à l'échec, il n'est plus question de préserver l'avenir, il n'est plus question que de sauver l'honneur. J'affirme que les mots que j'emploie sont bien ceux qui ont été dans la bouche de nos camarades : réserver l'avenir, sauver l'honneur, conserver au moins le pôle d'attraction future et, comme on l'a dit, faire un baroud d'honneur.

À cet argument, j'ai essayé de répondre. J'ai essayé de montrer que cela conduisait, par un enchaînement fatal, à tuer toutes les chances du Parti, à nier jusqu'à la nécessité de l'effort, à accepter la fatalité de la disparition et peut-être à engager pour longtemps notre honneur, aux yeux mêmes de ceux qui, nous ayant suivis, nous reprocheraient de ne pas avoir jusqu'au bout essayé de continuer la lutte pour elle-même et pour qu'elle nous permette de sauver l'honneur.

Nos camarades sont sceptiques quant à nos possibilités. D'autres aussi, c'est une chose que nous entendons souvent dans les fédérations, pourraient dire : "On prend des décisions dans les Congrès, on vote des résolutions et des motions : autant en emporte le vent, cela ne sert à rien, elles ne sont pas appliquées."

Là, je voudrais que chacun de nous s'imposât un effort. Camarades, quand, dans une campagne quelconque, vous établissez des programmes, vous êtes aussi complets que vous le pouvez. Et puis, pour la réalisation de ces programmes, vous obtenez l'adhésion de vos camarades. Le lendemain, vous essayer, compte tenu du rapport des forces, de faire entrer dans la réalité le plus possible de ce que vous avez mis dans ces programmes. Ce qui est vrai pour vous est vrai pour l'action de vos administrateurs. Ce qui est vrai sur le plan local ou départemental est vrai sur le plan national. Quand vous êtes en présence de municipalités ou de Conseils généraux, vous réalisez de vos programmes ce que vous pouvez faire accepter par la majorité. C'est également ce qui se produit sur le plan parlementaire et gouvernemental. Des motions sont votées, des conditions sont posées, et ensuite on se bat. Puis, on juge des résultats.

Seulement, pour se battre, pour essayer de gagner, il faut croire, il faut avoir la volonté de gagner. Il ne faut pas partir avec ce scepticisme a priori. Nos camarades, j'en suis sûr, pensent comme moi, du fond du cœur, ils souhaitent se tromper. Et c'est la raison pour laquelle ils ne font rien qui puisse contrarier l'effort de ceux qui veulent croire et pensent avoir encore des chances de succès.

Également notre faiblesse qui n'est pas de notre faute, qui est due à la nation n'a pas été unanime à comprendre notre position, nous oblige à des alliances difficiles, à des alliances, comme disait Depreux, dirigées à la fois contre le bolchevisme et contre le fascisme. Il est bon que ce soit rappelé. Il ne faut pas que ces alliances marquent je ne sais quelle fin de la lutte contre le capitalisme.

D'ailleurs, est-on bien sûr, lorsqu'on parle du bolchevisme stalinien, que ce n'est pas sur le plan national quelque chose qui n'a rien à voir avec la forme de Socialisme que nous concevons ?

En ce qui concerne le bolchevisme, j'estime qu'il représente à l'heure actuelle

une des formes du capitalisme. Mais ce n'est pas le signe le plus néfaste. C'est simplement quelque chose qui nous est imposé par le rapport des forces dans notre pays et dans le monde.

Je voudrais reprendre un argument que j'ai déjà développé. J'ai l'impression que, surtout dans la phase actuelle, l'action éducative comporte le plus de difficulté et que cette phase est peut-être, non pas pour le Socialisme en soi mais pour le Parti Socialiste, une phase où nous pouvons être battus. Il faut que nos camarades du Parti se rendent compte que trop souvent, depuis la libération, ils ont négligé, pour eux et pour ceux qui sont venus à nous, l'effort d'éducation voulu, que trop souvent nous en sommes restés, dans notre langage, dans notre comportement, dans notre façon d'agir, à des conceptions anciennes. Or, la situation n'est pas la même, les circonstances ne sont pas les mêmes.

Je me rappelle le jeune homme de dix-sept ou dix-huit ans que j'étais, lorsque j'allais faire des réunions publiques. J'avais deux thèmes favoris l'un, c'était de permettre l'économie, ce qui était normal ; et puis, je parlais des nationalisations. J'expliquais à des auditoires parfois jeunes que des gains formidables étaient réalisés, par exemple sur l'électricité, et que si la nationalisation était réalisée, les millions ou les milliards qui allaient aux capitalistes privés iraient à l'état et aux consommateurs, de qui permettrait de faire baisser les prix. Je vous jure qu'il était presque facile de faire comprendre cela. La propagande est un peu plus difficile aujourd'hui, pourquoi ?

Je sais que, dans les fédérations ou les sections, quand je dis que l'action est aujourd'hui plus difficile qu'elle n'était autrefois, des camarades anciens se lèvent pour me dire : "Ce n'est pas vrai." Eh bien ! Cela dépend... cela dépend... Sur le plan individuel, sur le plan personnel, c'était plus difficile autrefois que maintenant ; c'était surtout plus dangereux. Le camarade qui, dans le Pas-de-Calais ou dans le Nord, se permettait d'être, je ne dis pas révolutionnaire, mais simplement républicain et syndicaliste, ne pouvait plus trouver de travail à quinze ou vingt kilomètres à la ronde. Il courait même d'autres risques, et plusieurs de ceux qui sont ici en portent le témoignage. Le risque était plus grand. Les camarades aussi étaient plus grands. On ne réclamait pas alors de bons de chaussures ou de pneus pour faire des réunions. Ils sont nombreux dans cette salle ceux qui se rendaient à pied à au lieu de la réunion et collaient eux-mêmes leurs affiches ! C'était donc plus difficile.

Mais, à d'autres points de vue, c'était certainement plus facile, c'est que, lorsqu'on se trouvait dans une réunion de cinq ou dix copains, il était facile de s'expliquer, plus facile qu'aujourd'hui alors que, ayant fait dix ou quinze kilomètres à bicyclette, il faut à la fois dénoncer les abus du régime capitaliste privé et expliquer l'action gouvernementale. Alors, nous étions dans l'opposition, attaquant et dénonçant les abus, et nous avions la satisfaction de repartir après avoir regonflé les camarades et nous être regonflés nous, trouvant ainsi notre récompense.

Camarades, voulez-vous prendre conscience de cette situation ? Je suis persuadé que vous l'avez fait, parce que vous êtes des militants responsables et que vous saurez faire comprendre aux militants et aux sympathisants que la voie dans

laquelle nous nous sommes engagés est une nécessité.
Je ne veux pas dire que nous soyons dans la phase des réalités définitives. Ah, non ! Nous sommes dans une phase de transition, et la plus difficile de toutes, celle qui compose. Nous savons bien que le capitalisme, sous la forme que nous avons connue, ne saurait renaître, ni en France ni ailleurs, et qu'ils sont fois ceux qui rêvent de la situation de 1938-1939. Mais, qui peut être assez fort pour connaître ce que sera la situation politique et économique de demain ? On ne le sait pas. Cela peut aussi bien être le bolchevisme que le capitalisme d'état bu le Socialisme d'état ; cela peut être un régime américain qui ressemble beaucoup au capitalisme d'état qu'au capitalisme privé ; cela peut être le fascisme. Il n'est pas vrai que ce soit automatiquement le Socialisme qui doive arriver, comme la poire tombe de l'arbre. Ce n'est pas vrai, cela dépend de nous, cela dépend de l'attitude que nous aurons dans cette période-là. C'est le plus difficile. Cela suppose la compréhension et la lutte contre une idéologie, cela suppose la présence - je le dis comme je le pense - ce nos représentants non seulement au gouvernement et au Parlement, mais dans le pays, dans les organisations syndicales et coopératives. La présence, pourquoi ? Mais parce qu'il y a à jouer un rôle de défense et aussi un rôle révolutionnaire au premier chef, dans des périodes comme celle-là.
Si nous pensons que nous devons parfois prendre des responsabilités, ce n'est pas - et je reprends ici un propos que j'ai déjà tenu - ce n'est pas parce que nous voulons être les gérants de la société actuelle ; c'est parce que nous pensons que nos hommes peuvent remplir un double rôle :
1° Assurer la transition nécessaire non pas dans le sens de la contre-révolution, mais dans le sens de la révolution possible ;
2° Et surtout, dans l'immédiat, empêcher le pire, et ici je m'explique.
Une période de transition, surtout quand elle est doublée comme c'est le cas en France d'une crise économique qui automatiquement fait souffrir des hommes et des femmes, exige des sacrifices, et vous savez bien, vous militants Socialistes, que même si nous détenions tout le pouvoir en France, nous serions obligés de demander des sacrifices, que nous n'avons pas la prétention d'apporter un programme de nature à faire que tout aille bien immédiatement. Nous savons parfaitement que ce n'est pas vrai, que ce n'est pas possible dans la situation économique européenne et mondiale.
Ce qui est possible, c'est que les sacrifices demandés dans cette période de transition soient supportés par ceux qui le peuvent le mieux.
C'est là qu'une présence peut être utile, c'est là qu'elle est nécessaire, c'est grâce à cette présence que nous pourrons obtenir que les sacrifices soient supportés par ceux qui le peuvent le mieux.
Si on avait compris cela, si on était décidé à se battre ; là-dessus, si on voulait nous croire - car je l'ai dit, à certaines heures ce n'est pas toujours avec des raisonnements qu'on gagne, c'est parfois, pour appuyer les raisonnements, avec la foi, avec une foi immense - si nous voulions nous battre et si nous savions croire, je crois que nous pourrions encore gagner.
Nous le pouvons à une condition, c'est qu'on se batte énergiquement, bien sûr,

mais aussi et surtout, comme le disait Jules Moch dans la conférence d'information, que les heures sont tellement difficiles qu'elles exigent des militants de si lourdes responsabilités, que ces responsabilités ne peuvent être acceptées qu'autant que les militants sentent qu'ils ont leur Parti derrière eux.
C'est la raison pour laquelle je souhaite que non seulement cette bagarre soit engagée énergiquement, mais qu'elle le soit solidairement et, permettez-moi le mot, fraternellement.
Il faut que ce combat, à la suite duquel vous jugerez les efforts des uns et des autres et plus que les efforts les résultats acquis, il faut que cette bataille nous l'engagions ensemble, et c'est pourquoi je vous lance à tous un pressant appel, pour que les opposants et les contradicteurs soient aussi peu nombreux que possible.
Pour que nous puissions gagner, il faut que le vote au Conseil national soit sinon unanime, tout au moins si fortement majoritaire que nos partenaires sachent que, dans cette action, ils n'ont pas affaire à telle ou telle fraction du Parti Socialiste, mais à tous les représentants des sections qui constituent le Parti Socialiste français.
(Vifs applaudissements)

Le président - La parole est à un camarade pour une explication de vote.

Un camarade

Camarades, après l'éloquent et émouvant exposé de Guy Mollet, la tâche des abstentionnistes n'est pas aisée. Je parie ici de la minorité de la Commission des résolutions qui comprend notamment les camarades. Leenhardt et moi-même.
Si nous n'avons pas pu nous associer au texte proposé par la majorité de la Commission, c'est pour une raison essentielle que je vais vous exposer, avec l'accord de la Commission qui m'a autorisé à parler ici après le Rapporteur.
Je précise tout de suite que notre abstention ne touche nullement aux remerciements que le Parti tout entier adresse, au nom de la défense de la République, à notre camarade Jules Moch.
Notre abstention eût pu se traduire tout normalement par le dépôt d'une motion opposée à celle que présente la Commission des résolutions dans sa majorité. Nous ne l'avons pas voulu, précisément pour ne pas rompre l'unité Socialiste dans le combat qui va s'engager demain. Personne n'a le droit de douter que, parmi les abstentionnistes, il n'y ait la même volonté que chez les autres membres de la Commission des résolutions de défendre les positions du Parti Socialiste, même si nous ne sommes pas entièrement d'accord sur ces positions. Notre loyauté nous conduit à défendre, dans nos réunions, des mots d'ordres qui ne sont pas nécessairement ceux auxquels nous croyons. Ceci s'appliquera aux abstentionnistes.
Camarades, si nous n'avons pas pu suivre la de la Commission des résolutions, c'est parce qu'il nous est apparu que la question de la liberté des salaires était la base essentielle du regroupement des masses ouvrières dans le Parti Socialiste.
Je ne reviens pas sur l'aspect dramatique du problème. Il a été évoqué hier il ici

Fondation Jean Jaurès

et je veux être bref. Mais, dans l'appel de Guy Mollet, le retour à la liberté des salaires est envisagé comme une sanction â l'égard du gouvernaient présent, sanction qui s'appliquera dans l'hypothèse où les mesures réclamées par le Parti ne seraient pas retenus et appliquées effectivement par le gouvernement. Pour notre part, nous ne considérons pas que la liberté des salaires soit une sanction. Nous disons que la politique pratiquée jusqu'à présent de la liberté des prix et du blocage des salaires est une faillite. Nous disons qu'il est trop visible que les mots d'ordre politiques qui s'inscrivent à travers les revendications professionnelles sont favorisés par les organisations nationales et non sur le plan de l'entreprise de ces mêmes revendications professionnelles.
Pour ne pas prolonger le débat, ce qui risquerait d'élargir par trop la fin de ce Conseil national, je me bornerai à vous lire la résolution qu'en d'autres temps nous aurions déposée, mais que, par souci d'unité, nous ne déposerons pas.

Un délégué - Inutile de la lire !

Le camarade - Je répète que si nous ne déposons pas cette motion, c'est par souci d'unité dans le Parti. Mais nous pouvons encore la déposer. Je vais donc la lire, cette motion hypothétique, dans un souci de clarté et dans l'intérêt même des ministres Socialistes. Il est utile en effet qu'on ne se méprenne pas sur notre position, tourne si elle est erronée. Nous sommes parfaitement conscients de nos responsabilités. Mais, il y a ici des camarades qui sont venus porteurs de mandats impératifs ; des mandats impératifs, nous ne les faisons pas valoir afin de maintenir l'unité du Parti. Il faut que tous nos camarades en aient conscience. Nous faisons cela pour écarter toute ambiguïté dans le vote du Conseil national.
Voici donc cette résolution hypothétique que nous pourrions déposer, mais que nous ne déposons pas :
"Le Conseil national,
Considérant l'inégalité qui subsiste dans la répartition du revenu national ;
Considérant l'hérésie que constitue une libération des prix que n'accompagne pas une libération comparable des salaires ;
Considérant que la fixation des salaires par l'état transporte tout naturellement la revendication sur le plan national et autorise la politisation des grèves par la CGT, politisation que le retour au stade de l'entreprise interdirait pratiquement ;
Considérant que la fixation des salaires par l'état fait supporter aux pouvoirs publics et spécialement au gouvernement une responsabilité qui, dans une société encore capitaliste, n'appartient qu'au patronat ;
Demande aux ministres d'agir pour qu'au 1er janvier 1949 soit réalisé le retour aux conventions collectives Matignon."
Je répète que c'est par souci d'unité que nous nous abstenons de déposer cette motion.
C'est dans le même esprit que nous nous abstiendrons dans le vote sur la motion proposée par la majorité de la Commission des résolutions, motion qui ne peut réunir autour d'elle l'enthousiasme nécessaire au succès. Je le dis avec tout le regret possible. J'aurais souhaité une formule d'accord. Mais, il n'a pas été

Fondation Jean-Jaurès

possible de la dégager. Et je termine en déclarant que ceux qui, par ironie ou peut-être par incompréhension, ont critiqué nos suggestions, seront peut-être moins actifs que nous à défendre les positions du Parti Socialiste.

Le président - Aux termes du règlement, la parole ne peut être donnée qu'aux auteurs d'amendements.
Les différents courants d'opinion ayant été représentés à la Commission des résolutions, si aucun camarade ne désire présenter un amendement, je vais mettre aux voix la seule résolution qui soit soumise au Conseil national, celle que présente la Commission des résolutions.
Le vote aura lieu à main levée, à moins que le dixième au moins des délégués ne demande le vote par mandats.

Joseph Begarra - Je voudrais demander quelques précisions sur le document qui nous a été lu par Guy Mollet. Il ne comporte que des testes de chapitre, pourrait-on savoir, pour l'Union française, ce que l'on conçoit, derrière ces têtes de chapitre ?

Guy Mollet

Demain matin, au secrétariat, les camarades désignés par la Commission des résolutions se réuniront. Notre intention est d'être précis, sur les questions intéressant l'Union française, et je pense aux questions de l'Indochine, de Madagascar, etc. Mais, très loyalement, je dois dire que le texte sera présenté selon un ordre, je ne dirai pas d'urgence, mais d'importance, et que l'attention essentielle, l'attention première sera appelée sur le problème du pouvoir d'achat. Il sera question des autres problèmes ; mais la question primordiale sera celle du pouvoir d'achat.
Je demande à nos amis de la France d'Outremer de comprendre qu'il ne s'agit pas du tout dans notre esprit d'un affaissement de notre position dont ils savent ce qu'elle est par les précisions qui ont été données par le dernier Conseil national, le Comité directeur et l'immense majorité du groupe parlementaire. Il ne s'agit pas d'abandonner cela, mais uniquement, dans la volonté de la Commission et, s'il donne son approbation, du Conseil national, de mener la bataille et de la gagner d'abord sur le pouvoir d'achat.

Le président - Camarades, si j'ai donné la parole à Begarra, après avoir précisé que seuls les auteurs d'amendements pouvaient parler, c'est que je croyais dans ma naïveté qu'il allait déposer un amendement.
D'autres camarades lèvent la main pour demander la parole. Je précise encore une fois que la parole ne peut être donnée qu'aux auteurs d'amendements. Je prie donc les camarades de ne demander la parole que si ils ont des amendements à déposer.

Charles Lamarque Cando (Landes) - Camarades, je m'étonne de ne pas trouver dans la résolution un seul mot sur le Conseil de la République. Je voudrais

Coll. Fondation Jean Jaurès

demander au Conseil national d'affirmer que cette assemblée est irresponsable, puisqu'elle ne peut être dissoute, et que par conséquent nous n'admettrons jamais que l'on tire des conséquences politiques du vote de dimanche dernier.
Je dépose donc l'amendement suivant :
Dire que l'Assemblée Nationale est seule et pleinement souveraine.
Deuxième amendement :
Dire que nous entendons maintenir intégralement le droit de grève, mais que cela signifie que, comme tous les droits reconnus par la constitution, le droit de grève doit être réglementé.

Guy Mollet - La réponse à Lamarque-Cando sera à peu près du même ordre que celle que je viens de faire à Begarra. Les deux préoccupations de Lamarque-Cando sont celles du Parti tout entière. La première a été affirmée par le Parti dans tout le débat constitutionnel ; c'est la position traditionnelle du Parti. Quant à la seconde préoccupation de note camarade, c'est aussi la position au Parti, a affirmée et réaffirmée en toutes circonstances ; confirmer le droit de grève et, en même temps, le préciser.
Mais, je demande à Lamarque-Cando da comprendre que si, au lieu de nous en tenir aux graves nécessités de l'heure, nous devions reprendre en une sorte de catalogue toutes les revendications du Parti, nous ne ferions qu'affaiblir notre position sur les points les plus importants.
Je pense qu'à l'heure actuelle il faut dire que trois choses sont essentielles : lutte contre le bolchevisme et le néo-gaullisme ; lutte contre la misère ; en cas d'échec, retour à la politique des accords Matignon.
Ajouter quelque chose aurait diminué la portée de ce que nous proposons.

Le président - Je vais mettre aux voix la résolution proposée par la Commission.

Plusieurs délégués - Vote par mandat !

Le président - Le vote par mandat étant demandé, il devra être satisfait à cette demande si elle est appuyée par le dixième des délégués.
Je mets donc aux voix la proposition de vote par mandat.
(Il est procédé au vote)
Plus de 10% des délégués demandent le vote par mandat. Il va donc être procédé.
(Il est procédé au vote par mandat, sur la proposition de la Commission des résolutions)
(Un délégué des Bouches-du-Rhône indiquant qu'un certain nombre de voix de sa fédération votent contre, un autre délégué de la même fédération déclare qu'il ne s'agit pas d'oppositions, mais d'abstentions. Le président Defferre ajoute qu'il a assisté au débat et qu'il s'agit bien d'abstentions. Dans ces conditions, le vote de la fédération des Bouches-du-Rhône est momentanément réservé)

Guy Mollet - Pendant que s'effectue le décompte des vote, je continue la

Fondation Jean Jaurès

présentation de mon rapport.
La Commission des résolutions, unanime sur ce point, vous propose le texte suivant :
"Le Conseil national mandate le Comité directeur pour prendre l'initiative auprès de tous les autres Partis Socialistes européens de la convocation d'un Congrès Socialiste européen ayant pour objet d'établir en face de la nécessaire unification économique de l'Europe le programme d'action commun à toutes les organisations Socialistes démocratiques européennes."

Le président - Je mets cette proposition aux voix.
Adopté à l'unanimité.

Admission éventuelle de l'Espagne franquiste Nations Unies

Le président - La parole est à notre camarade Grumbach.

Salomon Grumbach

Camarades, j'attire l'attention du Conseil national sur un grave problème, celui des tentatives faites en vue d'admettre l'Espagne franquiste aux Nations Unies.
Vous savez que, depuis deux mois, siège au palais de Chaillot l'Assemblée générale des Nations Unies, où se rencontrent les représentants des nations qui constituant cette organisation.
Je dois dénoncer ici une manœuvre de grande envergure qui ne tend à rien moins qu'à faire annuler la décision prise à Lake Success, excluant l'Espagne aussi longtemps quelle sera franquiste, non seulement de l'organisation des Nations Unies, mais des organisations annexes qui en dépendent.
Depuis des mois, certains états, en particulier de l'Amérique du sud, s'efforcent d'obtenir l'admission de l'Espagne aux Nations Unies, et cette manœuvre vient d'obtenir un premier succès. La sixième Commission de l'assemblée a admis que l'Espagne franquiste soit représentée à l'organisation internationale pour la statistique. Vous allez dire : "Qu'est-ce que cela peut nous faire, que l'Espagne soit admise dans une organisation de la statistique ?" Sa réalité, le Congrès n'est pas de cet avis et c'est parce que l'Espagne franquiste n'a pas été acceptée aux Nations Unies que ce biais a été trouvé, pour essayer de la faire pénétrer d'abord dans une organisation accessoire, ce qui sera un premier pas vers l'admission définitive, au même rang que les autres nations.
Je demande au Parti Socialiste d'attirer l'attention du gouvernement français sur la gravité de ce problème et je propose au Conseil national d'adopter le texte suivant :
"Le Conseil national mis au courant des manœuvres tendant à faire admettre l'Espagne franquiste à l'ONU donne mandat à ses représentants au gouvernement de ne rien négliger pour faire respecter la résolution votée le 12 décembre 1946 par l'Assemblée générale de l'ONU qui dit :
"Le gouvernement fasciste de Franco en Espagne... ne représente pas le peuple espagnol et rend au pouvoir, la participation du peuple espagnol aux affaires

Fondation Jean-Jaurès

internationales avec les autres peuples des Nations Unies.", et recommande que l'on empêche le gouvernement franquiste d'adhérer à des institutions internationales établie par les Nations Unies ou par les institutions précitées, jusqu'à la formation en Espagne d'un gouvernement nouveau et acceptable."

Marceau Pivert

Camarades, ce ne serait pas un bon travail que d'ouvrir une discussion à ce sujet ce soir. Ce cas particulier de l'intégration de l'Espagne franquiste dans le dispositif du pacte de l'Atlantique n'est que l'un des aspects de la politique générale, pour laquelle la résolution a bien précisé que nous devons rechercher une politique européenne indépendante. Car en effet il n'est pas possible d'accepter en même temps la subordination à la stratégie américaine et refuser aux américains et surtout aux stratèges américains qui sont des gens positifs le droit de considérer l'Espagne comme une base stratégique plus sûre qu'une France troublée et dont on ne connaît pas les lendemains.

Par conséquent, je pense que le Conseil national serait habile en protestant uniquement contre l'idée qu'on pourrait permettre à Franco de s'introduire à l'ONU ou même dans une organisation internationale quelconque.

Mais, cela ne résout pas le problème. C'est une politique Socialiste qui est nécessaire, c'est une politique qui dégage le gouvernement actuellement en train de céder sur des considérations militaires, au lieu de prendre d'abord les problèmes de l'organisation économique et de l'indépendance économique de l'Europe, problèmes qui, à nos yeux, sont fondamentaux.

Nous sommes tous d'accord avec l'initiative de Grumbach, mais pas d'accord avec sa formulation, car s'adresser à l'ONU qui n'est que l'expression de contradictions impérialistes et qui subit les conséquences de l'influence des grandes puissances en ses décisions, cela ne conduira à rien et n'aura aucune efficacité.

Si au contraire, conformément à votre décision, vous prenez l'initiative de convoquer tous les Socialistes, ceux d'Espagne en tête, pour donner mandat à tous les partis Socialistes, aux travaillistes pour commencer, de ne pas se laisser intégrer dans un pacte militaire avec les États-Unis, alors vous aiderez le peuple espagnol à se solidariser avec le prolétariat européen, au lieu de le condamner dès maintenant à être asservi à la stratégie impérialiste américaine.

Guy Mollet - Je suis d'accord avec pas mal des considérations exprimées par Marceau Pivert. Mais je pense que non seulement ce n'est pas l'heure, mais que cela pourrait être mal interprété et déformé.

Ce que le Conseil national devrait faire, c'est unanimement dire l'impossibilité absolue d'accepter un seul instant même la pensée d'envisager l'hypothèse d'une entrée de l'Espagne franquiste aux Nations Unies, et que cela a soulevé au Conseil national une sorte de cri de révolte. Cela, il faut que le Conseil national le dise immédiatement.

(Applaudissements)

Coll. Fondation Jean Jaurès

Rapport de la Commission des résolutions (suite)
Le président - Voici les résultats du vote sur le texte présenté par la Commission des résolutions.
Nombre de mandats : 4726.
Pour : 3909.
Abstentions : 631.
Absents : 186.

Alexandre Bracke - Ce résultat n'est pas exactement rapporté. Il n'y a pas à tenir compte des absents, quatre cinq ou six fédérations ne sont pas représentées ; ce sont elles qui sont absentes, ce ne sont pas les mandats.

Le président - Notre ami Bracke ayant fait une observation, étant donné sa compétence et sa connaissance des règlements du Parti, le Secrétaire général va mettre la question au point.

Guy Mollet - Bracke a parfaitement raison. Les résultats ont été communiqués trop tôt, avant d'avoir été mis en forme. Il faut les lire de la façon suivante : Nombre de mandats exprimés : 4540.
Pour : 3909.
Abstentions : 631.

Admission éventuelle de l'Espagne franquiste aux Nations Unies (suite)
Le président - Nous avons à voter sur la proposition de Grumbach.
Je la mets aux voix. Adopté à l'unanimité.

Clôture du Conseil national
Le président - Camarades, nous sommes arrivés au terme de nos travaux. À une heure grave, je veux vous adresser quelques mots très rapides, avant votre départ.
Notre Conseil national vient de prouver que notre Parti est vivant et fort. Les militants venus de tous les points de la France ont fait entendre leur voix. Ils ont manifesté leur camaraderie et leur approbation à ceux de nos camarades qui sont à la pointe du combat. Ils ont prisées décisions. Ces décisions doivent rendre à tous la confiance, car nous savons que non seulement il est indispensable de gagner la bataille pour la République, mais qu'il est indispensable aussi de gagner la bataille pour les salaires et pour les prix. Cette bataille est maintenant engagée. Nous sentons tous qu'il est impossible de reculer. Il faut vaindre ou mourir. Je suis sûr que le Parti saura vaincre et que nous remporterons la victoire.
(Applaudissements)

Guy Mollet - Camarades, on me fait savoir que notre ami Léon Blum tient à s'excuser de n'avoir pu venir aujourd'hui à la séance du Conseil national. Il est souffrant. Je suis sûr que le Conseil national sera unanime à nous charger de lui

Fondation Jean-Jaurès

transmettre nos vœux de prompt et complet rétablissement.
(Vifs applaudissements)

Le président - La séance est levée. Vive la République ! Vive le Parti Socialiste !
(Les membres du Conseil national se séparent au chant de l'Internationale)
(La séance est levée à dix-neuf heures)

Coll. Fondation Jean-Jaurès